



## **LE RAPPORT FINANCIER COMPREND :**

- Le rapport de gestion
- Le rapport de la direction
- Les états financiers individuels audités complets, incluant les notes et le rapport de l'auditeur indépendant
- Le relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois
- Le relevé des autres investissements
- Le répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires

# CAPITAL RÉGIONAL ET COOPÉRATIF DESJARDINS

## RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion annuel complète les états financiers et contient les faits saillants financiers, mais non les états financiers annuels complets de Capital régional et coopératif Desjardins (CRCD). Il explique du point de vue de la direction les résultats que CRCD a obtenus au cours de la période visée par les états financiers, ainsi que sa situation financière et les changements importants survenus à l'égard de celui-ci.

Les rendements annuels et composés de CRCD exprimés dans le présent rapport sont nets des charges et impôts alors que les rendements par activité ou par profil d'investissement représentent des rendements avant charges et impôts.

Ce document informatif contient l'analyse de la direction sur des énoncés prévisionnels. L'interprétation de cette analyse et de ces énoncés devrait être faite avec précaution puisque la direction fait souvent référence à des objectifs et à des stratégies qui comportent des risques et des incertitudes. Étant donné la nature des activités de CRCD, les risques et les incertitudes qui y sont liés pourraient faire en sorte que les résultats soient différents de ceux avancés dans de tels énoncés prévisionnels. CRCD n'a pas l'obligation ni l'intention de réviser ou de mettre à jour les énoncés prévisionnels sur la base de toute nouvelle information ou tout nouvel événement pouvant survenir après la date du présent rapport.




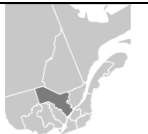

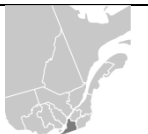
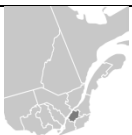


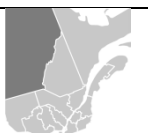



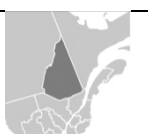






Vous pouvez obtenir les états financiers annuels gratuitement, sur demande, en appelant au 514 281-2322 ou sans frais au 1 866 866-7000, poste 5552322, en nous écrivant à 2, complexe Desjardins, C.P. 760, succ. Desjardins, Montréal (Québec) H5B 1B8, ou en consultant notre site ([www.capitalregional.com](http://www.capitalregional.com)) ou le site de SEDAR ([www.sedar.com](http://www.sedar.com)).

Vous pouvez également obtenir de cette façon l'information financière intermédiaire.

## FAITS SAILLANTS

### DES ENGAGEMENTS PARTOUT AU QUÉBEC

CRCD et son écosystème<sup>1</sup> contribuent réellement au développement économique des régions. Au 31 décembre 2018, les fonds engagés par région se répartissaient comme suit :

	<b>ABITIBI-TÉMISCAMINGUE*</b> 22 M\$ → 29 entreprises 1 M\$ → 1 coopérative		<b>LAVAL</b> 17 M\$ → 10 entreprises
	<b>BAS-SAINT-LAURENT*</b> 18 M\$ → 22 entreprises 0,2 M\$ → 1 coopérative		<b>MAURICIE*</b> 11 M\$ → 9 entreprises 1 M\$ → 1 coopérative
	<b>CAPITALE-NATIONALE</b> 68 M\$ → 31 entreprises 2 M\$ → 1 coopérative		<b>MONTÉRÉGIE</b> 165 M\$ → 54 entreprises 83 M\$ → 3 coopératives
	<b>CENTRE-DU-QUÉBEC</b> 56 M\$ → 21 entreprises 13 M\$ → 2 coopératives		<b>MONTRÉAL</b> 210 M\$ → 72 entreprises 86 M\$ → 2 coopératives
	<b>CHAUDIÈRE-APPALACHES</b> 97 M\$ → 30 entreprises 4 M\$ → 4 coopératives		<b>NORD-DU-QUÉBEC*</b> 3 M\$ → 15 entreprises
	<b>CÔTE-NORD*</b> 3 M\$ → 9 entreprises		<b>OUTAOUAIS</b> 4 M\$ → 2 entreprises
	<b>ESTRIE</b> 60 M\$ → 29 entreprises 4 M\$ → 3 coopératives		<b>SAGUENAY – LAC-SAINT-JEAN*</b> 59 M\$ → 63 entreprises 2 M\$ → 3 coopératives
	<b>GASPÉSIE – ÎLES-DE-LA-MADELEINE*</b> 5 M\$ → 7 entreprises		<b>HORS-QUÉBEC (sauf Europe)</b> 2 M\$ → 5 entreprises
	<b>LANAUDIÈRE</b> 24 M\$ → 12 entreprises 1 M\$ → 1 coopérative		<b>EUROPE</b> 7 M\$ → 3 entreprises
	<b>LAURENTIDES</b> 10 M\$ → 6 entreprises		<b>FONDS</b> 71 M\$ → 16 fonds

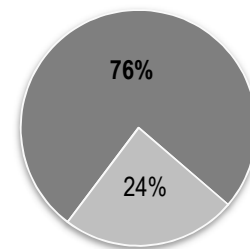
#### AU TOTAL

**467**  
ENTREPRISES,  
COOPÉRATIVES ET  
FONDS

**1 109 M\$**  
AU PROFIT DES PME

**58 000**  
EMPLOIS CRÉÉS OU  
MAINTENUS

**76 %**  
DES ENTREPRISES ET  
DES COOPÉRATIVES  
SITUÉES AU QUÉBEC  
PROVIENNENT DES  
RÉGIONS AUTRES  
QUE MONTRÉAL ET LA  
CAPITALE-NATIONALE



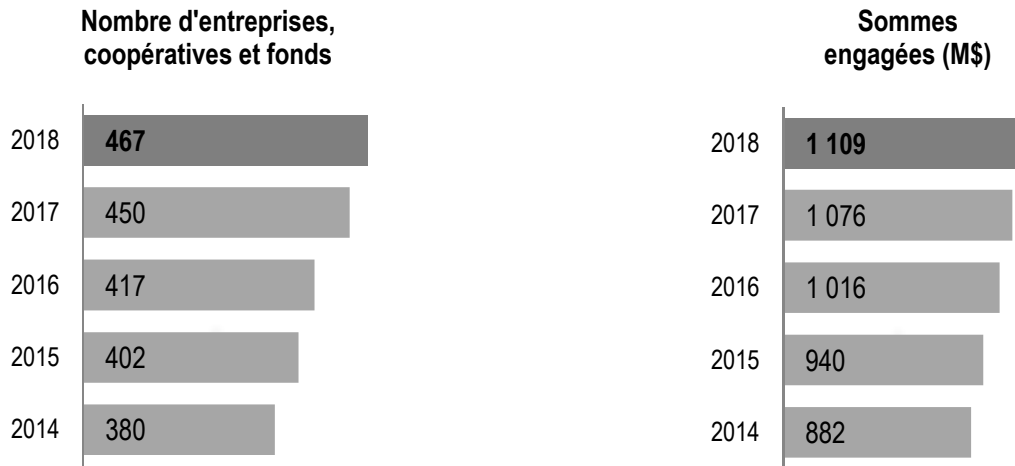
- Autres régions
- Montréal et la Capitale-Nationale

\* Région ressource

<sup>1</sup>Se référer à la section « Écosystème entrepreneurial » pour le détail des principaux fonds de l'écosystème.

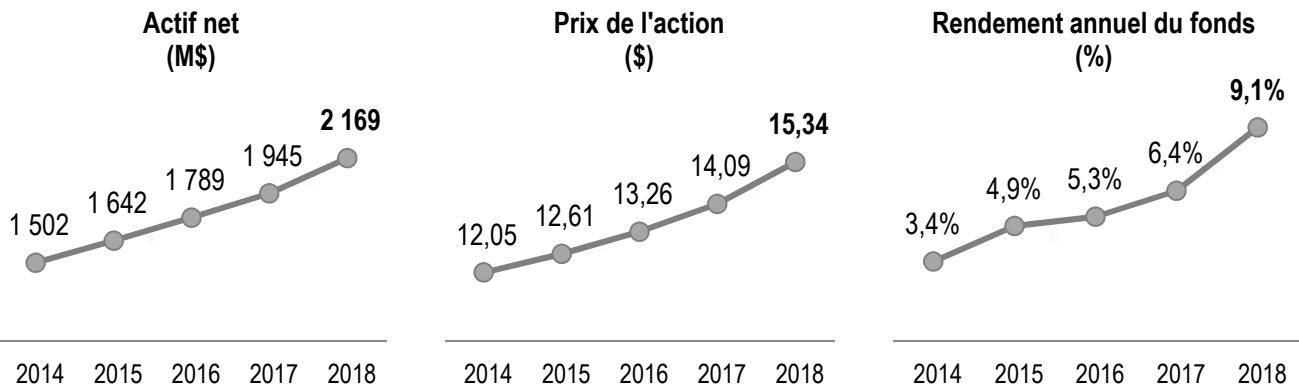
## CRCO ET SON ECOSYSTÈME APPUIENT LES ENTREPRISES ET COOPÉRATIVES

AUX 31 DÉCEMBRE



## DONNÉES FINANCIÈRES CRCO

AUX 31 DÉCEMBRE



## FAITS SAILLANTS FINANCIERS CRCD

Les tableaux suivants font état de données financières clés concernant CRCD et ont pour objet de faciliter la compréhension des résultats financiers des cinq derniers exercices. Ces renseignements découlent des états financiers individuels annuels audités de CRCD.

### RATIOS ET DONNÉES SUPPLÉMENTAIRES AUX 31 DÉCEMBRE

(en milliers de \$, sauf indication contraire)	2018	2017	2016	2015	2014
Produits	70 285	51 392	44 449	45 269	44 422
Gains sur investissements	138 632	96 541	78 869	64 035	42 884
Bénéfice net	174 894	112 757	85 957	74 806	49 245
Actif net	2 168 804	1 945 342	1 789 417	1 642 076	1 502 462
Actions ordinaires en circulation (nombre, en milliers)	141 391	138 080	134 944	130 183	124 665
Ratio des charges opérationnelles totales et frais d'émission d'actions ordinaires <sup>(1)</sup> (%)	1,6	1,9	2,2	2,0	2,2
Taux de rotation du portefeuille :					
- Investissements à impact économique québécois (%)	17	16	11	19	19
- Autres investissements (%)	163	87	126	131	102
Ratio des frais d'opération <sup>(2)</sup> (%)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Nombre d'actionnaires (nombre)	107 862	105 614	104 317	102 222	96 236
Émission d'actions ordinaires	141 179	134 850	133 401	149 882	62 906
Frais d'émission d'actions ordinaires, nets des impôts afférents	2 523	2 396	1 579	1 750	764
Rachat d'actions ordinaires	90 088	89 285	70 438	83 324	79 501
Investissements à impact économique québécois au coût	838 258	828 255	787 142	738 596	675 355
Juste valeur des investissements à impact économique québécois	1 080 069	1 033 951	921 518	817 199	710 923
Fonds engagés mais non déboursés	192 169	183 606	189 121	171 082	193 764

<sup>(1)</sup> Le ratio des charges opérationnelles totales et frais d'émission d'actions ordinaires est obtenu en divisant le total des charges (avant impôts) inscrites aux états individuels du résultat global et des frais d'émission d'actions ordinaires inscrits aux états individuels des variations de l'actif net à la fin de la période ou par l'actif net moyen de l'exercice, en vertu de l'article 68 du *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement*.

<sup>(2)</sup> Les frais d'opérations comprennent les frais de courtage et autres coûts de transactions de portefeuille. Ces frais ne sont pas significatifs pour CRCD.

### VARIATION DE L'ACTIF NET PAR ACTION ORDINAIRE AUX 31 DÉCEMBRE

(en \$)	2018	2017	2016	2015	2014
<b>Actif net par action ordinaire au début de l'exercice</b>	<b>14,09</b>	<b>13,26</b>	<b>12,61</b>	<b>12,05</b>	<b>11,66</b>
<b>Augmentation attribuable à l'exploitation</b>	<b>1,28</b>	<b>0,84</b>	<b>0,66</b>	<b>0,59</b>	<b>0,40</b>
Intérêts, dividendes, distributions et honoraires de négociation	0,51	0,38	0,34	0,35	0,36
Charges d'exploitation	(0,21)	(0,24)	(0,26)	(0,23)	(0,25)
Impôts sur les bénéfices	(0,03)	(0,02)	(0,03)	(0,03)	(0,06)
Gains (pertes) réalisés	0,79	0,06	0,18	0,29	0,52
Gains (pertes) non réalisés	0,22	0,66	0,43	0,21	(0,17)
<b>Écart attribuable aux émissions et aux rachats d'actions ordinaires</b>	<b>(0,03)</b>	<b>(0,01)</b>	<b>(0,01)</b>	<b>(0,03)</b>	<b>(0,01)</b>
<b>Actif net par action ordinaire à la fin de l'exercice</b>	<b>15,34</b>	<b>14,09</b>	<b>13,26</b>	<b>12,61</b>	<b>12,05</b>

## APERÇU

CRCD a clôturé son exercice 2018 avec un bénéfice net de 174,9 M\$ (112,8 M\$ en 2017), soit un rendement de 9,1 % (6,4 % en 2017), résultant en une augmentation de l'actif net par action à 15,34 \$ sur la base du nombre d'actions ordinaires en circulation à la fin de l'exercice, comparativement à 14,09 \$ à la fin de l'exercice 2017. CRCD vise un bon équilibre à long terme entre le rendement à l'actionnaire et sa mission de développement économique québécois. Rappelons que la stratégie de gestion des actifs financiers adoptée depuis plusieurs années par CRCD lui permet de bénéficier d'une bonne complémentarité entre les portefeuilles des investissements à impact économique québécois et des autres investissements. CRCD connaît d'ailleurs un rendement favorable depuis maintenant dix ans.

L'activité d'investissements à impact économique québécois affiche un rendement de 19,7 % en 2018 comparativement à un rendement de 12,7 % pour 2017. Au 31 décembre 2018, le coût des investissements à impact économique québécois s'élève à 838,3 M\$ dont 176,4 M\$ ont été déboursés durant l'exercice 2018. Au 31 décembre 2018, les fonds engagés mais non déboursés, représentant des investissements déjà convenus avec des entreprises, coopératives ou fonds et qui seront éventuellement déboursés par CRCD, se chiffrent à 192,2 M\$. Les nouveaux engagements de la période s'élèvent à 185,0 M\$. Malgré les soubresauts des marchés boursiers en 2018, particulièrement au dernier trimestre, CRCD a su tirer son épingle du jeu alors que le portefeuille des autres investissements affiche un rendement de 1,3 % pour l'exercice 2018, comparativement à un rendement de 4,2 % pour l'exercice 2017.

Au cours de l'exercice, les émissions d'actions ordinaires se sont élevées à 141,2 M\$, incluant le solde de l'émission 2017 ainsi que la quasi-totalité du montant maximum autorisé pour l'émission 2018, soit 139,6 M\$. Pour plus de détails, se référer à la section « Souscriptions » du présent rapport. Pour leur part, les rachats d'actions ont totalisé 90,1 M\$. L'actif net a ainsi atteint 2 168,8 M\$. Le nombre d'actionnaires au 31 décembre 2018 était de 107 862. Au 31 décembre 2018, le solde des actions admissibles au rachat s'élevait à près de 1 040 M\$. Ce solde sera toutefois réduit de 100 M\$ en 2019 puisque les actionnaires sélectionnés lors du processus d'échange des actions se sont engagés à reporter de sept ans le droit de rachat de leurs actions rachetables.

## NOTRE VISION SUR L'ENTREPRENEURIAT QUÉBÉCOIS

Le Québec fait face à un énorme défi : celui du développement et de la croissance des entreprises existantes. Les entreprises ont tendance à demeurer trop petites et à se surendetter au détriment d'une structure de capital plus saine. Cette sous-capitalisation a des répercussions importantes sur leur performance, dont une faible productivité et un faible niveau d'activité internationale, ce qui pénalise ultimement le Québec dans sa capacité de créer et de maintenir sa juste part d'emplois à forte rémunération, des emplois nécessaires à la santé de l'économie de la province.

De concert avec son gestionnaire Gestion Desjardins Capital inc. (Desjardins Capital ou DC., CRCD, dans la réalisation de sa mission, vise à se différencier et à jouer un rôle unique sur ces divers enjeux qui guident ses actions au quotidien.

## AU CŒUR DE LA CROISSANCE DES ENTREPRISES

Que ce soit en termes d'accompagnement, de maillage ou de formation offerts à nos entreprises partenaires ou par le développement de notre offre de produits et le partage de notre réseau d'affaires, CRCD, par le biais de son gestionnaire, DC, agit sur de nombreux tableaux pour faire croître les PME et coopératives québécoises.

Joueur de premier plan sur l'échiquier du capital de développement au Québec, nous contribuons à la vitalité de l'économie québécoise en finançant nos entreprises dans leur croissance, en dynamisant nos régions, en soutenant la relève et les emplois pour bâtir un Québec solide maintenant et pour les générations futures. Leader québécois en transfert d'entreprises, nous avons déjà réalisé quelques centaines de transactions contribuant ainsi à la continuité et à la pérennité de nos fleurons. De plus, nous appuyons les entreprises en démarrage ou au premier stade de leur développement qui font appel à des innovations technologiques ou industrielles et qui misent sur de nouvelles utilisations de technologies existantes.

Nous venons également soutenir les PME québécoises dans leur expansion en Europe avec le nouveau fonds Desjardins Capital Transatlantique s.e.c qui a débuté ses opérations au cours du deuxième semestre. Avec ce fonds, une nouvelle expertise s'offre aux entrepreneurs québécois, bien au-delà de l'argent, par l'appui au développement international avec une équipe implantée sur le terrain. En effet, un représentant de DC est présent sur le territoire français pour appuyer les entrepreneurs québécois qui veulent développer de nouveaux marchés en s'implantant en Europe, par l'ouverture de bureaux ou l'acquisition de concurrents.

Véritable catalyseur dans le processus de développement des affaires auprès de nos partenaires actuels et potentiels, nous assurons le maintien d'une relation de proximité avec les entrepreneurs de l'ensemble de la province en créant plusieurs opportunités de rencontres. Ces entretiens permettent d'y rencontrer entrepreneurs, partenaires d'affaires et experts ayant des questionnements sur des sujets d'actualité tels que les défis de croissance et les enjeux reliés à la relève d'entreprise.

Notre accompagnement va bien au-delà du partage de notre vaste réseau interne et externe de relations d'affaires. Diverses ententes ont été négociées, tantôt chez Desjardins tantôt avec d'autres firmes externes spécialisées, pour offrir à nos entrepreneurs des services à valeur ajoutée dans la poursuite de leurs objectifs.

Qui plus est, nous offrons du soutien sur mesure pour l'implantation et le suivi d'une saine gouvernance des PME qui apportent une valeur ajoutée indéniable à nos entreprises partenaires. Toujours très actif en la matière, nous possédons un réseau de près de 250 administrateurs d'une compétence et d'une expertise inégalées dans l'industrie. Leur rôle est d'aider les entrepreneurs à implanter un forum de gouvernance en appui à la stratégie et la croissance de leurs affaires. Ils ont accès à des outils de travail et ils sont régulièrement formés et évalués afin de pouvoir répondre efficacement aux besoins des entreprises avec lesquelles ils collaborent. Notre modèle de gouvernance entrepreneuriale basé sur l'agilité, la simplicité, la pensée stratégique et l'adéquation aux besoins de l'entreprise est une forme d'accompagnement unique et très appréciée des entrepreneurs partenaires.

## CONTEXTE ÉCONOMIQUE

### ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE 2018 ET PERSPECTIVES 2019

Après une nette accélération en 2017, l'économie internationale est demeurée vive en 2018. La hausse annuelle du PIB réel devrait s'élever à 3,7 %. Cette bonne croissance cache cependant un ralentissement du commerce mondial, qui est lui-même une conséquence de l'escalade protectionniste entamée par les États-Unis. De plus, plusieurs grandes économies ont ralenti au cours de l'année. C'est notamment la situation de la zone euro, où la plupart des indices de confiance se sont détériorés. Le PIB réel eurolandais a affiché une croissance annuelle de 1,8 %, un essoufflement par rapport aux 2,5 % de 2017. La problématique budgétaire et politique italienne, les tensions sociales en France et les problèmes du secteur manufacturier allemand ont été des sources d'inquiétude en Europe. Au Royaume-Uni, la tendance demeure faible, notamment à cause de l'incertitude liée au Brexit. Du côté de la Chine, on observe un modeste ralentissement de la croissance : elle a atteint 6,6 %, comparativement à 6,8 % en 2017. Les tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine ont affecté la conjoncture en Chine, mais aussi dans plusieurs autres pays émergents.

L'environnement économique favorable et la remontée de l'inflation ont incité plusieurs banques centrales à poursuivre la normalisation de leur politique monétaire en 2018. En Europe, la Banque centrale européenne a mis fin à ses achats d'actifs financiers en décembre 2018, alors que la Banque d'Angleterre a augmenté ses taux directeurs de 0,25 %. En Amérique du Nord, le rythme d'augmentation des taux directeurs s'est même accéléré alors que la Réserve fédérale américaine (FED) a procédé à quatre hausses de 0,25 %, comparativement à trois hausses de taux au Canada. Le resserrement des politiques monétaires et les discours optimistes des banques centrales, particulièrement en Amérique du Nord, ont entraîné une hausse des taux obligataires au commencement de 2018. Cette remontée des taux d'intérêt, les tensions commerciales et des craintes concernant la santé de l'économie mondiale ont contribué à ramener beaucoup de volatilité sur les marchés boursiers. Même l'indice S&P 500, favorisé par la réforme fiscale et la poussée des bénéfices des entreprises, a subi deux corrections importantes et a terminé 2018 en recul par rapport à la fin de 2017. L'année 2018 a été encore plus difficile pour la plupart des autres places boursières. Les tensions commerciales, les incertitudes politiques et la force du dollar américain ont désavantagé les bourses européennes et émergentes alors que le recul de la bourse de Toronto a été amplifié par la baisse des prix des matières premières. Ces facteurs ont aussi entraîné un recul du dollar canadien et ont fait fortement redescendre les taux obligataires à la fin de 2018.

L'économie mondiale devrait poursuivre son cycle haussier en 2019, mais on sent qu'elle ne devrait plus s'accélérer. Les tensions commerciales et les inquiétudes entourant les pays émergents suggèrent un certain plafonnement. Du côté des pays industrialisés, la demande provenant des États-Unis devrait en partie compenser la croissance plus faible en zone euro. La question du divorce entre l'Union européenne et le Royaume-Uni n'est pas encore réglée et l'incertitude à ce sujet risque de se manifester dans l'économie. La volatilité sur les marchés financiers, les inquiétudes concernant l'Europe et la Chine et le retour de leur politique monétaire près d'une orientation neutre devraient convaincre la FED et la Banque du Canada de ralentir le rythme des hausses des taux directeurs. L'augmentation des taux obligataires serait aussi limitée. Le retour d'un sentiment plus positif sur les marchés financiers pourrait ramener quelques pressions baissières sur le dollar américain. La volatilité risque de demeurer élevée sur les places boursières, mais la croissance solide de l'activité économique et le niveau élevé des bénéfices permettent d'espérer un rendement supérieur à la moyenne historique en 2019 pour les indices nord-américains. Le contexte économique devrait aussi être assez favorable pour les matières premières et, par conséquent, pour le dollar et les actifs financiers canadiens.

### ÉTATS-UNIS

Après une croissance un peu plus lente en début d'année 2018, l'économie américaine s'est fortement accélérée au printemps et a connu d'autres bonnes progressions du PIB réel en deuxième moitié de 2018. La confiance est d'ailleurs demeurée forte toute l'année malgré la plus grande volatilité des marchés financiers, l'escalade protectionniste, la hausse des taux d'intérêt et la tenue des élections de mi-mandat. Le PIB réel a enregistré une hausse de 2,9 % sur l'ensemble de 2018 après un gain de 2,2 % en 2017.

Aux États-Unis, les politiques budgétaires mises en place en 2018 devraient encore favoriser la conjoncture. Toutefois, les risques d'impasses politiques issues du résultat de l'élection de mi-mandat pourraient changer la donne comme on l'a vu avec la paralysie partielle (shutdown) du gouvernement fédéral déclenché à la fin de décembre. Le marché du travail devrait néanmoins continuer de s'améliorer, ce qui amènerait un peu plus de pression sur les salaires et les prix. Le PIB réel devrait atteindre 2,6 % en 2019. Les mesures protectionnistes de l'administration Trump et les représailles des autres pays constituent cependant des risques importants.

## CANADA

Après avoir bénéficié d'une croissance exceptionnelle de 3,0 % en 2017, le PIB réel canadien a connu une progression plus soutenable en 2018, soit aux alentours de 2,1 %. Le ralentissement provient surtout de la demande intérieure. Les dépenses des ménages ont été moins vigoureuses avec une hausse plus lente des dépenses de consommation et un recul des investissements résidentiels. Cela s'explique en grande partie par les effets de la remontée graduelle des taux d'intérêt au pays et par les nombreuses mesures restrictives sur le crédit hypothécaire et le marché de l'habitation. Des difficultés additionnelles se sont ajoutées en fin d'année alors que le secteur de l'énergie a été lourdement affecté par la baisse des prix du pétrole, aggravée au pays par les contraintes de transport des produits pétroliers. L'année 2018 a aussi été marquée par une entente concernant le remplacement de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) par l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM). Cela a contribué à réduire les incertitudes, ouvrant ainsi la voie à une certaine accélération des investissements non résidentiels des entreprises au sein des secteurs non énergétiques.

Pour 2019, les perspectives de croissance de l'économie canadienne demeurent près du potentiel. Les difficultés du secteur de l'énergie devraient se poursuivre au début de l'année alors que le gouvernement albertain a imposé une réduction significative de la production de pétrole dans la province. Les effets de la remontée graduelle des taux d'intérêt continueront également à se faire sentir sur les dépenses de consommation et le marché de l'habitation. Cela dit, plusieurs facteurs favorables resteront en place, ce qui permettra notamment à la demande intérieure de conserver un rythme de croissance satisfaisant. Le marché du travail est vigoureux, avec un taux de chômage près d'un creux historique. De plus, la demande reste assez bonne pour les propriétés neuves et existantes alors que la croissance de la population est relativement rapide, en particulier au sein des 25 à 34 ans. Enfin, si l'ACEUM est ratifié comme prévu, les entreprises des secteurs non énergétiques devraient continuer à investir dans un contexte où la pleine utilisation des capacités de production amène certaines difficultés à répondre à une hausse de la demande. Pour le secteur extérieur, la tendance haussière de la demande étrangère devrait se poursuivre en 2019, mais à un rythme moins élevé. Cela favorisera néanmoins une progression des exportations. Les risques demeurent toutefois élevés en raison des conflits commerciaux présentement en cours dans le monde. Au bout du compte, le PIB réel pourrait croître de 1,8 % en 2019.

## QUÉBEC

Au Québec, la croissance économique a été soutenue en 2018. La hausse du PIB réel a avoisiné 2,3 %, soit un rythme un peu plus faible que celui de 2,8 % en 2017. Les ménages sont demeurés actifs et ont propulsé le marché immobilier résidentiel. Les dépenses de consommation ont maintenu un bon rythme et le niveau de confiance des ménages est demeuré élevé. Les ventes de propriétés existantes ont franchi un sommet et la variation des prix s'est accélérée autour de 5,2 % en 2018. Le taux de chômage provincial a été de 5,5 % en moyenne l'an dernier, ce qui a accentué les difficultés d'embauche de nombreuses entreprises. La pression à la hausse sur les salaires s'est intensifiée et la rémunération horaire des employés a progressé d'environ 4 % l'an dernier. Les investissements des entreprises et les exportations se sont légèrement raffermis l'an dernier en dépit de la période d'incertitude associée à la renégociation de l'ALENA, qui a perduré jusqu'à l'automne.

Au Québec, un certain ralentissement de l'économie est attendu en 2019. La remontée des taux d'intérêt amorcée au milieu de l'année 2017 devrait modérer les dépenses de consommation, notamment les achats de biens coûteux qui requièrent du financement. Le marché immobilier résidentiel sera aussi affecté par la hausse du coût d'emprunt. Les ventes de propriétés et les mises en chantier devraient fléchir un peu en 2019, comparativement à l'activité exceptionnelle de 2018. L'ACEUM a réduit l'incertitude pour les entreprises et sera positif pour les investissements et les exportations. Reste à voir si les tarifs de 25 % sur l'acier et de 10 % sur l'aluminium, qui ne font pas partie du nouvel accord, seront maintenus. Le PIB réel du Québec devrait afficher une hausse d'environ 2 % en 2019, soit un rythme légèrement inférieur à celui de l'année précédente.

## ANALYSE DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE PAR LA DIRECTION

### RÉSULTATS D'EXPLOITATION

#### RÉSULTAT NET ET RENDEMENT DE CRCD

CRCD affiche un bénéfice net de 174,9 M\$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018, soit un rendement de 9,1 %, comparativement à un bénéfice net de 112,8 M\$ (rendement de 6,4 %) pour l'exercice précédent. L'actif net par action augmente ainsi à 15,34 \$ sur la base du nombre d'actions ordinaires en circulation à la fin de l'exercice, comparativement à 14,09 \$ à la fin de l'exercice 2017. À titre indicatif, au prix de 15,34 \$ entrant en vigueur le 14 février 2019, un actionnaire ayant investi sept ans auparavant, obtiendrait un rendement annuel de plus de 12,6 % net d'impôts, compte tenu du crédit d'impôt obtenu de 50 % conformément au taux applicable le 14 février 2012.

Les résultats de CRCD proviennent essentiellement de l'activité d'investissements à impact économique québécois et du portefeuille des autres investissements qui ont généré des rendements respectifs de 19,7 % et de 1,3 %, alors que les charges, nettes des frais d'administration perçus, ainsi que les impôts représentent un impact de 1,9 % sur le rendement de CRCD.

La stratégie de gestion des actifs financiers adoptée par CRCD lui permet de bénéficier d'un profil de portefeuille global plus équilibré, tout en réalisant pleinement sa contribution au développement économique du Québec.



RENDEMENT PAR ACTIVITÉ	2018				2017			
	Actif moyen sous gestion (M\$)	Pondération (%)	Rendement 1 an (%)	Contribution 1 an (%)	Actif moyen sous gestion (M\$)	Pondération (%)	Rendement 1 an (%)	Contribution 1 an (%)
Activités liées aux investissements à impact économique québécois <sup>(1)</sup>	1 070	52,6	19,7	10,4	975	52,9	12,7	6,6
Autres investissements et encaisse	965	47,4	1,3	0,6	867	47,1	4,2	2,0
	2 035	100,0	11,0	11,0	1 842	100,0	8,6	8,6
Charges, nettes des frais d'administration			(1,7)	(1,7)			(2,0)	(2,0)
Impôts sur les bénéfices			(0,2)	(0,2)			(0,2)	(0,2)
Rendement de CRCD			9,1	9,1			6,4	6,4

<sup>(1)</sup> Inclut les investissements à impact économique québécois, les montants à recevoir sur les cessions d'investissements, les billets à payer et les contrats de change.

## INVESTISSEMENTS À IMPACT ÉCONOMIQUE QUÉBÉCOIS

Des investissements de 177,5 M\$ et des cessions de 291,0 M\$ ont été réalisés pour un solde net de (113,5) M\$. Ces investissements nets, combinés à des gains nets réalisés et non réalisés de 158,3 M\$, ont porté la juste valeur du portefeuille d'investissements, incluant les contrats de change, à 1 080,0 M\$ au 31 décembre 2018 (1 035,2 M\$ au 31 décembre 2017). La somme des investissements réalisés au cours de l'exercice de 177,5 M\$ est notamment attribuable aux investissements faits dans trois entreprises pour un montant global de 72,2 M\$, ainsi que dans les fonds constituant l'écosystème entrepreneurial, tel que décrit plus loin, pour un montant de 48,8 M\$.

L'activité d'investissements à impact économique québécois doit également être mesurée en y incluant les fonds engagés mais non déboursés qui se soldent à 192,2 M\$ au 31 décembre 2018, comparativement à 183,6 M\$ au 31 décembre 2017. Les engagements totaux au coût au 31 décembre 2018 s'élevaient à 1 030,4 M\$ dans 99 entreprises, coopératives et fonds, dont 838,3 M\$ ont été déboursés. Au 31 décembre 2018, CRCD, fort de l'appui de son écosystème entrepreneurial, soutenait la croissance de 467 entreprises, coopératives et fonds.

Un passif financier de 4,7 M\$ (3,2 M\$ au 31 décembre 2017) a varié de 1,5 M\$ durant l'exercice 2018 à la suite de la hausse de valeur constatée sur les investissements sous-jacents. Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2018, à la suite d'une entente entre les parties, CRCD a remboursé l'intégralité des billets à payer liés à l'acquisition de certains investissements de Desjardins Capital de risque, s.e.c. en date du 30 novembre 2010 (20,2 M\$ au 31 décembre 2017).

Pour l'année 2018, l'activité d'investissements à impact économique québécois a généré une contribution de 200,2 M\$, soit un rendement de 19,7 %, comparativement à 116,2 M\$ en 2017 (rendement de 12,7 %).

CONTRIBUTION GÉNÉRÉE PAR LES INVESTISSEMENTS À IMPACT ÉCONOMIQUE QUÉBÉCOIS (en milliers de \$)	2018	2017
Produits	43 144	31 658
Gains et pertes	157 072	84 501
	200 216	116 159

Les produits, composés d'intérêts, de dividendes et d'honoraires de négociation relatifs aux investissements à impact économique québécois, assurent une base solide de revenus favorisant la rentabilité globale du portefeuille. La hausse des produits de 11,5 M\$ entre les deux exercices s'explique principalement par un dividende important perçu au cours du deuxième semestre. Les honoraires de négociation, représentant 3,0 M\$ pour l'exercice 2018 (3,5 M\$ en 2017), sont gagnés par DC, le gestionnaire, et un crédit équivalent est appliqué en diminution des frais de gestion versés à DC par CRCD. Ces honoraires de négociation sont considérés dans la contribution générée par les investissements à impact économique québécois puisqu'ils font partie de l'analyse de rentabilité de ces investissements. Le profil des investissements détenus par CRCD évolue et les sommes allouées aux fonds de son écosystème continuent de prendre de l'ampleur (voir la section suivante pour plus de détails). Ainsi, en plus des produits générés par les investissements directs de CRCD, des produits sont générés par les investissements détenus par ces fonds de l'écosystème. Ces produits, dont la quote-part de CRCD se chiffre à 14,3 M\$ pour l'exercice 2018 (13,3 M\$ en 2017), sont présentés comme « Gains et pertes », puisqu'ils contribuent positivement à la variation de la juste valeur de la participation de CRCD dans ces fonds.

CRCD comptabilise ses investissements à impact économique québécois à la juste valeur. Deux revues complètes du portefeuille sont effectuées chaque année, soit une pour le semestre se terminant le 30 juin et l'autre, pour le semestre se terminant le 31 décembre.

CRCD a enregistré, aux résultats de l'exercice, un gain réalisé et non réalisé de 157,1 M\$ comparativement à 84,5 M\$ pour l'exercice 2017. Pour plus de détails, se référer à la sous-section « Rendement de l'écosystème entrepreneurial » de la section suivante.

Au 31 décembre 2018, le profil de risque global du portefeuille d'investissements à impact économique québécois s'est légèrement détérioré comparativement à celui observé au 31 décembre 2017, tel qu'il est présenté à la section « Risque de crédit et de contrepartie ».

## ÉCOSYSTÈME ENTREPRENEURIAL

En plus d'investir directement dans des entreprises québécoises, CRCD joue son rôle de développement économique par le biais d'investissements réalisés par divers fonds qu'il a contribué à créer avec son gestionnaire, et ayant chacun leur mission spécifique. Ceci permet à CRCD de profiter d'un effet de levier en allant chercher des capitaux auprès de différents partenaires, augmentant ainsi son impact positif sur l'économie du Québec.

### Principaux fonds de l'écosystème entrepreneurial



Ces fonds, également gérés par le gestionnaire de CRCD, DC, sont présentés ci-après :

- Le 1<sup>er</sup> janvier 2018, DC a créé le fonds Desjardins Capital PME s.e.c. (DCPME) en partenariat avec Gestion privée Desjardins. Ce fonds a comme objectif principal d'investir dans des petites et moyennes entreprises du Québec essentiellement sous forme de titres d'emprunt subordonnés et pour des montants ne dépassant pas 10 M\$. Ce fonds pérenne est une société en commandite ouverte, permettant ainsi au nombre de commanditaires de varier. Les engagements de ceux-ci sont effectués sur une base annuelle. Pour l'exercice 2018, les commanditaires, CRCD et le fonds privé GPD stratégie Complémentaire, s'étaient engagés à verser 100 M\$. Au 31 décembre 2018, CRCD a déboursé un montant de 30,4 M\$ sur son engagement de 40 M\$ et un total de 44 entreprises et fonds bénéficiaient de 77,3 M\$ engagés par le fonds DCPME. Pour l'exercice 2019, les commanditaires se sont engagés dans les mêmes proportions pour un montant de 100 M\$.
- Le 4 juillet 2018, DC a créé conjointement avec la société française Groupe Siparex deux nouveaux fonds, soit le fonds Desjardins Capital Transatlantique, s.e.c. (DC Transatlantique) et le fonds Siparex Transatlantique – Fonds professionnel de Capital Investissements. Ces fonds ont pour objectif de co-investir dans des PME du Québec et de l'Europe pour les appuyer dans leurs démarches de commercialisation ou d'acquisition de chaque côté de l'Atlantique. CRCD et d'autres partenaires investisseurs tels que Exportation et développement Canada (EDC), Groupe Siparex et la banque publique d'investissement BPIFrance se sont engagés dans ces deux fonds pour une enveloppe totale de 75 M€, soit environ 120 M\$. Le taux de participation de CRCD dans le fonds DC Transatlantique, géré par DC, est de 60,7 %. Au 31 décembre 2018, CRCD avait déboursé 5,1 M\$ sur son engagement total de 35,5 M\$ (22,8 M€), permettant à trois entreprises de bénéficier de 6,8 M\$ engagés par le fonds.
- Le fonds Société en commandite Essor et Coopération (Essor et Coopération), créé le 1<sup>er</sup> janvier 2013, a pour objectif d'appuyer la création, la croissance ainsi que la capitalisation des coopératives au Québec. CRCD et d'autres partenaires, dont trois sont issus du milieu des coopératives, se sont engagés à apporter des sommes totales de 89,9 M\$. Le taux de participation de CRCD dans Essor et Coopération est de 94,6 %. Depuis la création de ce fonds, CRCD a déboursé 32,6 M\$ sur son engagement total de 85 M\$. Au 31 décembre 2018, un total de 19 coopératives bénéficiaient de 30,5 M\$ engagés par Essor et Coopération.
- CRCD est aussi commanditaire du fonds Desjardins – Innovatech S.E.C. (DI). DI s'est engagé à injecter un total de 85 M\$ afin d'appuyer les entreprises technologiques ou innovantes québécoises à chacune des phases de leur développement. Le taux de participation de CRCD dans le fonds DI est de 54,5 %. Outre cette participation, CRCD s'est engagé à effectuer un investissement additionnel sous la forme d'un billet pour un montant maximum de 5,0 M\$ dans DI dont 0,7 M\$ a été déboursé en 2018 pour un

déboursé total de 1,7 M\$. Ce billet ne vient pas modifier les parts détenues par CRCD dans ce fonds. En partenariat avec des organismes spécialisés, DI contribue à la mise en place d'accélérateurs d'entreprises innovantes, localisées dans différentes régions du Québec, permettant ainsi d'accompagner les entreprises du stade embryonnaire à la commercialisation. Au 31 décembre 2018, un total de 67 entreprises et fonds bénéficiaient de 64,6 M\$ engagés par DI.

- Le fonds Capital croissance PME s.e.c. (CCPME), créé le 1<sup>er</sup> juillet 2010, avait une politique d'investissement semblable à celle du fonds DCPME, soit de mettre du capital à la disposition des entreprises québécoises, avec une limite d'investissement ne dépassant pas 5 M\$. CRCD et la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ), en tant que commanditaires de ce fonds, se sont engagés à y investir, à parts égales, une somme initiale totale de 220 M\$. Le renouvellement de cette entente en 2014 a donné naissance au fonds Capital croissance PME II s.e.c. (CCPME II), qui permettait d'engager des sommes additionnelles de 320 M\$, portant ainsi le total des engagements dans les deux fonds à 540 M\$. Au 31 décembre 2018, CRCD avait déboursé 246,3 M\$ sur son engagement total de 270 M\$. La période d'investissement de CCPME II ayant pris fin le 30 novembre 2017, les fonds engagés mais non déboursés serviront à effectuer des réinvestissements et à payer les dépenses courantes du fonds jusqu'à sa date de dissolution prévue le 30 novembre 2023. Un total de 261 entreprises et fonds bénéficiaient de 237,2 M\$ engagés par les fonds CCPME au 31 décembre 2018. Depuis leur création, ces fonds ont engagé 455,9 M\$ dans 375 entreprises.

Au total, ce sont 467 entreprises, coopératives et fonds évoluant dans divers secteurs d'activité et issus essentiellement de toutes les régions du Québec qui bénéficiaient de 1 109 M\$ engagés par CRCD et son écosystème, tout en contribuant au maintien et à la création de plus de 58 000 emplois, au 31 décembre 2018. De ce nombre, un total de 22 coopératives bénéficiaient d'engagements de 196,3 M\$.

Compte tenu de l'ampleur des sommes allouées aux fonds de l'écosystème et afin de mieux gérer et suivre ses activités, CRCD considère l'évolution de sa répartition d'actif ainsi que de sa performance en fonction de profils d'investissement.

Chaque profil d'investissement regroupe les actifs détenus par CRCD avec ceux similaires détenus par les fonds de son écosystème selon leur quote-part respective revenant à CRCD.

Les profils d'investissement liés à l'activité « investissements à impact économique québécois » sont :

- « Dette » : investissements sous forme d'avances et/ou de prêts principalement non garantis et/ou d'actions privilégiées;
- « Équité » : investissements comportant des actions ordinaires qui peuvent être jumelées à des avances et/ou des prêts principalement non garantis et des actions privilégiées dans des sociétés autres que celles présentées dans le profil « Capital de risque »;
- « Capital de risque » : investissements dans des entreprises spécialisées en innovations technologiques ou en phases de démarrage, pré-démarrage ou post-démarrage.
- « Fonds externes » : investissements dans des fonds qui ne font pas partie de l'écosystème entrepreneurial de CRCD;

### Rendement de l'écosystème entrepreneurial

RENDEMENT PAR PROFIL D'INVESTISSEMENT	2018				2017			
	Actif moyen sous gestion (M\$)	Pondération (%)	Rendement 1 an (%)	Contribution 1 an (%)	Actif moyen sous gestion (M\$)	Pondération (%)	Rendement 1 an (%)	Contribution 1 an (%)
Dette	313	15,4	5,5	0,8	288	15,6	5,6	0,9
Équité	650	31,9	26,9	9,0	593	32,2	19,5	5,9
Fonds externes	41	2,0	18,6	0,4	53	2,9	(22,7)	(0,9)
Capital de risque	54	2,7	12,4	0,2	32	1,7	43,6	0,7
Sous-total Profils d'investissement	1 058	52,0	19,8	10,4	966	52,4	12,9	6,6
Autres éléments d'actifs détenus par les fonds de l'écosystème	12	0,6	(12,2)	(0,0)	9	0,5	(2,0)	(0,0)
<b>Total Écosystème</b>	<b>1 070</b>	<b>52,6</b>	<b>19,7</b>	<b>10,4</b>	<b>975</b>	<b>52,9</b>	<b>12,7</b>	<b>6,6</b>

La bonne performance de l'écosystème entrepreneurial s'explique par le profil d'investissement « Équité » qui affiche un rendement de 26,9 %. Ce rendement découle principalement de l'amélioration de la rentabilité de plusieurs entreprises en portefeuille mais aussi de la réalisation de gains importants à la suite de désinvestissements dans quelques sociétés significatives du portefeuille. Compte tenu du volume important d'actifs alloués au profil « Équité », celui-ci contribue majoritairement au rendement de 19,7 % de l'écosystème en 2018.

## AUTRES INVESTISSEMENTS

La gestion du portefeuille des autres investissements s'applique à la partie de l'actif qui n'est pas dédiée aux investissements à impact économique québécois, y compris les liquidités temporairement disponibles avant leur investissement au sein des entreprises.

CRCD met en place des stratégies de gestion du portefeuille des autres investissements afin d'optimiser le rendement potentiel, tout en disposant d'actifs liquides pour faire face aux besoins de fonds découlant des demandes de rachats par ses actionnaires, ainsi que des investissements à impact économique québécois qu'il prévoit effectuer. Ce portefeuille, composé principalement d'actifs liquides, inclut des titres à revenus fixes, des fonds d'actions mondiales, des fonds d'actions canadiennes et des fonds immobilier. Il procure une solide base de revenus courants à CRCD et assure une saine diversification.

Au 31 décembre 2018, le portefeuille des autres investissements de CRCD, incluant l'encaisse mais excluant les contrats de change, totalisait 1 041,5 M\$ (889,3 M\$ au 31 décembre 2017) et se détaillait comme suit :

Portefeuille des autres investissements	Au 31 décembre 2018		Au 31 décembre 2017	
	Juste valeur (M\$)	% du portefeuille	Juste valeur (M\$)	% du portefeuille
Encaisse et instruments de marché monétaire	63,6	6,1	46,2	5,2
Obligations	642,0	61,6	506,2	56,9
Fonds d'actions mondiales	149,3	14,3	155,0	17,4
Fonds d'actions canadiennes	90,2	8,7	93,1	10,5
Fonds immobilier	96,4	9,3	88,8	10,0
<b>Total portefeuille</b>	<b>1 041,5</b>	<b>100,0</b>	<b>889,3</b>	<b>100,0</b>

Au 31 décembre 2018, 79 % des titres obligataires détenus en portefeuille possédaient une garantie gouvernementale (72 % au 31 décembre 2017).

La proportion du portefeuille des autres investissements par rapport à l'actif net total était de 48 % au terme de l'exercice 2018, (46 % au 31 décembre 2017) une augmentation s'expliquant principalement par des désinvestissements importants dans le portefeuille des investissements à impact économique québécois en 2018. Les fonds engagés mais non déboursés de 192,2 M\$, représentant 9 % de l'actif net, seront éventuellement tirés du portefeuille des autres investissements de CRCD, pour être attribués à l'activité d'investissements à impact économique québécois.

CRCD prévoit que la proportion du portefeuille des autres investissements par rapport à l'actif net total devrait à long terme se situer près de 35 %. Ceci permettra d'augmenter la part des fonds alloués aux investissements à impact économique québécois qui sont au cœur de sa mission.

CONTRIBUTION GÉNÉRÉE PAR LES AUTRES INVESTISSEMENTS (en milliers de \$)	2018	2017
	Produits	29 696
Gains et pertes	(18 440)	12 040
	<b>11 256</b>	<b>34 793</b>

Les produits sont composés principalement des intérêts, des dividendes et des distributions sur les autres investissements. Les revenus d'intérêts tirés essentiellement des investissements en obligations sont reconnus au taux effectif de l'obligation au moment de l'acquisition.

Les produits courants en hausse de 6,9 M\$ comparativement à 2017 dû à l'augmentation des taux d'intérêts au cours de la période.

Les pertes de 18,4 M\$ pour l'exercice 2018 s'expliquent principalement par les actifs financiers suivants :

Le portefeuille obligataire a enregistré une moins-value de 1,6 M\$ qui s'explique principalement par l'élargissement des écarts de crédit et par la hausse de deux points de base du taux directeur depuis décembre 2017.

La forte baisse des marchés boursiers au cours du dernier trimestre de 2018 a affecté le portefeuille des autres investissements de CRCD. En effet, le portefeuille a enregistré des pertes de 13,6 M\$ pour les fonds d'actions mondiales et de 6,9 M\$ pour les fonds d'actions canadiennes. Les fonds d'actions en portefeuille étant à faible volatilité, CRCD n'a pas pleinement été affecté par le contexte défavorable des marchés boursiers à la fin de l'année 2018.

Les fonds immobilier ont donné lieu à un gain de 3,2 M\$ qui s'explique principalement par la réévaluation des immeubles détenus à Toronto et à Vancouver.

La stratégie de gestion des actifs financiers de CRCD vise une diversification des risques de marché du portefeuille des autres investissements par l'entremise de titres boursiers canadiens et mondiaux qui ne sont pas liés au marché obligataire. De plus, CRCD vise un appariement de l'échéance moyenne du portefeuille obligataire avec celle des besoins de liquidités prévus, atténuant du même coup les effets à long terme des fluctuations des taux obligataires sur les résultats de CRCD.

## **SOUSCRIPTION**

CRCD offre de souscrire à ses actions ordinaires à travers le réseau des caisses Desjardins du Québec et par le biais d'AccèsD Internet.

Au 28 février 2014, CRCD a atteint son plafond de capitalisation de 1,25 G\$. De par sa loi constitutive, les émissions d'actions sont depuis limitées à un montant équivalent aux rachats de la période d'émission précédente jusqu'à concurrence de 150 M\$. Chaque période d'émission est d'une durée de 12 mois et s'échelonne du 1<sup>er</sup> mars au dernier jour de février de l'année suivante.

Cependant, depuis quelques années, le gouvernement provincial accorde à CRCD le droit d'émettre des actions pour un montant supérieur à celui prévu dans sa loi. Dans son budget du 27 mars 2018, le gouvernement a autorisé CRCD à émettre 140 M\$ d'actions pour chacune des émissions 2018, 2019 et 2020 et a fixé le taux du crédit d'impôt octroyé pour l'acquisition d'actions à 35 %. Afin de permettre au plus grand nombre d'actionnaires possible d'acquérir des actions de CRCD en lien avec l'émission 2018 de 140 M\$, le montant maximum annuel de souscription alloué par investisseur a été établi à 3 000 \$, ce qui procure un crédit d'impôt de 1 050 \$.

Dans ce même budget, de nouvelles dispositions ont été annoncées concernant la possibilité de profiter d'un nouveau crédit d'impôt pour un actionnaire qui repousserait de sept ans le rachat de ses actions admissibles. En effet, le gouvernement du Québec a autorisé CRCD, pour les périodes d'émission 2018, 2019 et 2020 seulement, à procéder à l'échange de ses actions actuelles vers de nouvelles actions pour une valeur maximale annuelle de 100 M\$. Ces nouvelles dispositions permettent aux actionnaires de CRCD n'ayant jamais procédé à un rachat d'échanger leurs actions actuelles, jusqu'à une valeur de 15 000 \$ annuellement, vers une nouvelle catégorie d'actions qu'ils devront également détenir pendant sept ans, et ce, en contrepartie d'un crédit d'impôt provincial de 10 % des sommes échangées. Ces dispositions ont été mises en place à l'automne 2018 et l'acceptation des demandes d'échange au montant maximal autorisé de 100 M\$ pour l'année d'imposition 2018 a eu lieu en février 2019.

La période de détention minimale des actions de CRCD, avant que l'actionnaire ne soit normalement admissible à un rachat, est de sept ans jour pour jour de la date d'achat. Notons qu'un actionnaire qui retire une partie ou la totalité de ses actions dans le cadre d'un rachat après sept ans de détention ne pourra plus se prévaloir du crédit d'impôt pour toute souscription dont le crédit d'impôt serait applicable à l'année d'imposition en cours ou à une année d'imposition subséquente.

Un impôt spécial est payable par CRCD en cas de non-respect des montants d'émission autorisés et des mécanismes de contrôle ont été mis en place afin d'en assurer le respect. Pour les exercices 2017 et 2018, aucun impôt spécial n'a été payé.

Au 31 décembre 2018, le capital-actions de CRCD s'élevait à 1 577,4 M\$ pour 141 391 214 actions ordinaires en circulation.

Au cours de l'exercice, CRCD a recueilli 141,2 M\$, ce qui inclut le solde de 1,6 M\$ de l'émission 2017 ainsi que la quasi-totalité du montant maximum autorisé pour l'émission 2018, soit 139,6 M\$. Le solde de l'émission 2018 de 0,4 M\$ a été écoulé en janvier 2019.

Au niveau des frais d'émission, une entente a été signée entre CRCD et la Fédération des caisses Desjardins du Québec à l'effet de verser aux caisses une rémunération pouvant atteindre 2,9 % de la valeur des actions vendues.

Pour l'exercice 2018, les rachats d'actions ordinaires se sont élevés à 90,1 M\$ (89,3 M\$ en 2017).

Au 31 décembre 2018, le solde des actions admissibles au rachat s'élevait à près de 1 040 M\$. Au cours de l'année 2019, des actions additionnelles d'une valeur approximative de 206 M\$ deviendront également admissibles au rachat pour un potentiel d'environ 1 246 M\$ pour l'exercice 2019. Ce solde sera toutefois réduit de 100 M\$ en 2019 puisque les actionnaires sélectionnés lors du processus d'échange des actions se sont engagés à reporter de sept ans le droit de rachat de leurs actions rachetables. CRCD est d'avis que les conditions économiques en vigueur, et plus particulièrement la faiblesse des taux d'intérêt, ont une influence sur le volume limité de rachats observé au cours des dernières années.

Les souscriptions et les rachats de l'exercice 2018 ont porté le nombre d'actionnaires à 107 862 au 31 décembre 2018, comparativement à 105 614 au 31 décembre 2017.

CRCD a comme politique de réinvestir les bénéfices générés par ses opérations et de ne pas verser de dividendes à ses actionnaires afin d'augmenter son capital disponible à l'investissement dans les entités admissibles et de créer une plus-value pour les actions.

## CHARGES ET IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

CHARGES (en milliers de \$)	2018	2017
Frais de gestion	18 908	23 865
Autres frais d'exploitation	4 732	5 046
Services aux actionnaires	6 305	3 363
	<b>29 945</b>	<b>32 274</b>

CRCD a retenu les services de DC et l'a mandaté pour qu'il assure la gestion et l'exploitation complète de CRCD, conformément aux stratégies et aux objectifs approuvés par le conseil d'administration. La convention de gestion actuelle d'une durée de trois ans est en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018. En vertu de cette convention et de celle effective pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017, les frais de gestion sont équivalents à un taux maximum de 1,95 % de la valeur moyenne annuelle des actifs de CRCD, déduction faite de tout passif relatif aux investissements à impact économique québécois et aux autres investissements. Un ajustement aux frais de gestion de CRCD est apporté afin d'éviter la double facturation liée à la participation de CRCD dans certains fonds. DC et CRCD ont convenu que, pour un exercice donné, un ajustement pourrait également être apporté afin de permettre à CRCD de bénéficier d'économies d'échelle réalisées par DC liées à la croissance des actifs de CRCD ainsi qu'à l'augmentation, au cours des dernières années, du solde des actions de CRCD admissibles au rachat. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018, un tel ajustement à la baisse de 14,3 M\$ (6,6 M\$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017) a été apporté. Les honoraires de négociation provenant des entreprises en portefeuille sont gagnés par DC, et les frais de gestion que CRCD doit payer sont diminués d'un montant équivalent. La baisse des frais de gestion provient principalement d'un ajustement résultant des économies d'échelles réalisées par DC liées à la croissance des actifs de CRCD.

Les autres frais d'exploitation n'ont pas connu de variation significative entre les deux exercices.

La hausse des services aux actionnaires de 2,9 M\$ s'explique principalement par des investissements en technologie de l'information nécessaires pour améliorer et simplifier l'expérience des actionnaires au moment de la souscription des actions de CRCD et mettre en place la solution en ligne pour l'échange des actions.

CRCD a confié à Fiducie Desjardins inc. le mandat de tenir ses registres d'actionnaires et de transfert des actions. Celle-ci agit aussi comme intermédiaire pour divers services de soutien aux actionnaires et représente, depuis le début des activités de CRCD, la principale composante de la charge à l'égard des services rendus aux actionnaires. Cette convention est en vigueur du 1<sup>er</sup> juillet 2016 jusqu'au 31 décembre 2020.

CRCD a confié à la FCDQ l'encadrement des activités relatives à la distribution de ses actions dans le réseau des caisses Desjardins et par le biais d'AccèsD Internet. Également, CRCD s'est engagé à verser, si requis, des honoraires de projets afin de réaliser les travaux pour faire évoluer les outils et les applications supportant le processus de distribution des actions de CRCD. Cette convention est en vigueur du 1<sup>er</sup> juillet 2016 jusqu'au 31 décembre 2020. La tarification révisée est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2017.

Les impôts sur les bénéfices s'élèvent à 4,1 M\$ pour l'exercice 2018, en hausse lorsqu'ils sont comparés à l'exercice précédent (2,9 M\$ en 2017). La nature des produits a une influence importante sur la charge d'impôts puisque, contrairement aux revenus d'intérêts, les dividendes ne sont généralement pas imposables et le gain en capital bénéficie de déductions et de mécanismes de remboursements d'impôts.

## SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Pour l'exercice 2018, les entrées de liquidités liées aux émissions nettes des rachats s'élèvent à 46,9 M\$ (entrées de liquidités de 43,0 M\$ en 2017). Les activités opérationnelles ainsi que le développement d'une immobilisation incorporelle ont généré une utilisation nette de liquidités de 35,1 M\$ (32,6 M\$ en 2017).

Les déboursés liés aux investissements à impact économique québécois sont de 176,4 M\$ pour l'exercice 2018 (173,3 M\$ en 2017). Le portefeuille des autres investissements affiche une utilisation nette de fonds de 163,3 M\$ pour l'exercice 2018 (16,3 M\$ pour l'exercice 2017).

Au 31 décembre 2018, la trésorerie et équivalents de trésorerie s'élevaient à 41,3 M\$ (29,4 M\$ au 31 décembre 2017).

CRCD dispose d'une marge de crédit autorisée de 50 M\$ au 31 décembre 2018. Dans l'éventualité où les besoins de fonds excéderaient les anticipations, cette marge pourrait être utilisée, sur une base temporaire, pour faire face aux obligations de CRCD. Cette latitude supplémentaire permet d'optimiser le niveau d'actifs liquides conservé tout en réduisant les risques de devoir disposer rapidement d'actifs à des conditions potentiellement moins avantageuses. Cette marge de crédit n'a pas été utilisée au cours des exercices 2018 et 2017.

Compte tenu de son approche de gestion des autres investissements où l'échéance moyenne des obligations détenues est appariée avec l'échéance moyenne de ses sorties de fonds prévues, CRCD n'anticipe aucun manque de liquidités à court et à moyen termes et prévoit ainsi être en mesure de procéder au rachat des actions admissibles pour les actionnaires qui en feront la demande.

## MISSION, VISION, PRIORITÉS STRATÉGIQUES ET STRATÉGIES DE CRCD

CRCD a vu le jour le 1<sup>er</sup> juillet 2001 avec l'entrée en vigueur de la *Loi constituant Capital régional et coopératif Desjardins* adoptée par l'Assemblée nationale du Québec le 21 juin 2001. CRCD a été constitué à l'initiative du Mouvement Desjardins. Le gestionnaire, DC, assure la gestion de ses activités.

### MISSION

CRCD travaille à valoriser et garder le meilleur de l'entrepreneuriat québécois, car c'est une richesse collective qui nous appartient. Dans cet esprit, la mission de CRCD s'énonce ainsi :

*Activer l'entrepreneuriat d'ici en privilégiant la propriété québécoise et en se prolongeant dans les générations à venir, afin d'accroître notre richesse collective. En créant des passerelles vers demain, nous contribuons ensemble à la vitalité de toute une économie.*

### VISION ET PRIORITÉS STRATÉGIQUES DE CRCD

Des travaux de planification stratégique ont été menés tout au long de l'exercice 2016. Ces travaux ont comporté des consultations auprès des diverses parties prenantes, y incluant des sondages auprès des actionnaires et auprès des entrepreneurs partenaires, ainsi que plusieurs rencontres entre le conseil d'administration de CRCD et le comité de direction de DC. Cette démarche a permis d'actualiser la vision de CRCD, d'identifier les enjeux et les opportunités à saisir et d'établir les priorités stratégiques des trois prochaines années. Le plan stratégique 2017-2019, a été approuvé par le conseil d'administration de CRCD en fin d'exercice 2016.

La vision de CRCD est d'être « Premier dans le cœur des entrepreneurs : la référence pour les PME ».

Pour ce faire, CRCD continuera de conserver et maintenir les emplois et la propriété d'entreprises au Québec de même que de mettre en place des initiatives à l'avantage de ses partenaires.

La réalisation de la mission et la vision de CRCD s'appuient sur les cinq priorités stratégiques suivantes pour 2017-2019 :

- Assurer la disponibilité de capitaux à long terme suffisants à la réalisation de la mission de CRCD;
- Prendre avantage de la force du Mouvement Desjardins afin d'accentuer le leadership socio-économique de CRCD;
- Accroître la notoriété auprès des entrepreneurs de PME et la visibilité auprès de la communauté d'affaires;
- Accroître la capacité d'innovation et aller au-devant des besoins des entrepreneurs pour maintenir une offre distinctive;
- Accroître l'impact de CRCD, notamment dans les régions ressources, auprès des coopératives, auprès des entreprises innovantes et dans de nouveaux segments de marché.

### STRATÉGIES

DC regroupe ses équipes de manière à se doter d'une structure optimale en termes d'efficacité et de contrôle des frais de gestion. Ce regroupement administratif vise à répondre adéquatement au mandat de développement des régions et des coopératives, ainsi qu'à celui du développement économique du Québec en général.

CRCD suit l'évolution de sa répartition d'actif et de sa performance en fonction de profils d'investissement, afin de mieux gérer ses activités. Chaque profil d'investissement regroupe les actifs détenus par CRCD avec ceux similaires détenus par les fonds de son écosystème selon leur taux de participation respectif.

CRCD vise un équilibre entre sa mission de développement économique régional et un rendement raisonnable à long terme pour ses actionnaires. En utilisant une approche globale de gestion de ses actifs financiers, CRCD considère son portefeuille d'investissements à impact économique québécois et son portefeuille des autres investissements de façon conjointe. Cette approche de gestion permet à CRCD d'obtenir un portefeuille global équilibré et de limiter la volatilité du prix de l'action selon différents scénarios économiques possibles tout au long de la période de détention.

Pour ce faire, la stratégie de gestion des actifs financiers de CRCD se décline ainsi :

- Les actifs financiers de CRCD sont gérés de manière intégrée et globale, ce qui signifie que la répartition d'actif cible doit être structurée de façon à réduire les risques inhérents à certaines catégories d'actif des portefeuilles d'investissements par la diversification.
- L'objectif est d'optimiser le rapport rendement/risque après impôts et taxes des actifs financiers de CRCD, et ce, dans le respect de son rôle en tant qu'agent de développement économique, de limiter la volatilité semestrielle du prix de l'action et de procurer aux actionnaires un rendement raisonnable.
- Une partie suffisante des actifs financiers de CRCD doit être investie dans des titres liquides afin de répondre aux demandes de rachats d'actions de CRCD en excédent de ses émissions d'actions.
- Une partie suffisante des actifs financiers de CRCD doit être investie dans des titres générant un revenu courant afin d'assumer les charges de CRCD.

Finalement, CRCD doit réaliser sa mission à l'intérieur de certaines règles dont au 31 décembre 2018, avoir investi 63 % (62% au 31 décembre 2017) de son actif net moyen dans les entreprises québécoises admissibles. Ce pourcentage est progressivement augmenté de 1 % par année pour atteindre 65 % pour les années financières commençant après le 31 décembre 2019. Également, 35 % de ces investissements admissibles doivent être effectués dans les régions ressources du Québec ou dans les coopératives admissibles. Si ces normes n'étaient pas respectées, l'émission de capital autorisée pourrait être réduite pour la période de capitalisation suivant la fin d'exercice. Aux 31 décembre 2018 et 2017, ces règles étaient toutes respectées.



## GOUVERNANCE

### Conseil d'administration

Le conseil d'administration (le « conseil ») est composé de 13 administrateurs, dont 10 sont indépendants, et sa présidence est assumée par une administratrice indépendante. Voici le portrait du conseil en date du présent rapport :



**Sylvie Lalonde,**  
ASC, C. Dir.  
Présidente du conseil  
de CRCDD et  
administratrice de  
sociétés



**Chantal Bélanger,**  
FCPA, FCGA, ASC  
Vice-présidente du  
conseil de CRCDD et  
administratrice de  
sociétés



**Jacques Jobin,**  
avocat, ASC  
Secrétaire du conseil de  
CRCDD et président,  
Médiato



**Bruno Morin**  
Directeur général de  
CRCDD et administrateur  
de sociétés



**Charles Auger,**  
Vice-président  
Opérations, Chocolats  
Favoris



**Marc Barbeau,**  
CPA, CA, M. Fisc.  
Président et chef de la  
direction, Ovivo inc.



**Éric Charron,**  
Adm.A, Pl.Fin.  
Directeur général,  
Caisse Desjardins de  
Gatineau



**Lucie Demers,**  
CPA, CGA, EEE  
Administratrice de  
sociétés



**Marlène Deveaux,**  
ASC  
Présidente directrice  
générale, Revêtement  
sur métaux inc.



**Jean-Claude Gagnon,**  
FCPA, FCA  
Conseiller Stratégies de  
croissance et  
administrateur de  
sociétés



**Linda Labbé,**  
CPA, CA  
Administratrice de  
sociétés



**Marcel Ostiguy**  
Administrateur de  
sociétés



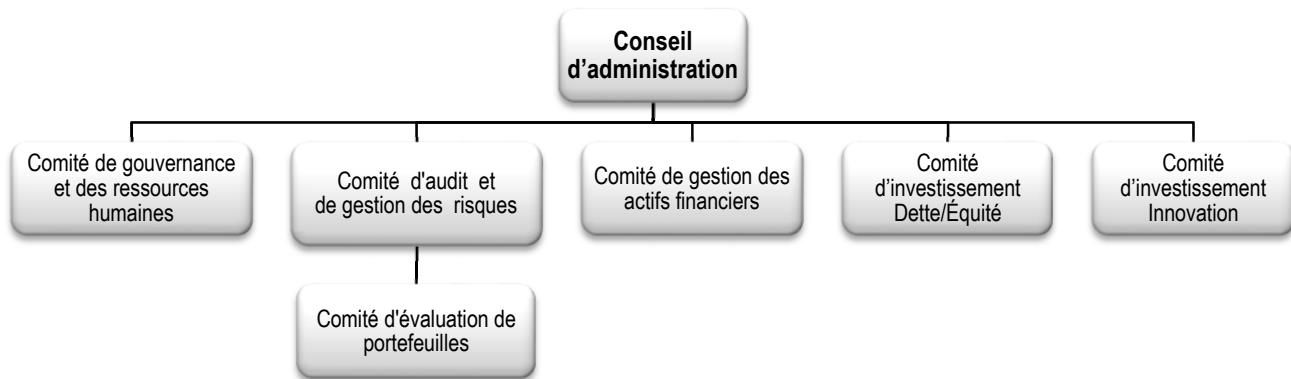
**Louis-Régis Tremblay,**  
ing., IAS.A  
Consultant en gestion  
exécutive et  
administrateur de  
sociétés

Le conseil a le pouvoir général d'administrer les affaires de CRCDD et voit à la réalisation de sa mission. À ce titre, il assume des responsabilités d'orientation et de surveillance de l'ensemble des activités et des risques de CRCDD, incluant le risque stratégique dont la surveillance lui est confiée.

Le conseil intervient et prend des décisions dans des matières concernant notamment la gouvernance, la planification stratégique, les investissements, les rapports financiers, la gestion des actifs financiers, la gestion des risques, la capitalisation, l'assemblée générale des actionnaires et les contrats.

Pour ce faire, le conseil est appuyé par six comités qui lui font régulièrement rapport et lui formulent les recommandations appropriées. De son côté, le gestionnaire rend compte des activités imparties par l'entremise des membres de sa direction qui assistent aux réunions du conseil et des comités.

La structure de gouvernance se présente comme suit :



Outre les mandats spécifiques confiés à l'occasion par le conseil, les principales responsabilités des comités sont décrites ci-après.

### COMITÉ DE GOUVERNANCE ET DES RESSOURCES HUMAINES

Le comité de gouvernance et des ressources humaines est composé de quatre administrateurs, dont trois sont indépendants.

Ce comité a comme mandat de surveiller l'application des règles de gouvernance, d'indépendance, de conflit d'intérêts, d'éthique et de déontologie. Il élabore notamment les profils de compétence et d'expérience pour le directeur général et les membres du conseil. De plus, il recommande au conseil un processus d'évaluation de la performance du président du conseil, du directeur général de CRCD, du conseil, des comités et du gestionnaire. Il s'assure de plus de la mise en place d'un plan de relève du directeur général de CRCD ainsi que du chef de l'exploitation et des postes clés du gestionnaire.

Ce comité a également un rôle de surveillance du risque de réputation en général et du risque de conflits d'intérêts. Il est informé du risque de réputation lié à l'investissement qui est sous la surveillance des comités d'investissement.

### COMITÉ D'AUDIT ET DE GESTION DES RISQUES

Le comité d'audit et de gestion des risques est composé de trois administrateurs indépendants qui possèdent des connaissances financières suffisantes pour exercer leur mandat et dont au moins deux possèdent un titre comptable.

Ce comité a comme mandat d'assister le conseil dans son rôle de surveillance et de reddition de comptes sur les éléments reliés à la qualité, la fiabilité et l'intégrité de l'information financière et de l'information continue. Il s'assure de la présence et de l'efficacité du contrôle interne exercé par le gestionnaire à l'égard de l'information financière. Il veille à ce que le gestionnaire établisse et maintienne des mécanismes adéquats de conformité à l'égard des exigences légales et réglementaires susceptibles d'avoir un impact significatif sur l'information financière. Son rôle comporte également un volet lié aux activités de l'auditeur indépendant, son rendement, son indépendance, sa nomination et sa recommandation.

Ce comité assume de plus la responsabilité du suivi du processus global de gestion intégrée des risques de CRCD et surveille plus spécifiquement le risque de non-conformité au niveau des règlements et lois ainsi que de la reddition de comptes aux actionnaires et de la divulgation publique, le risque d'impartition (excluant les gestionnaires externes), le risque opérationnel lié au traitement des transactions et des systèmes et le risque de fraudes interne et externe. Il est informé des risques de marché liés aux taux d'intérêt, aux devises et aux marchés boursiers qui sont sous la surveillance du comité de gestion des actifs financiers et du risque de crédit et de contrepartie des investissements à impact économique québécois qui est sous la surveillance des comités d'investissement.

### COMITÉ DE GESTION DES ACTIFS FINANCIERS

Le comité de gestion des actifs financiers est composé de cinq administrateurs qui possèdent un éventail d'expertises complémentaires et des connaissances et des compétences financières, comptables et économiques suffisantes afin de bien comprendre la nature des actifs financiers que détient CRCD et les risques financiers qui en découlent.

Ce comité a comme mandat d'assurer la coordination et l'arrimage des actifs financiers de CRCD afin d'optimiser l'équilibre rendement – risque. Il effectue le suivi de la performance de CRCD et s'assure du respect par CRCD des lois et des règlements relatifs aux actifs financiers. Il voit également à la mise en œuvre et au respect de la Politique de gestion globale des actifs financiers de CRCD et des directives afférentes.

Ce comité exerce de plus un rôle de surveillance des risques de marché liés aux taux d'intérêt, aux devises et aux marchés boursiers, du risque de concentrations géographique et sectorielle de l'actif net, du risque de liquidité et du risque d'impartition à des gestionnaires externes. Il est informé du risque de concentration sectorielle des investissements à impact économique québécois et du risque de crédit et de contrepartie des investissements à impact économique québécois qui sont sous la surveillance des comités d'investissement.

### **COMITÉ D'ÉVALUATION DE PORTEFEUILLES**

Le comité d'évaluation de portefeuilles est composé de cinq membres, soit deux administrateurs indépendants et trois membres externes. La majorité des membres sont des évaluateurs qualifiés indépendants conformément au *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement*.

Ce comité a comme mandat de passer en revue semestriellement toute l'information pertinente concernant les évaluations du portefeuille des investissements à impact économique québécois de CRCD afin de fournir une assurance raisonnable au comité d'audit et de gestion des risques et au conseil que le processus servant à l'évaluation est conforme aux exigences dudit règlement. Il procède aussi, de temps à autre, à la révision de la Méthodologie d'établissement de la juste valeur et recommande, le cas échéant, au comité d'audit et de gestion des risques et au conseil les modifications qu'il juge nécessaires.

### **COMITÉS D'INVESTISSEMENT**

Le comité d'investissement Dette/Équité est composé de six membres, soit trois administrateurs et trois membres externes, alors que le comité d'investissement Innovation est composé de cinq membres, soit deux administrateurs et trois membres externes. Cinq membres du comité d'investissement Dette/Équité et cinq membres du comité d'investissement Innovation sont indépendants. Les membres de ces comités sont choisis en considération de leur maîtrise et de leur expérience dans les secteurs ciblés aux diverses politiques régissant les activités d'investissement et pour leur capacité à apprécier la qualité d'un investissement, à en détecter les risques et à contribuer à sa valorisation future.

Le mandat général des comités d'investissement consiste à évaluer et à autoriser, dans les limites du processus décisionnel approuvé par le conseil et dans le respect de la mission de CRCD, des transactions reliées aux investissements à impact économique québécois et à en effectuer le suivi.

Le comité d'investissement Dette/Équité étudie les dossiers de financement en dette subordonnée, en équité ou ayant une combinaison de dette subordonnée et d'équité. Quant au comité d'investissement Innovation, il étudie les dossiers de financement en équité ou ayant une combinaison de dette subordonnée et d'équité et qui font appel à des innovations technologiques ou industrielles ou qui misent sur de nouvelles utilisations de technologies existantes.

Ces comités ont également un rôle de surveillance du risque de réputation lié à l'investissement, du risque de concentration sectorielle des investissements à impact économique québécois, du risque de crédit et de contrepartie des investissements à impact économique québécois, du risque de désignation des administrateurs externes et du suivi de leur performance et du risque opérationnel lié au processus d'investissement. Ils sont informés du risque stratégique en lien avec la répartition du portefeuille d'investissements à impact économique québécois par région, qui est sous la surveillance du conseil.

## RELEVÉ DES PRÉSENCES ET RÉMUNÉRATION

Le tableau suivant indique le relevé des présences et la rémunération des administrateurs et des membres externes de comités de CRCD pour l'exercice 2018.

Noms	Conseil d'administration	Comité de gouvernance et des ressources humaines	Comité d'audit et de gestion des risques	Comité de gestion des actifs financiers	Comité d'évaluation de portefeuilles	Comité d'investissement Dette/Équité	Comité d'investissement Innovation	Rémunération
(nombre de rencontres)	9	6	6	4	2	16	11	\$
Charles Auger	9/9						11/11	30 000
Marc Barbeau	8/8			3/3		12/13		31 000
Chantal Bélanger	9/9	6/6	6/6		2/2			48 000
Ève-Lyne Biron	1/1							5 000
Éric Charron	7/8			3/3				20 150
Lucie Demers	8/8		5/5		1/1			26 350
Roger Demers	1/1			1/1		2/3		8 834
Marlène Deveaux	9/9	6/6	1/1			3/3		31 500
André Gabias	1/1							5 000
Jean-Claude Gagnon	7/9		5/6		1/1			29 500
Jacques Jobin	9/9	2/2		1/1			11/11	39 000
Linda Labbé	6/8			3/3				20 150
Sylvie Lalande	9/9	6/6						70 000
Jean-Claude Loranger	1/1			1/1				6 500
Bruno Morin	8/9	6/6	6/6	4/4		16/16		70 000
Marcel Ostiguy	9/9			4/4				26 000
Louis-Régis Tremblay	8/9		1/1			15/16		36 000
Bernard Bolduc *						14/16		16 000
Guy Delisle *						15/16		16 300
Sébastien Mailhot *					2/2			8 400
Michel Martineau *					2/2			8 400
Muriel McGrath *							10/11	13 600
George Rossi *					2/2			8 400
Michel Rouleau *						16/16		17 200
Thom Skinner *							11/11	14 200
Normand Tremblay *							11/11	14 200
<b>RÉMUNÉRATION TOTALE</b>								<b>619 684</b>

\* Membre externe de comité

AFIN DE FACILITER LA COMPRÉHENSION DU TABLEAU :

La rémunération comprend les honoraires relativement aux réunions du conseil d'administration et des comités, aux séances de formation et aux rencontres de travail des comités spéciaux. Seuls les membres externes de comités reçoivent une allocation de présence.

Mme Lalande, présidente du conseil d'administration, reçoit un salaire fixe de 70 000 \$ par année.

M. Morin, directeur général, reçoit un salaire fixe de 70 000 \$ par année.

Mmes Demers et Labbé ainsi que MM. Barbeau et Charron siègent à titre d'administrateurs depuis le 23 mars 2018, en remplacement de Mme Biron et MM. Demers, Gabias et Loranger.

M. Jobin ne siège plus à titre de membre du comité de gouvernance et de ressources humaines depuis le 23 mars 2018.

Mme Deveaux et M. Tremblay ne siègent plus à titre de membres du comité d'audit et de gestion des risques depuis le 23 mars 2018.

Mme Demers siège à titre de membre du comité d'audit et de gestion des risques et à titre de membre du comité d'évaluation de portefeuille depuis le 23 mars 2018.

MM. Demers, Jobin et Loranger ne siègent plus à titre de membres du comité de gestion des actifs financiers depuis le 23 mars 2018.

Mme Labbé et MM. Barbeau et Charron siègent à titre de membres du comité de gestion des actifs financiers depuis le 23 mars 2018.

M. Gagnon ne siège plus à titre de membre du comité d'évaluation de portefeuilles depuis le 23 mars 2018.

Mme Deveaux et M. Demers ne siègent plus à titre de membres du comité d'investissement Dette/Équité depuis le 23 mars 2018.

M. Barbeau siège à titre de membre du comité d'investissement Dette/Équité depuis le 23 mars 2018.

## GESTION DES RISQUES

De saines pratiques en matière de gestion des risques sont essentielles à la réussite de CRCD. Une politique de gestion intégrée des risques a été mise sur pied afin de fournir la capacité d'anticiper les événements de risques et d'être proactif pour réduire l'impact de ceux-ci.

### Note aux lecteurs

Les sections suivantes portant sur les risques de marché, les risques de crédit et de contrepartie, les risques de concentration et les risques de liquidités ont été auditées par l'auditeur indépendant de CRCD dans le cadre de l'audit des états financiers individuels, sur lesquels un rapport de l'auditeur indépendant a été émis le 14 février 2019.

### RISQUES DE MARCHÉ

Il s'agit ici du risque lié à la participation de CRCD aux marchés financiers et, implicitement, à l'évolution de l'économie en général. Il est lié à l'incidence de l'évolution des marchés financiers sur la valorisation des actifs détenus par CRCD. Les différents risques composant les risques de marché ayant un effet direct sur CRCD sont énumérés ci-après.

Avec l'approche globale utilisée par CRCD pour la gestion de ses actifs financiers, l'incidence des risques de taux d'intérêt et de marchés boursiers et leur complémentarité sont prises en considération au moment du choix de la répartition globale d'actif.

#### Risque de taux d'intérêt

La variation des taux d'intérêt a des répercussions sur la valeur au marché des titres à revenus fixes et des fonds immobilier détenus en portefeuille, dont la juste valeur est déterminée en fonction de l'évolution des marchés. La juste valeur de ces actifs au 31 décembre 2018 est de 986,5 M\$ (813,3 M\$ au 31 décembre 2017). Les titres à revenus fixes détenus dans le portefeuille des autres investissements incluent des instruments de marché monétaire et des obligations. Les titres à revenus fixes détenus dans le portefeuille d'investissements à impact économique québécois sont constitués de prêts et avances et d'actions privilégiées.

Les instruments de marché monétaire d'une juste valeur de 51,2 M\$ (33,9 M\$ au 31 décembre 2017) ne sont pas évalués en fonction de la variation des taux d'intérêt, compte tenu de leur très courte échéance et de la volonté de CRCD de les conserver jusqu'à terme.

Les obligations d'une juste valeur de 642,0 M\$ (506,2 M\$ au 31 décembre 2017) sont affectées directement par la variation des taux d'intérêt. Une hausse de 1 % des taux d'intérêt aurait eu comme incidence une baisse de 39,9 M\$ du résultat net représentant une diminution de 1,9 % du prix de l'action de CRCD au 31 décembre 2018 (28,0 M\$ pour 1,5 % au 31 décembre 2017). De même, une baisse de 1 % des taux d'intérêt aurait eu l'effet contraire et aurait entraîné une hausse du résultat net de 42,9 M\$ représentant une augmentation de 2,0 % du prix de l'action (29,8 M\$ pour 1,6 % au 31 décembre 2017). La stratégie de gestion des actifs financiers de CRCD vise une diversification des titres détenus en portefeuille, ce qui entraîne une limite à l'exposition aux titres obligataires à long terme. Compte tenu que CRCD apparie l'échéance des obligations détenues en portefeuille avec l'échéance moyenne des sorties de fonds prévues, l'effet à long terme des taux d'intérêt sur les résultats devrait être limité.

Les fonds immobilier d'une juste valeur de 96,4 M\$ (88,8 M\$ au 31 décembre 2017) peuvent également être touchés par la variation des taux d'intérêt. Cependant, contrairement aux obligations, il n'y a pas de corrélation directe entre les variations de taux d'intérêt et les variations de la juste valeur de cette catégorie d'actif.

Dans le portefeuille d'investissements à impact économique québécois, les prêts et avances et les actions privilégiées pour lesquels CRCD détient également des actions participantes dans la même entreprise et ceux qui sont escomptés, totalisant une juste valeur de 225,6 M\$ (212,1 M\$ au 31 décembre 2017), ne sont pas sensibles à la variation des taux d'intérêt. En revanche, les autres prêts et avances et actions privilégiées inclus dans le portefeuille, totalisant une juste valeur de 197,0 M\$ (184,3 M\$ au 31 décembre 2017), sont sensibles à la variation des taux d'intérêt. Par contre, le risque de taux d'intérêt lié aux autres prêts et avances et aux actions privilégiées inclus dans le portefeuille est limité compte tenu des montants en jeu.

#### Risque de marchés boursiers

Les marchés boursiers, selon leur évolution, ont une double incidence pour CRCD. En effet, en plus de toucher de façon directe l'évaluation au marché des actions cotées, ils peuvent modifier l'évaluation de certaines sociétés fermées détenues en portefeuille.

Au 31 décembre 2018, les fonds d'actions mondiales et canadiennes, d'une valeur de 239,5 M\$ (248,1 M\$ au 31 décembre 2017), qui sont gérés par des gestionnaires externes et détenus dans le portefeuille des autres investissements, se composent essentiellement d'actions cotées. Ainsi, une variation de plus ou moins 10 % du cours des actions cotées aurait eu un impact de plus ou moins 23,9 M\$ sur le résultat net représentant une variation de 1,1 % du prix de l'action de CRCD.

Le portefeuille d'investissements à impact économique québécois comptait des participations en actions cotées pour une valeur de 18,4 M\$ (0,3 M\$ au 31 décembre 2017). Ainsi pour ces investissements, une variation de plus ou moins 10 % du cours des actions cotées aurait eu un impact de plus ou moins 1,8 M\$ sur le résultat net représentant une variation de 0,1 % du prix de l'action de CRCD.

## Risque de devises

L'évolution de la devise exerce une influence sur les activités de plusieurs des entreprises partenaires de CRCD. L'incidence nette d'une appréciation de la devise canadienne n'est pas nécessairement toujours négative pour ces entreprises de même qu'une dépréciation n'est pas nécessairement positive. Cependant, les fluctuations rapides de la devise canadienne accroissent les difficultés auxquelles ces entreprises font face.

De plus, l'évolution de la devise influe sur la juste valeur des actifs évalués tout d'abord en devise étrangère, puis convertis en dollars canadiens au taux de change courant. Au niveau du portefeuille d'investissements à impact économique québécois et des comptes débiteurs, les actifs dont la valeur varie en fonction des fluctuations d'une devise étrangère, représentent une juste valeur de 76,4 M\$ soit 3,5 % de l'actif net au 31 décembre 2018, comparativement à 91,0 M\$ soit 4,7 % de l'actif net au 31 décembre 2017.

CRCD vise la couverture systématique du risque de devises relatif aux actifs évalués en devise étrangère, à moins que celui-ci ne fasse partie du rendement attendu à long terme de certaines catégories d'actif. Une marge de crédit de 10 M\$ est accordée à CRCD pour ses transactions sur contrats de change. Au 31 décembre 2018, CRCD détient des contrats de change en vertu desquels il devra livrer 53,1 M\$ US (76,1 M\$ US au 31 décembre 2017) au taux de 1,3615 \$ CA/\$ US (1,2747 \$ CA/\$ US au 31 décembre 2017), de même que des contrats de change en vertu desquels il devra livrer 3,6 M€ (aucun au 31 décembre 2017) au taux de 1,5685 \$ CA/€ et ce, le 29 mars 2019. Au 31 décembre 2018, CRCD a un collatéral de 4,5 M\$ sur ses contrats de change (aucun au 31 décembre 2017). Ce collatéral a été libéré le 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Au 31 décembre 2018, l'exposition nette du portefeuille d'investissements à impact économique québécois et des comptes débiteurs de CRCD aux monnaies étrangères est ainsi limitée à 1,8 M\$ (4,7 M\$ au 31 décembre 2017). Toute variation du dollar canadien n'aurait donc pas d'impact significatif sur les résultats de CRCD.

Au niveau du portefeuille des autres investissements, l'exposition nette des investissements aux monnaies étrangères est de 137,4 M\$ (140,0 M\$ au 31 décembre 2017). Ainsi, une dépréciation (appréciation) de 10 % du dollar canadien face à l'ensemble des devises étrangères aurait pour impact une hausse (baisse) de 13,7 M\$ sur le résultat net représentant une variation de 0,7 % du prix de l'action de CRCD.

## RISQUE DE CRÉDIT ET DE CONTREPARTIE

De par sa mission d'investissements à impact économique québécois, CRCD est exposé au risque de crédit et de contrepartie lié à la possibilité de subir des pertes financières si une entreprise partenaire ne respectait pas ses engagements ou voyait sa situation financière se détériorer. En diversifiant ses investissements par profil d'investissement, et en limitant le risque potentiel lié à chaque entreprise individuelle, CRCD restreint la volatilité de son portefeuille liée à l'occurrence possible d'événements négatifs.

CRCD n'exige généralement pas de garanties pour limiter le risque de crédit sur ses prêts. L'obtention de garanties contreviendrait aux règles d'admissibilité des investissements à impact économique québécois.

L'exposition maximale au risque de crédit correspond à la valeur comptable des instruments financiers à la date de clôture, à laquelle il faut ajouter les fonds engagés mais non déboursés.

Les investissements à impact économique québécois, à l'exception de ceux effectués dans des fonds, sont d'abord répartis entre les cotes 1 à 9, selon les critères de risque définis par le système RiskAnalyst de Moody's. Par la suite, l'ensemble des investissements fait l'objet d'une révision mensuelle, afin d'identifier ceux qui répondent aux critères de cote 10.

Les investissements à impact économique québécois effectués sous forme de fonds sont présentés dans la catégorie « Risque faible à acceptable » compte tenu de la structure de ce type de produits et parce qu'ils ne comportent généralement pas d'endettement.

Le tableau suivant permet de constater une légère augmentation de la proportion des investissements ayant une cote de risque supérieure ou égale à 7 comparativement à l'année 2017. Le portefeuille d'investissements à impact économique québécois se répartit par cote de risque dans les proportions suivantes (montants à la juste valeur) :

Cotes		Au 31 décembre 2018		Au 31 décembre 2017	
		(en milliers de \$)	(en %)	(en milliers de \$)	(en %)
1 à 6,5	Risque faible à acceptable	1 031 104	95,5	1 013 033	98,0
7 à 9	À risque	33 458	3,1	15 267	1,5
10	À haut risque et en insolvabilité	15 507	1,4	5 651	0,5

De plus, CRCD est exposé au risque de crédit sur des instruments financiers non comptabilisés à l'actif, soit les fonds engagés mais non déboursés relatifs au portefeuille d'investissements à impact économique québécois. Le tableau suivant indique la répartition par cote de risque des fonds engagés mais non déboursés à la date de présentation de l'information financière :

		Au 31 décembre 2018		Au 31 décembre 2017	
Cotes		(en milliers de \$)	(en %)	(en milliers de \$)	(en %)
1 à 6,5	Risque faible à acceptable	191 969	99,9	183 606	100,0
7 à 9	À risque	-	-	-	-
10	À haut risque et en insolvabilité	200	0,1	-	-

Pour le portefeuille obligataire, représentant 62,4 % de la juste valeur du portefeuille des autres investissements (57,6 % au 31 décembre 2017), le risque de crédit est géré par le biais d'une diversification de plusieurs émetteurs ayant des cotes de crédit réparties ainsi :

	Au 31 décembre 2018	Au 31 décembre 2017
Cotes	(en milliers de \$)	(en milliers de \$)
AAA	295 820	224 582
AA	242 163	186 001
A	56 401	47 175
BBB	47 571	45 585
BB	-	2 841

Les cotes d'évaluation du risque de crédit sont celles établies par les agences de notation reconnues.

Conformément à la politique de gestion globale des actifs financiers, les instruments de marché monétaire ont une cote de crédit minimale R-1 faible, limitant ainsi le risque de crédit associé à ces instruments financiers.

Le risque de contrepartie est quant à lui limité au très court terme et est lié à la contrepartie de CRCD lors de transactions au comptant.

Pour les contrats de change, le risque de contrepartie est faible compte tenu des montants en jeu et de la contrepartie au contrat qui est la FCDQ.

## RISQUES DE CONCENTRATION

Le risque de concentration découle de la possibilité qu'une portion importante du portefeuille d'investissements à impact économique québécois ou du portefeuille des autres investissements de CRCD se retrouve dans une entité, région ou produit financier, ce qui pourrait rendre CRCD vulnérable aux difficultés financières de ces sous-ensembles.

### Risque de concentration dans une entité

Conformément à sa loi constitutive, ses politiques et ses directives internes, le montant que CRCD peut investir dans une entité ou un ensemble d'entités associées est limité à un pourcentage de son actif, et ce, autant pour le portefeuille d'investissements à impact économique québécois que pour le portefeuille des autres investissements.

La concentration dans les cinq plus importants investissements à impact économique québécois et les cinq plus importants autres investissements est la suivante (les pourcentages sont basés sur la juste valeur des actifs et les fonds engagés mais non déboursés) :

	Au 31 décembre 2018		Au 31 décembre 2017	
	% du portefeuille	% de l'actif net	% du portefeuille	% de l'actif net
Investissements à impact économique québécois <sup>(1)</sup>	33,5	19,7	35,5	22,2
Autres investissements <sup>(2)</sup>	48,8	23,1	46,8	21,1

<sup>(1)</sup> La participation de CRCD dans les fonds de l'écosystème représente 63 % (63 % au 31 décembre 2017) des cinq plus importants investissements à impact économique québécois.

<sup>(2)</sup> Les émetteurs gouvernementaux et les émissions garanties par les entités gouvernementales représentent 70 % (62 % au 31 décembre 2017) des cinq plus importants émetteurs ou contreparties du portefeuille des autres investissements.

### Risque de concentration par région

Dicté par sa mission de développement économique du Québec, le portefeuille d'investissements à impact économique québécois est essentiellement constitué d'entreprises dont la majorité des employés résident au Québec. De plus, au moins 35 % de ces investissements doivent être réalisés dans des entreprises situées en régions ressources ou dans des coopératives admissibles. Le rendement de ce portefeuille est donc fortement influencé par le contexte économique québécois ainsi que par celui des régions ressources. Au 31 décembre 2018, le portefeuille d'investissements à impact économique québécois représente 51,3 % de l'actif net (52,8 % au 31 décembre 2017).

CRCD s'est doté d'une politique de gestion globale des actifs financiers et de directives d'investissement encadrant notamment les activités du portefeuille des autres investissements qui limitent actuellement la possibilité de détention de titres étrangers. Au 31 décembre 2018, le portefeuille des autres investissements comprend une portion de titres étrangers découlant essentiellement de sa participation dans des fonds d'actions mondiales et il est composé à 86,8 % de titres canadiens (84,3 % au 31 décembre 2017). Le rendement du portefeuille des autres investissements est donc fortement influencé par le contexte économique canadien. Au 31 décembre 2018, le portefeuille des autres investissements représente 48,0 % de l'actif net (45,8 % au 31 décembre 2017).

### Risque de concentration dans un produit financier

La politique de gestion globale des actifs financiers favorise une gestion intégrée et globale du portefeuille d'investissements à impact économique québécois et du portefeuille des autres investissements. La politique établit des balises par catégorie de titres et celles-ci sont appliquées par le gestionnaire. Au 31 décembre 2018, les titres obligataires représentent 29,6 % de l'actif net (26,0 % au 31 décembre 2017). La hausse observée du pourcentage attribué à cette catégorie de titres découle d'importants désinvestissements ayant eu lieu en fin d'année.

L'aperçu du portefeuille présenté à la fin du présent rapport de gestion fournit également des informations pertinentes à l'appréciation du risque lié à la concentration.

### RISQUE DE LIQUIDITÉ

Pour pallier les besoins de liquidités liés aux rachats d'actions et aux engagements en investissements à impact économique québécois, CRCD se doit de conserver des actifs liquides afin d'éviter d'être dépendant des marchés et ainsi de devoir effectuer des transactions à des moments inopportuns. Avec des investissements liquides qui devraient représenter environ 30 % des actifs sous gestion et avec l'approche de gestion choisie faisant en sorte que l'échéance moyenne des obligations se rapproche de l'échéance moyenne des sorties de fonds prévues, CRCD peut affirmer que son mode de gestion tient compte de ce risque. De plus, des facilités de crédit sont mises en place afin d'apporter davantage de souplesse dans la gestion des liquidités. Ces facilités de crédit n'ont pas été utilisées au cours des exercices 2018 et 2017.

Étant donné la hausse anticipée du solde des actions rachetables de CRCD, en plus des initiatives mises en place afin de stimuler le rachat des actions, de nouvelles mesures annoncées par le gouvernement du Québec en mars 2018 permettent aux actionnaires admissibles de CRCD d'engager leur capital rachetable pour une période additionnelle de sept ans. Avec un montant annuel autorisé de 100 M\$, cette initiative assurera une plus grande disponibilité de capital au bénéfice des investissements à impact économique québécois et diminuera les besoins de liquidités reliés aux rachats d'actions. Se référer à la section « Souscription » pour les détails.

CRCD, de par sa stratégie financière équilibrée et sa gestion intégrée des risques, dispose des sources de fonds nécessaires pour faire face à ses obligations financières et continuer sa mission au sein des entreprises québécoises.

### RENDEMENT PASSÉ

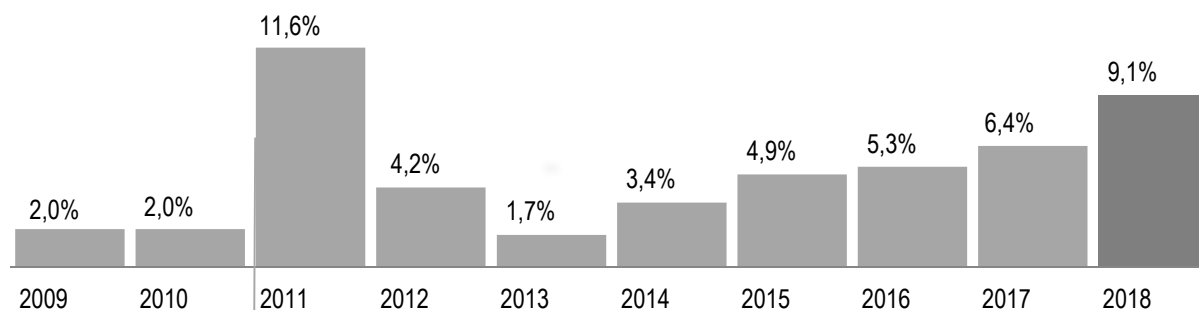
Cette section présente les rendements historiques obtenus par CRCD. Ces rendements ne tiennent pas compte des frais administratifs de 50 \$ encourus par l'actionnaire ni du crédit d'impôt dont il a bénéficié à la suite de son investissement. Les rendements passés ne sont pas nécessairement indicatifs des rendements futurs.



## RENDEMENT ANNUEL

Le graphique ci-après présente le rendement annuel de CRCD et fait ressortir la variation de son rendement d'une période à l'autre, pour les dix derniers exercices. Ce rendement annuel est calculé en divisant le bénéfice (perte) par action de la période par le prix de l'action au début de la période.

### Rendement annuel



## RENDEMENT COMPOSÉ DE L'ACTION ORDINAIRE AU 31 DÉCEMBRE 2018

Le rendement composé est calculé sur la base de la variation annualisée du prix de l'action sur chacune des périodes indiquées.

10 ANS	7 ANS	5 ANS	3 ANS	1 AN
4,9 %	4,8 %	5,6 %	6,7 %	8,9 %

## APERÇU DU PORTEFEUILLE

### PRINCIPAUX PROFILS D'INVESTISSEMENT

Au 31 décembre 2018, les actifs des portefeuilles d'investissements à impact économique québécois et des autres investissements de CRCD sur la base de la juste valeur se répartissaient comme suit :

Profils d'investissement	% de l'actif net
<b>Investissements à impact économique québécois *</b>	
Dette	15,0
Équité	30,1
Capital de risque	3,3
Fonds externes	1,9
Autres éléments d'actifs détenus par les fonds de l'écosystème	1,0
<b>Total – Investissements à impact économique québécois</b>	<b>51,3</b>
<b>Autres investissements</b>	
Encaisse et instruments de marché monétaire	2,9
Obligations	29,6
Fonds d'actions mondiales	6,9
Fonds d'actions canadiennes	4,2
Fonds immobilier	4,4
<b>Total – Autres investissements</b>	<b>48,0</b>

\* Incluant les contrats de change

L'actif net est composé à 99,3 % des profils d'investissements et 0,7 % des autres éléments d'actifs.

## PRINCIPAUX INVESTISSEMENTS DÉTENUS

Au 31 décembre 2018, les émetteurs des 25 principaux investissements détenus par CRCD sur la base de la juste valeur étaient les suivants :

Émetteurs	% de l'actif net
Investissements à impact économique québécois – 14 émetteurs *	31,1
Gouvernement du Canada	8,1
Fiducie du Canada pour l'habitation	4,5
Province de Québec	3,6
Fonds Desjardins Mondial de dividendes	3,4
Fonds Desjardins IBrix Actions mondiales à faible volatilité	3,4
Province de l'Ontario	3,2
Fonds immobilier canadien de prestige Bentall Kennedy	2,2
Fonds CORE Fiera Immobilier	2,2
FNB BMO d'actions canadiennes à faible volatilité	2,1
Fiducie Fidelity Actions Canadiennes à Faible volatilité	2,1
Province du Manitoba	1,3

\* Les 14 émetteurs représentant collectivement 31,1 % de l'actif net de CRCD sont :

- Agropur Coopérative
- Avjet Holding inc
- Capital croissance PME II s.e.c
- Congébec Logistique II inc.
- Desjardins Capital PME s.e.c
- Desjardins – Innovatech S.E.C
- Exo-s inc.
- Groupe Gecko Alliance inc.
- Groupe Industries Fournier inc.
- Groupe Norbec inc. (10080233 Canada inc.)
- Groupe Solotech inc.
- Industries Amisco ltée (Les)
- La Coop fédérée
- Telecon inc.

Cet aperçu du portefeuille de CRCD peut être modifié en tout temps en raison des opérations effectuées par CRCD.

Le 14 février 2019

## RAPPORT DE LA DIRECTION

Le 14 février 2019

Les états financiers individuels de CRCD ainsi que les renseignements financiers contenus dans ce rapport financier annuel sont la responsabilité du conseil d'administration qui délègue à la direction le soin de les préparer.

Afin de s'acquitter de sa responsabilité à l'égard de l'intégrité et de la fidélité des états financiers, la direction s'est assurée que le gestionnaire a mis en place un système de contrôle interne qui donne l'assurance raisonnable que les données financières sont fiables, qu'elles constituent une base adéquate pour la préparation des états financiers et que les éléments d'actif sont convenablement préservés et comptabilisés.

Également, le directeur général et le chef de la direction financière de CRCD ont attesté que la juste valeur de chacun des investissements à impact économique québécois a été établie selon un processus conforme à celui prévu à la réglementation de l'Autorité des marchés financiers et ont confirmé le caractère raisonnable de la juste valeur globale du portefeuille d'investissements à impact économique québécois.

Le conseil d'administration exerce sa responsabilité à l'égard des états financiers plus particulièrement par le biais de son comité d'audit et de gestion des risques. Ce comité rencontre, en présence et en l'absence des membres de la direction, l'auditeur indépendant désigné par les actionnaires afin de revoir les états financiers, discuter de l'audit et autres sujets connexes et formuler les recommandations appropriées au conseil d'administration. Il examine également le contenu du rapport de gestion afin de s'assurer que les informations qui y sont présentées complètent adéquatement celles figurant aux états financiers.

Les états financiers présentent l'information financière disponible au 14 février 2019. Établis selon les IFRS publiées par l'International Accounting Standards Board, ils ont été audités par PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.

Le conseil d'administration a approuvé ces états financiers individuels ainsi que les informations contenues dans le rapport de gestion. Les renseignements financiers présentés ailleurs dans ce rapport sont conformes aux états financiers individuels de CRCD.

(signé) Yves Calloc'h, CPA, CA

Chef de la direction financière

## **Capital régional et coopératif Desjardins**

États financiers individuels  
**31 décembre 2018 et 2017**  
(en milliers de dollars canadiens)



## *Rapport de l'auditeur indépendant*

Aux actionnaires de Capital régional et coopératif Desjardins

---

### *Notre opinion*

À notre avis, les états financiers individuels ci-joints (« les états financiers ») donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Capital régional et coopératif Desjardins (« CRCD ») aux 31 décembre 2018 et 2017, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board (IFRS).

### **Notre audit**

Nous avons effectué l'audit des états financiers de CRCD qui comprennent :

- les bilans individuels aux 31 décembre 2018 et 2017;
- les états individuels du résultat global pour les exercices à ces dates;
- les états individuels des variations de de l'tif net pour les exercices terminés à ces dates;
- les tableaux individuels des flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates;
- ainsi que les notes afférentes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

---

### *Fondement de l'opinion*

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section *Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers* de notre rapport.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

### **Indépendance**

Nous sommes indépendants de CRCD conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

---

### *Autres informations*

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent du rapport de gestion.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons ni n'exprimerons aucune opinion ou autre forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

---

*PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.  
1250, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 2500, Montréal (Québec) Canada H3B 4Y1  
Tél. : +1 514 205-5000, Téléc. : +1 514 876-1502, [www.pwc.com/ca/fr](http://www.pwc.com/ca/fr)*



En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations désignées ci-dessus et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

---

### *Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers*

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de CRCO à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider CRCO ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de CRCO.

---

### *Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers*

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur,



car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de CRCD;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de CRCD à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener CRCD à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

*PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.*<sup>1</sup>

Montréal (Québec)  
Le 14 février 2019

---

<sup>1</sup> CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A111799

# Capital régional et coopératif Desjardins

## Bilans individuels

(en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions ordinaires en circulation et l'actif net par action ordinaire)

	Note	Au 31 décembre 2018 \$	Au 31 décembre 2017 \$
<b>Actif</b>			
Investissements à impact économique québécois	7	1 080 069	1 033 951
Autres investissements	8	1 028 968	878 482
Immobilisations incorporelles	10	1 023	-
Impôts sur le bénéfice	19	26 477	19 624
Comptes débiteurs	11	45 981	36 069
Encaisse	12	12 428	12 305
		2 194 946	1 980 431
<b>Passif</b>			
Billets à payer et passifs financiers	13	4 726	23 413
Impôts sur le bénéfice	19	15 097	232
Comptes créditeurs	14	6 319	11 444
		26 142	35 089
<b>Actif net</b>	16	2 168 804	1 945 342
<b>Nombre d'actions ordinaires en circulation</b>		141 391 214	138 079 685
<b>Actif net par action ordinaire</b>		15,34	14,09

**Au nom du conseil d'administration de Capital régional et coopératif Desjardins,**

Sylvie Lalande, ASC,C.Dir., administratrice

Chantal Bélanger, FCPA, FCGA, administratrice

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers individuels.



## Capital régional et coopératif Desjardins

États individuels du résultat global

Pour les exercices terminés les 31 décembre

(en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation et le bénéfice net par action ordinaire)

	Note	2018 \$	2017 \$
<b>Produits</b>			
Intérêts	7	25 886	23 228
Dividendes et distributions		43 929	27 645
Frais d'administration		470	519
		<u>70 285</u>	<u>51 392</u>
<b>Gains (pertes) sur investissements</b>			
Réalisés		108 335	8 480
Non réalisés		30 297	88 061
		<u>138 632</u>	<u>96 541</u>
<b>Total des produits et des gains sur investissements</b>		<u>208 917</u>	<u>147 933</u>
<b>Charges</b>			
Frais de gestion		18 908	23 865
Autres frais d'exploitation	18	4 732	5 046
Services aux actionnaires	18	6 305	3 363
		<u>29 945</u>	<u>32 274</u>
<b>Bénéfice avant impôts</b>		<u>178 972</u>	<u>115 659</u>
<b>Impôts sur le bénéfice</b>	19	<u>4 078</u>	<u>2 902</u>
<b>Bénéfice net de l'exercice</b>		<u>174 894</u>	<u>112 757</u>
<b>Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires</b>		<u>136 894 655</u>	<u>133 493 165</u>
<b>Bénéfice net par action ordinaire</b>		<u>1,28</u>	<u>0,84</u>

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers individuels.

## Capital régional et coopératif Desjardins

États individuels des variations de l'actif net

Pour les exercices terminés les 31 décembre

(en milliers de dollars canadiens)

	Capital-actions (note 16)		Bénéfices non répartis \$	Actif net \$
	Nombre	\$		
<b>Solde au 31 décembre 2017</b>	138 079 685	1 501 550	443 792	1 945 342
<b>Bénéfice net de l'exercice</b>	-	-	174 894	174 894
<b>Opérations sur le capital-actions<sup>(1)</sup></b>				
Emission d'actions ordinaires	9 630 654	141 179	-	141 179
Frais d'émission, nets des impôts de 1 657 \$	-	(2 523)	-	(2 523)
Rachat d'actions ordinaires	(6 319 125)	(62 775)	(27 313)	(90 088)
<b>Solde au 31 décembre 2018</b>	<b>141 391 214</b>	<b>1 577 431</b>	<b>591 373</b>	<b>2 168 804</b>
<b>Solde au 31 décembre 2016</b>	134 943 941	1 434 668	354 749	1 789 417
<b>Bénéfice net de l'exercice</b>	-	-	112 757	112 757
<b>Opérations sur le capital-actions<sup>(1)</sup></b>				
Emission d'actions ordinaires	9 792 823	134 850	-	134 850
Frais d'émission, nets des impôts de 1 578 \$	-	(2 396)	-	(2 396)
Rachat d'actions ordinaires	(6 657 079)	(65 572)	(23 714)	(89 286)
<b>Solde au 31 décembre 2017</b>	<b>138 079 685</b>	<b>1 501 550</b>	<b>443 792</b>	<b>1 945 342</b>

<sup>(1)</sup> Ces données ne tiennent pas compte des demandes de rachat effectuées dans les 30 jours suivant la date de souscription.

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers individuels.

## Capital régional et coopératif Desjardins

### Tableaux individuels des flux de trésorerie

Pour les exercices terminés les 31 décembre

(en milliers de dollars canadiens)

	2018 \$	2017 \$
<b>Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles</b>		
Bénéfice net de l'exercice	174 894	112 757
Ajustements sans effet sur la trésorerie		
Pertes (gains) sur investissements	(138 632)	(96 541)
Amortissement des primes et des escomptes sur les autres investissements	(3 773)	(2 629)
Amortissement des immobilisations incorporelles	73	-
Impôts différés	2 977	1 180
Intérêts capitalisés et autres éléments hors caisse	(1 095)	(2 629)
Variation des actifs et des passifs opérationnels		
Impôts sur le bénéfice à recouvrer	(5 668)	640
Impôts sur le bénéfice à payer	12 360	-
Comptes débiteurs	12 070	(13 181)
Comptes créditeurs	(4 645)	4 011
Acquisition d'investissements à impact économique québécois	(176 400)	(173 264)
Produit de la cession d'investissements à impact économique québécois	257 112	153 278
Acquisition d'autres investissements	(1 557 623)	(716 918)
Produit de la cession d'autres investissements	1 394 350	700 647
	<u>(34 000)</u>	<u>(32 649)</u>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>		
Acquisition d'immobilisations incorporelles	<u>(1 096)</u>	<u>-</u>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>		
Émission d'actions ordinaires	136 999	132 256
Rachat d'actions ordinaires	<u>(90 088)</u>	<u>(89 286)</u>
	<u>46 911</u>	<u>42 970</u>
<b>Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de l'exercice</b>	11 815	10 321
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice</b>	<u>29 438</u>	<u>19 117</u>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice</b>	<u>41 253</u>	<u>29 438</u>
<b>Autres renseignements sur les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles</b>		
Intérêts reçus	19 651	18 198
Dividendes et distributions reçus	43 715	27 503
Impôts sur les bénéfices recouvrés (payés)	5 591	(1 082)

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers individuels.

# Capital régional et coopératif Desjardins

## Notes afférentes aux états financiers individuels

---

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

### 1 Loi constitutive, administration et investissements

#### Loi constitutive

Capital régional et coopératif Desjardins (CRCD) est constitué par une loi de l'Assemblée nationale du Québec (R.L.R.Q. c. C-6.1) (la «Loi») et est réputé avoir été constitué par dépôt de statuts le 1<sup>er</sup> juillet 2001. CRCD a commencé ses activités le 5 novembre 2001 et est une personne morale à fonds social. CRCD a comme place d'affaires le 2, Complexe Desjardins, tour Est, bureau 1717, Montréal (Québec), Canada, et son siège social est situé au 100, rue des Commandeurs, Lévis (Québec), Canada.

#### Administration

Les activités de CRCD sont administrées par un conseil d'administration composé de 13 membres :

- Huit personnes nommées par le président du Mouvement des caisses Desjardins;
- Deux personnes élues par l'assemblée générale des porteurs d'actions;
- Deux personnes nommées par les dix membres nommés précédemment, parmi les personnes que ces membres jugent représentatives des entités admissibles décrites dans la Loi;
- Le directeur général de CRCD.

#### Investissements

CRCD peut faire des investissements avec ou sans garantie ou cautionnement, principalement dans des entités admissibles. Les entités admissibles comprennent une coopérative admissible et une société ou une personne morale qui exploite activement une entreprise dont la majorité des employés résident au Québec et dont l'actif est inférieur à 100 M\$, ou l'avoir net, inférieur, ou égal à 50 M\$.

CRCD peut investir jusqu'à 5 % de son actif (tel qu'il est établi sur la base de la dernière évaluation d'experts-comptables) dans une même entreprise ou une coopérative admissible. L'investissement est généralement prévu pour une durée de cinq à quinze ans. Ce pourcentage peut être porté jusqu'à 10 % pour permettre à CRCD d'acquérir des titres d'une entité faisant des affaires au Québec, mais qui n'est pas une entité admissible. Dans un tel cas, CRCD ne peut, directement ou indirectement, acquérir ni détenir des actions représentant plus de 30 % des droits de vote pouvant être exercés en toutes circonstances.

En vertu de la Loi, d'autres investissements peuvent se qualifier comme étant admissibles, tels les investissements dans certains fonds d'investissement, si les conditions spécifiques prévues par la Loi sont respectées.

Depuis l'année financière ayant débuté le 1<sup>er</sup> janvier 2006 et au cours de chaque année financière subséquente, les investissements admissibles de CRCD, selon la définition donnée par la Loi, doivent représenter, en moyenne, au moins 60 % de l'actif net moyen de CRCD de l'année précédente. Depuis l'année financière débutant le 1<sup>er</sup> janvier 2016, ce pourcentage est progressivement augmenté de 1 % par année, pour atteindre 65 % pour les années financières commençant après le 31 décembre 2019.

# Capital régional et coopératif Desjardins

## Notes afférentes aux états financiers individuels

---

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

De plus, une partie représentant au moins 35 % de ce pourcentage (de 60 % à 65 %) doit être investie dans des entités situées dans les régions ressources du Québec ou dans des coopératives admissibles, selon la définition de la Loi.

Si au terme d'un exercice, une de ces cibles n'est pas atteinte, CRCD aura une réduction de l'émission de capital autorisée pour la période de capitalisation suivant la fin de cet exercice.

## 2 Mode de présentation

### Déclaration de conformité

CRCD a établi les présents états financiers individuels (les « états financiers ») conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB). Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle des états financiers de l'exercice courant. Ces reclassements n'ont eu aucune incidence sur les résultats ni sur le total de l'actif et du passif de CRCD. Ces états financiers ont été approuvés par le conseil d'administration le 14 février 2019.

### Base d'évaluation

Ces états financiers ont été préparés sur la base de la juste valeur, sauf en ce qui concerne l'encaisse, les comptes débiteurs, les comptes créditeurs ainsi que les impôts, qui sont évalués au coût amorti et au coût ainsi que les immobilisations incorporelles qui sont évaluées sur la base du coût amorti.

### Entité d'investissement

CRCD compte plusieurs actionnaires qui ne lui sont pas liés et détient plusieurs investissements directement et indirectement dans des fonds sous-jacents. Les participations dans CRCD sont sous forme d'actions rachetables, sujettes à certaines conditions, qui sont présentées dans l'actif net, conformément à l'exemption visant les titres d'instruments remboursables au gré de l'actionnaire selon la Norme comptable internationale (IAS) 32, *Instruments financiers : Présentation*.

CRCD a conclu qu'il constitue une entité d'investissement selon l'IFRS 10, *États financiers consolidés*, car il obtient des fonds de plusieurs actionnaires, prend l'engagement auprès de ceux-ci de gérer les fonds dans le but d'apporter du rendement sur le capital, et mesure et évalue la performance de ses investissements sur une base de juste valeur. Conséquemment, CRCD ne prépare pas d'états financiers consolidés et les investissements dans les filiales et les entités associées présentés dans les investissements à impact économique québécois sont comptabilisés à la juste valeur.

# Capital régional et coopératif Desjardins

## Notes afférentes aux états financiers individuels

---

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

### 3 Principales méthodes comptables

#### Changements de méthodes comptables

Le 1<sup>er</sup> janvier 2018, CRCD a adopté l'IFRS 9, *Instruments financiers* et l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* de façon rétrospective, sans retraitement des périodes comparatives. L'IFRS 7, *Instruments financiers : Informations à fournir*, a également été modifiée afin de refléter les différences entre l'IFRS 9 et l'IAS 39. Par conséquent, les informations présentées pour l'exercice 2017 sont présentées conformément à l'IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation* et à l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*.

L'IFRS 9 remplace l'IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation* et entraîne de nouvelles exigences relatives au classement et à l'évaluation des actifs et passifs financiers, à la dépréciation des instruments financiers ainsi que des exigences relatives à la comptabilité de couverture. CRCD n'applique pas la comptabilité de couverture.

En ce qui concerne le classement et l'évaluation des actifs et passifs financiers, l'adoption de l'IFRS 9 n'a entraîné aucune incidence sur le bilan de CRCD au 1<sup>er</sup> janvier 2018. Les actifs financiers qui étaient désignés à la juste valeur par le biais du résultat net selon l'IAS 39 sont maintenant classés à la juste valeur par le biais du résultat net selon l'IFRS 9, alors que ceux qui étaient inclus dans la catégorie prêts et créances et évalués au coût amorti selon l'IAS 39 continuent d'être évalués au coût amorti selon l'IFRS 9. L'adoption de l'IFRS 9 n'a entraîné aucun changement en ce qui concerne le classement et l'évaluation des passifs financiers.

Pour ce qui est du modèle de dépréciation de l'IFRS 9, il s'applique aux actifs financiers, engagements de prêt et contrats de garanties financières, à l'exception des instruments financiers à la juste valeur par le biais du résultat net ou désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Puisque les instruments financiers de CRCD sont principalement à la juste valeur par le biais du résultat net, l'adoption de ce nouveau modèle de dépréciation n'a eu aucune incidence sur le bilan de CRCD au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Quant à l'IFRS 15, elle introduit un modèle de comptabilisation unique et exhaustif pour tous les contrats conclus avec des clients, à l'exception de ceux entrant dans le champ d'application d'autres normes tels que les instruments financiers, les contrats d'assurance et les contrats de location. Le principe de base de cette norme est que la comptabilisation d'un produit doit traduire le transfert du contrôle d'un bien ou d'un service, et ce à un montant qui reflète la valeur de la contrepartie reçue, ou que l'on s'attend à recevoir, en échange de ce bien ou service. L'adoption de l'IFRS 15 n'a entraîné aucune incidence sur le bilan et les résultats de CRCD.

Les méthodes comptables importantes ayant servi à l'établissement des présents états financiers sont présentées ci-après.

#### Instruments financiers

CRCD comptabilise les instruments financiers à la juste valeur lors de leur comptabilisation initiale. Les achats ou les ventes d'actifs financiers sont comptabilisés à la date de transaction.

#### Classement et évaluation

Selon l'IFRS 9, les actifs financiers sont classés en fonction des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels ainsi que du modèle économique en vertu duquel ils sont détenus.

## Capital régional et coopératif Desjardins

### Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

#### *Caractéristiques des flux de trésorerie contractuels*

Pour que le critère lié aux caractéristiques des flux de trésorerie soit respecté aux fins du classement d'un actif financier, il faut que les flux de trésorerie liés à cet actif correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû. Le principal correspond généralement à la juste valeur de l'actif financier lors de sa comptabilisation initiale. L'intérêt consiste principalement en une contrepartie pour la valeur temps de l'argent et le risque de crédit associés au principal restant dû sur une période donnée.

#### *Modèles économiques*

Les modèles économiques que suit CRCD sont déterminés d'une manière qui reflète la façon dont les groupes d'actifs financiers sont gérés en vue d'atteindre un objectif économique donné. Les modèles économiques représentent la manière dont CRCD gère ses actifs financiers afin de produire des flux de trésorerie, c'est-à-dire qu'ils reflètent si les flux de trésorerie découleront de la perception des flux de trésorerie contractuels, de la vente des actifs financiers ou des deux. Les modèles économiques établis par CRCD se définissent comme suit :

- Détenus pour percevoir les flux de trésorerie contractuels : L'objectif de détention des actifs financiers est la perception des flux de trésorerie contractuels;
- Détenus pour percevoir les flux de trésorerie contractuels et vendre : L'objectif est atteint à la fois par la perception de flux de trésorerie contractuels et par la vente des actifs financiers;
- Autres modèles économiques : L'objectif ne cadre avec aucun des modèles économiques susmentionnés.

Le classement et l'évaluation des actifs et passifs financiers de CRCD selon l'IFRS 9 et l'IAS 39 se résument comme suit :

Selon l'IFRS 9, les investissements à impact économique québécois, les autres investissements et les montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois sont classés à la juste valeur par le biais du résultat net puisque leur détention s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est de gérer et d'évaluer la performance des investissements sur une base de la juste valeur. Selon l'IAS 39, ils étaient désignés à la juste valeur par le biais du résultat net.

L'encaisse et les comptes débiteurs sont évalués au coût amorti, qui se rapproche de leur juste valeur, selon l'IFRS 9, puisque leur détention s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est de percevoir les flux de trésorerie contractuels et qu'ils répondent aux critères du test des caractéristiques des flux contractuels correspondant uniquement à des remboursements de capital et d'intérêt. Selon l'IAS 39, ces actifs financiers étaient classés dans les prêts et créances et évalués au coût amorti, qui se rapproche de leur juste valeur.

Selon l'IFRS 9 et selon l'IAS 39, les comptes créditeurs sont classés et évalués au coût amorti, qui se rapproche de leur juste valeur tandis que les billets à payer et passifs financiers sont désignés à la juste valeur par le biais du résultat net. Les passifs financiers sont décomptabilisés à l'extinction de l'obligation, soit à la date où l'obligation précisée au contrat est éteinte, annulée ou expirée.

# Capital régional et coopératif Desjardins

## Notes afférentes aux états financiers individuels

---

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

### Évaluation de la juste valeur

La juste valeur s'entend du prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

#### *Juste valeur des actifs et des passifs négociés sur des marchés*

La juste valeur des actifs et des passifs négociés sur des marchés considérés comme actifs est basée sur le prix coté situé entre le cours acheteur et le cours vendeur qui reflète le mieux la juste valeur selon les circonstances. Dans certains cas, si le marché n'est pas considéré comme actif, le dernier prix coté situé entre le cours vendeur et le cours acheteur peut être ajusté pour refléter adéquatement la juste valeur.

#### *Juste valeur des actifs et des passifs qui ne sont pas négociés sur des marchés*

Lorsque des actifs et des passifs ne sont pas négociés sur des marchés, la juste valeur est déterminée à partir de techniques d'évaluation choisies selon certains critères déterminés et en fonction des conditions qui prévalent sur les marchés à chaque date de présentation de l'information financière. Les principaux instruments financiers qui ne sont pas négociés sur des marchés sont inclus dans les investissements à impact économique québécois. Les techniques utilisées se basent sur des principes d'évaluation comportant des lignes directrices généralement utilisées dans l'industrie par les professionnels en évaluation d'entreprise. Ces principes d'évaluation sont approuvés par le conseil d'administration de CRCD. La méthode d'évaluation employée pour un instrument financier donné est généralement la même d'une période à l'autre, sauf dans les cas où un changement aboutit à des estimations plus précises de la juste valeur. Comme le contexte propre à chaque entité sous-jacente à ces instruments financiers est en constante évolution, des changements de techniques d'évaluation se produisent à chaque période de présentation de l'information financière.

#### *Prêts et avances, actions non participantes*

La juste valeur des prêts et avances ainsi que des actions non participantes est déterminée par l'actualisation des flux monétaires contractuels qui devraient être perçus par CRCD en utilisant un taux d'actualisation qui reflète le rendement qu'il exigerait compte tenu du risque de crédit de l'entité.

#### *Actions participantes*

La principale technique utilisée pour déterminer la juste valeur des actions participantes est celle de la capitalisation des flux monétaires. Les deux principales variables utilisées dans cette technique sont le flux monétaire caractéristique et le taux de capitalisation. Pour déterminer le flux monétaire caractéristique, une estimation des flux monétaires récurrents est effectuée à partir des résultats historiques de l'entité et/ou de ses prévisions financières. Par la suite, un facteur de pondération est appliqué à chacun des flux retenus afin de refléter sa probabilité de réalisation. Le taux de capitalisation utilisé pour capitaliser le flux caractéristique ainsi obtenu reflète la façon selon laquelle l'entité pourrait financer ses opérations et les risques afférents à la réalisation de ce flux caractéristique.

Lorsque le prix d'une transaction récente négocié entre des parties non liées dans des conditions normales de concurrence est disponible, cette technique d'évaluation est retenue. Il peut être aussi approprié d'utiliser une technique basée sur une offre d'achat reçue d'un tiers lorsque celle-ci est jugée sérieuse et crédible. Un jugement est nécessaire afin de déterminer si la juste valeur de cette transaction récente ou de l'offre d'achat représente la meilleure indication de la juste valeur à la date d'évaluation. La période



## Capital régional et coopératif Desjardins

### Notes afférentes aux états financiers individuels

---

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

pendant laquelle il est jugé approprié de faire référence à une transaction passée ou à une offre d'achat dépend des circonstances propres à chaque investissement.

Une autre technique d'évaluation utilisée est celle de l'actif net redressé qui consiste à réévaluer l'ensemble des actifs et des passifs qui se trouvent au bilan de l'entité ou du fonds à leur juste valeur à la date de l'évaluation. Les principaux redressements effectués sont ceux liés à la juste valeur des actifs et des passifs, aux nouvelles informations disponibles et aux événements importants survenus entre la date du bilan de l'entité ou du fonds et la date d'évaluation.

#### *Fonds d'actions mondiales, fonds d'actions canadiennes et fonds immobilier*

Les participations en fonds d'actions mondiales, fonds d'actions canadiennes et fonds immobilier sont inscrites à leur juste valeur. La juste valeur représente l'actif net par part, telle qu'elle est établie par les fonds en date du bilan.

#### *Caution*

Lorsqu'il est probable qu'un montant devra être déboursé par CRCDD relativement à une caution qu'il a accordée, une approche fondée sur l'actif et une méthode de valeur de liquidation sont utilisées afin d'estimer le montant de passif à constater.

#### *Billet*

Le billet à recevoir est lié à un investissement à impact économique québécois et est comptabilisé à la juste valeur, qui correspond à la somme que CRCDD aurait à recevoir en vertu de l'entente contractuelle sous-jacente à ce billet à recevoir à la date de présentation de l'information financière.

#### *Billets à payer et passifs financiers*

Les billets à payer et passifs financiers sont liés à certains investissements à impact économique québécois et sont comptabilisés à leur juste valeur, qui correspond à la somme que CRCDD aurait à verser en vertu des ententes contractuelles sous-jacentes à ces billets à payer et passifs financiers à la date de présentation de l'information financière.

#### *Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois*

La juste valeur des montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois est déterminée selon la méthode d'actualisation des flux monétaires contractuels et prend notamment en considération le risque de crédit du débiteur. Généralement, l'estimation des montants à recevoir et du moment de leur recouvrement dépend d'événements futurs ou de la réalisation de certaines conditions.

#### **Immobilisations incorporelles**

Le développement informatique, est essentiellement composé des coûts relatifs au développement d'applications pouvant être utilisées en interne ou pour fournir des services aux actionnaires. Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées initialement au coût. Après la comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles sont évaluées au coût, diminué, le cas échéant, de l'amortissement cumulé et des pertes de valeur. Ces coûts sont capitalisés lorsque la phase de développement de l'application commence. Les dépenses engagées avant cette phase sont comptabilisées en charges.

## Capital régional et coopératif Desjardins

### Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Les immobilisations incorporelles sont amorties en fonction de leur durée d'utilité déterminée selon la méthode et la durée suivante :

Incorporelles	Méthode	Durée
Développement informatique	linéaire	3 ans

L'amortissement des immobilisations incorporelles commence dès qu'elles sont prêtes à être mises en service. La méthode d'amortissement et leurs durées d'utilité sont révisées au moins une fois par année. Tout changement est comptabilisé de manière prospective comme un changement d'estimation comptable.

#### *Dépréciation des immobilisations*

La valeur comptable des immobilisations incorporelles est revue à chaque date de présentation de l'information financière afin de déterminer s'il existe des indications qu'un actif a subi une perte de valeur. Si de telles indications existent, la valeur recouvrable de l'actif est estimée. Pour les immobilisations incorporelles qui ne sont pas encore prêtes à être utilisées, un test de dépréciation annuel est effectué en comparant leur valeur comptable à leur valeur recouvrable.

#### **Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de l'encaisse et des instruments de marché monétaire dont l'échéance au moment de l'acquisition est inférieure à 90 jours.

#### **Capital-actions**

Les actions de CRCD sont rachetables au gré de l'actionnaire, soumises à certaines conditions, et constituent donc des passifs financiers. Elles sont toutefois présentées dans l'actif net, car elles possèdent toutes les caractéristiques suivantes :

- Elles accordent à l'actionnaire le droit à une quote-part de l'actif net de CRCD en cas de liquidation de celui-ci;
- Elles appartiennent à une catégorie qui est subordonnée à toutes les autres catégories d'instruments de CRCD;
- Elles possèdent des caractéristiques identiques à tous les autres instruments de cette catégorie;
- À l'exception de l'obligation contractuelle pour CRCD de racheter ou de rembourser l'instrument en trésorerie ou à partir d'un autre actif financier, elles n'incluent pas l'obligation contractuelle de remettre de la trésorerie ou un autre actif financier à une autre entité, ni d'échanger des actifs financiers ou des passifs financiers avec une autre entité dans des conditions potentiellement défavorables à CRCD; il ne s'agit pas non plus d'un contrat qui sera ou qui peut être réglé en actions de CRCD;
- Le total des flux de trésorerie attendus attribuables aux actions, sur leur durée de vie, est basé essentiellement sur le résultat net, la variation de l'actif net comptabilisé ou la variation de la juste valeur de l'actif net comptabilisé et non comptabilisé de CRCD sur la durée de vie des actions (à l'exclusion de l'effet des actions).

Les frais d'émission d'actions, nets d'impôts, sont inclus dans les états individuels des variations de l'actif net.

# Capital régional et coopératif Desjardins

## Notes afférentes aux états financiers individuels

---

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

### **Constatation des produits**

#### *Intérêts*

Pour les investissements à impact économique québécois, les intérêts sont comptabilisés au taux contractuel lorsque leur encaissement est raisonnablement assuré. Pour les autres investissements, les intérêts sont comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'amortissement des primes et des escomptes selon cette méthode est enregistré aux états individuels du résultat global, sous la rubrique « Intérêts ».

#### *Dividendes et distributions*

Les dividendes sont comptabilisés à la date d'inscription aux registres des actionnaires et lorsqu'ils sont déclarés par les sociétés émettrices des actions ou encaissés.

Les distributions sont comptabilisées lorsqu'elles sont déclarées par les fonds du portefeuille des autres investissements.

#### *Frais d'administration*

Les frais d'administration sont comptabilisés lors de la première souscription d'un actionnaire et lors de la fermeture du compte par celui-ci.

#### *Gains et pertes*

Les gains et les pertes réalisés sur les investissements sont comptabilisés au moment de la vente et correspondent à l'écart entre le produit de la cession et le coût. Les variations de la juste valeur des montants à recevoir sur les cessions d'investissements sont considérées comme un ajustement du produit de cession et sont donc comptabilisées comme gains et pertes réalisés. Les gains et les pertes réalisés sur un billet à payer ou un passif financier sont comptabilisés lorsque ceux-ci sont payés et correspondent à l'écart entre le montant payé par CRCD en règlement du billet ou du passif financier et leur valeur initiale. Ces gains et ces pertes ne prennent pas en compte les gains et les pertes non réalisés des exercices précédents, lesquels sont renversés et pris en compte dans les gains et les pertes non réalisés de l'exercice en cours.

### **Devise fonctionnelle et conversion de devises**

Les éléments d'actif et de passif monétaires libellés en devises sont convertis en dollars canadiens, soit la devise fonctionnelle de CRCD, au cours de change en vigueur à la date de clôture de la période de présentation de l'information financière. Les produits et les charges sont convertis au cours de change à la date de transaction. Les plus-values ou les moins-values, réalisées ou non, sur les investissements résultant de ces conversions sont comptabilisées aux états individuels du résultat global sous la rubrique « Gains (pertes) sur investissements ». Pour les autres actifs et passifs monétaires libellés en devises, les variations liées à la conversion des devises sont présentées dans les « Autres frais d'exploitation » aux états individuels du résultat global. CRCD a recours à des contrats de change qui visent la couverture systématique du risque de devises relatif aux actifs évalués en devises, à moins que celui-ci ne fasse partie du rendement attendu à long terme de certaines catégories d'actifs. CRCD a choisi de ne pas appliquer la comptabilité de couverture.

# Capital régional et coopératif Desjardins

## Notes afférentes aux états financiers individuels

---

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

### Impôts

La charge d'impôts sur le bénéfice comprend la charge d'impôts exigibles et la charge d'impôts différés. Les impôts sur le bénéfice sont comptabilisés aux états individuels du résultat global, sauf s'ils concernent des éléments qui ont été comptabilisés hors résultat directement aux états individuels des variations de l'actif net. Dans ce cas, les impôts sur le bénéfice sont aussi comptabilisés hors résultat directement dans l'actif net.

L'impôt exigible est le montant de l'impôt sur le bénéfice payable au titre du bénéfice imposable de la période, calculé selon les taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la clôture de la période de présentation de l'information financière et tout ajustement de l'impôt à payer à l'égard des périodes antérieures.

L'impôt différé est comptabilisé au titre des différences temporelles survenant entre les bases fiscales des actifs et des passifs et leurs valeurs comptables dans les états financiers, sauf ceux liés aux gains latents décrits au paragraphe suivant. L'impôt différé est calculé sur une base non actualisée au moyen des taux d'impôt et des réglementations fiscales qui ont été adoptées ou quasi adoptées à la date de clôture et dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif d'impôt différé sera réalisé ou le passif d'impôt différé sera réglé. Un actif d'impôt différé est comptabilisé seulement dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable futur, auquel les différences temporelles pourront être imputées, sera disponible.

CRCD est assujéti à l'impôt fédéral et à l'impôt provincial sur son bénéfice. Il est également assujéti aux règles d'impôts applicables aux sociétés de placement à capital variable. Aux fins de l'impôt fédéral, CRCD peut entre autres obtenir le remboursement de son impôt payé sur ses gains en capital en procédant au rachat de ses actions. CRCD se considère, en substance, comme exempté des impôts fédéraux sur le bénéfice liés aux gains (pertes) en capital aux fins de l'application des IFRS et, par conséquent, ne constate aucun impôt différé relativement aux gains (pertes) latents sur les investissements ni impôt différé relativement aux recouvrements latents découlant des mécanismes fiscaux liés à l'impôt en main remboursable au titre des gains en capital. Aux fins de l'impôt provincial, les gains (pertes) en capital réalisés ne sont pas imposables (déductibles).

### Bénéfice net par action ordinaire

Le bénéfice net par action ordinaire est obtenu en divisant le bénéfice net par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période.

## 4 Jugements significatifs, estimations et hypothèses

La préparation des états financiers conformément aux IFRS exige que CRCD exerce des jugements et ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés de certains actifs, passifs, produits et charges ainsi que sur l'information connexe. Des modifications apportées aux hypothèses peuvent avoir une incidence importante sur les états financiers de la période au cours de laquelle ces hypothèses ont été modifiées. CRCD estime que les hypothèses utilisées sont appropriées et que ses états financiers individuels présentent, par conséquent, une image fidèle de sa situation financière et de ses résultats.

La principale méthode comptable qui a nécessité que CRCD porte des jugements subjectifs ou complexes, souvent sur des questions de nature incertaine, concerne l'évaluation de la juste valeur des actifs et des passifs qui ne sont pas négociés sur des marchés.

## Capital régional et coopératif Desjardins

### Notes afférentes aux états financiers individuels

---

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Un jugement important est posé dans les hypothèses utilisées dans les techniques d'évaluation. Bien que, dans la mesure du possible, ces techniques fassent appel à des données observables, la juste valeur est également établie au moyen de données et d'estimations internes (données non observables) qui tiennent compte des caractéristiques propres à l'instrument financier ainsi que de tout facteur pertinent pour l'évaluation. L'utilisation de données non observables requiert le recours au jugement de la part de CRCD afin que celles-ci reflètent les hypothèses que les intervenants du marché utiliseraient pour fixer la juste valeur à partir de la meilleure information disponible dans les circonstances. CRCD considère comme des données observables les données de marché qui sont faciles à obtenir, diffusées et mises à jour périodiquement, fiables et vérifiables, non exclusives et fournies par des sources indépendantes qui sont des intervenants actifs sur le marché en question. La juste valeur reflète les conditions du marché à une date donnée et, pour cette raison, peut ne pas être représentative des justes valeurs futures.

Conformément aux exigences contenues dans le *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement* mis en place par l'Autorité des marchés financiers (AMF), CRCD a mis en œuvre divers contrôles et procédures afin de s'assurer que l'évaluation des instruments financiers est appropriée et fiable. Les évaluations sont préparées par une équipe d'évaluateurs qualifiés qui s'appuient sur un processus structuré comportant plusieurs étapes de validation et de révision. Un comité d'évaluation de portefeuille (CEP), formé majoritairement de membres qui sont des évaluateurs qualifiés indépendants, passe en revue semestriellement toute l'information pertinente concernant les évaluations du portefeuille d'investissements à impact économique québécois, afin de fournir une assurance raisonnable que le processus d'évaluation respecte les exigences réglementaires. De plus, un comité d'audit et de gestion des risques surveille le risque de non-conformité aux règles d'évaluation de portefeuille. En cas de non-conformité, le CEP en serait informé.

#### **5 Modifications comptables futures**

Il n'y a aucune norme comptable publiée par l'IASB qui n'est pas encore en vigueur au 31 décembre 2018 et qui pourrait avoir une incidence significative sur les états financiers de CRCD.

#### **6 Risques associés aux instruments financiers**

Les risques associés aux instruments financiers ayant une incidence sur la situation financière de CRCD sont discutés en détail dans les sections auditées « Risque de marché », « Risque de crédit et de contrepartie », « Risque de concentration » et « Risque de liquidité » du rapport de gestion de CRCD, qui font partie intégrante des états financiers individuels audités.

# Capital régional et coopératif Desjardins

## Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

### 7 Investissements à impact économique québécois

Le Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois peut être obtenu sur demande en écrivant au lieu d'affaires de CRCD ou en consultant son site Internet, à l'adresse [www.capitalregional.com](http://www.capitalregional.com) et sur SEDAR à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com). Ce relevé ne fait pas partie intégrante des états financiers.

<b>Au 31 décembre 2018</b>			
	<b>Coût</b> \$	<b>Gain (perte)</b> <b>non réalisé</b> \$	<b>Juste valeur</b> \$
Non garantis			
Actions ordinaires	259 388	119 218	378 606
Actions privilégiées	259 039	58 478	317 517
Parts de fonds	209 690	64 152	273 842
Prêts et avances	94 634	278	94 912
Billet <sup>(1)</sup>	1 787	(91)	1 696
Garantis			
Prêts et avances	13 720	(224)	13 496
	<b>838 258</b>	<b>241 811</b>	<b>1 080 069</b>
<b>Au 31 décembre 2017</b>			
	<b>Coût</b> \$	<b>Gain (perte)</b> <b>non réalisé</b> \$	<b>Juste valeur</b> \$
Non garantis			
Actions ordinaires	289 722	106 253	395 975
Actions privilégiées	240 059	45 611	285 670
Parts de fonds	187 192	53 351	240 543
Prêts et avances	107 225	1 087	108 312
Billet <sup>(1)</sup>	1 020	-	1 020
Garantis			
Prêts et avances	3 037	(606)	2 431
	<b>828 255</b>	<b>205 696</b>	<b>1 033 951</b>

(1) Le 28 septembre 2017, CRCD s'est engagé à investir sous la forme d'un billet, un montant maximum de 5,0 M\$ dans le fonds Desjardins - Innovatech S.E.C. (DI) qui utilisera cette somme pour effectuer des investissements à impact économique québécois. Ce billet contient une clause selon laquelle le montant à recevoir par CRCD sera équivalent à la juste valeur de l'investissement effectué par DI. Le produit reçu par DI lors d'une disposition partielle ou complète de l'investissement sera entièrement remis à CRCD et viendra réduire du même montant le billet à recevoir.

Les investissements à impact économique québécois incluent des investissements évalués en dollars américains pour une juste valeur en dollars canadiens de 40,1 M\$ (77,1 M\$ au 31 décembre 2017) et des investissements évalués en euros pour une juste valeur en dollars canadiens de 5,4 M\$ (aucun au 31 décembre 2017).

Les ententes relatives aux investissements à impact économique québécois peuvent comporter des clauses prévoyant des options de conversion et de rachat.

## Capital régional et coopératif Desjardins

### Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Les prêts et avances portent intérêt au taux moyen pondéré de 8,8 % (9,9 % au 31 décembre 2017). Pour la quasi-totalité des prêts et avances portant intérêt, le taux d'intérêt est fixe. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018, les produits d'intérêts comptabilisés selon le taux contractuel sont de 10,5 M\$ (11,9 M\$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017). La variation de la juste valeur des prêts et avances est principalement imputable aux changements du risque de crédit et, dans une moindre mesure, à l'évolution des taux exigés sur ces types de produits.

Les prêts et avances ont une durée moyenne résiduelle de 2,8 années (3,3 années au 31 décembre 2017), et la juste valeur de ces prêts et avances échéant dans moins de un an est de 19,0 M\$ (21,6 M\$ au 31 décembre 2017).

#### Répartition des investissements et des engagements par secteur d'activité

La répartition des investissements et des engagements par secteur d'activité s'établit comme suit :

<b>Au 31 décembre 2018</b>					
<b>Secteur d'activité</b>	<b>Investissements au coût \$</b>	<b>Gain (perte) non réalisé \$</b>	<b>Juste valeur \$</b>	<b>Fonds engagés mais non déboursés<sup>(1)</sup> \$</b>	<b>Engagement total \$</b>
Manufacturier	473 564	63 683	537 247	2 648	539 895
Services	138 167	117 835	256 002	200	256 202
Innovations technologiques	15 050	(3 768)	11 282	-	11 282
Fonds	211 477	64 061	275 538	189 321	464 859
<b>Total</b>	<b>838 258</b>	<b>241 811</b>	<b>1 080 069</b>	<b>192 169</b>	<b>1 272 238</b>

<b>Au 31 décembre 2017</b>					
<b>Secteur d'activité</b>	<b>Investissements au coût \$</b>	<b>Gain (perte) non réalisé \$</b>	<b>Juste valeur \$</b>	<b>Fonds engagés mais non déboursés<sup>(1)</sup> \$</b>	<b>Engagement total \$</b>
Manufacturier	440 207	86 777	526 984	15 000	541 984
Services	179 720	78 860	258 580	4 925	263 505
Innovations technologiques	20 116	(13 292)	6 824	1 000	7 824
Fonds	188 212	53 351	241 563	162 681	404 244
<b>Total</b>	<b>828 255</b>	<b>205 696</b>	<b>1 033 951</b>	<b>183 606</b>	<b>1 217 577</b>

(1) Les fonds engagés mais non déboursés n'apparaissent pas à l'actif.

## Capital régional et coopératif Desjardins

### Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

#### Fonds engagés mais non déboursés

Les fonds engagés mais non déboursés représentent les investissements qui ont déjà été convenus et pour lesquels des montants ont été engagés par CRCD, mais non encore déboursés à la date de présentation de l'information financière. Les débours futurs sont assujettis au respect de certaines conditions. En supposant que les conditions seront respectées, l'échéancier estimé des paiements exigibles au cours des prochains exercices terminés les 31 décembre est le suivant :

2019 \$	2020 \$	2021 \$	2022 \$	2023 et après \$	Total \$
79 899	31 352	26 927	28 252	25 739	192 169

#### Investissements dans les filiales et les entités associées

À la suite des analyses quantitatives et qualitatives effectuées, CRCD a déterminé qu'il détient le contrôle (filiales) ou qu'il exerce une influence notable (entités associées) sur le nombre d'entités suivant :

	Au 31 décembre 2018		Au 31 décembre 2017	
	Nombre	Juste valeur \$	Nombre	Juste valeur \$
<b>Filiales</b>				
Entreprises partenaires	9	224 056	10	237 991
<b>Entités associées</b>				
Entreprises partenaires	27	302 173	27	288 316
Fonds	10	254 324	7	220 460

L'établissement principal de ces entités est au Québec et le pays de constitution est le Canada.

Les participations dans le capital-actions des entreprises partenaires sont constituées d'actions ordinaires et d'actions privilégiées. Le pourcentage des titres de participation détenus par CRCD dans chacune de ces entreprises partenaires est de 50 % et plus pour les filiales et se situe entre 9 % et 45 % (10 % et 49 % au 31 décembre 2017) pour les entités associées. Les droits de vote sont équivalents à la proportion des intérêts détenus à l'exception d'une filiale et de trois entités associées au 31 décembre 2018 (une filiale au 31 décembre 2017). Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2018, CRCD a fait l'acquisition de quatre entités associées et a disposé de trois entités associées et d'une filiale. De plus, CRCD n'exerce plus une influence notable dans une entité associée suite à la diminution des titres de participation. Au cours de l'exercice 2018, CRCD a reçu un dividende significatif d'une filiale pour un montant de 14,6 M\$.



## Capital régional et coopératif Desjardins

### Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Au 31 décembre 2018, CRCD a investi en tant que commanditaire dans trois nouveaux fonds dans lequel il exerce une influence notable. Au 31 décembre 2018, les participations sont constituées de parts, et le pourcentage de détention varie entre 13 % et 95 % (20 % et 95 % au 31 décembre 2017).

#### 8 Autres investissements

Le Relevé des autres investissements non audité peut être obtenu sur demande en écrivant à la place d'affaires de CRCD ou en consultant son site Internet à l'adresse [www.capitalregional.com](http://www.capitalregional.com) et sur SEDAR à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com). Ce relevé ne fait pas partie intégrante des états financiers.

	Au 31 décembre 2018		
	Coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$
Obligations			
Fédérales ou garanties	286 256	1 733	287 989
Provinciales, municipales ou garanties	219 669	1 814	221 483
Institutions financières	82 312	(55)	82 257
Sociétés	50 353	(127)	50 226
	<u>638 590</u>	<u>3 365</u>	<u>641 955</u>
Instruments de marché monétaire <sup>(1)</sup>	51 166	-	51 166
Contrats de change <sup>(2)</sup>	-	(67)	(67)
Fonds d'actions canadiennes	93 188	(2 992)	90 196
Fonds d'actions mondiales	151 930	(2 640)	149 290
Fonds immobilier	93 326	3 102	96 428
	<u>1 028 200</u>	<u>768</u>	<u>1 028 968</u>

#### Répartition des obligations par échéance

	Au 31 décembre 2018			
	Moins de 1 an \$	De 1 an à 5 ans \$	Plus de 5 ans \$	Total \$
Coût	3 561	30 337	604 692	638 590
Valeur nominale	3 560	30 599	614 673	648 832
Juste valeur	3 562	30 279	608 114	641 955
Taux moyen nominal <sup>(3)</sup>	2,41 %	2,44 %	2,48 %	2,48 %
Taux moyen effectif	2,37 %	2,85 %	2,69 %	2,69 %

## Capital régional et coopératif Desjardins

### Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	<b>Au 31 décembre 2017</b>		
	<b>Coût</b>	<b>Gain (perte)</b>	<b>Juste valeur</b>
	<b>\$</b>	<b>non réalisé</b>	<b>\$</b>
		<b>\$</b>	<b>\$</b>
<b>Obligations</b>			
Fédérales ou garanties	217 460	(2 987)	214 473
Provinciales, municipales ou garanties	158 878	(1 929)	156 949
Institutions financières	83 250	(873)	82 377
Sociétés	52 113	272	52 385
	<b>511 701</b>	<b>(5 517)</b>	<b>506 184</b>
<b>Instruments de marché monétaire<sup>(1)</sup></b>	<b>33 938</b>	<b>-</b>	<b>33 938</b>
Contrats de change <sup>(2)</sup>	-	1 465	1 465
Fonds d'actions canadiennes	89 186	3 911	93 097
Fonds d'actions mondiales	143 995	10 958	154 953
Fonds immobilier	85 807	3 038	88 845
<b>Total</b>	<b>864 627</b>	<b>13 855</b>	<b>878 482</b>

#### Répartition des obligations par échéance

	<b>Au 31 décembre 2017</b>			
	<b>Moins de</b>	<b>De 1 an à</b>	<b>Plus de</b>	<b>Total</b>
	<b>1 an</b>	<b>5 ans</b>	<b>5 ans</b>	<b>\$</b>
	<b>\$</b>	<b>\$</b>	<b>\$</b>	<b>\$</b>
Coût	6 091	175 554	330 056	511 701
Valeur nominale	6 075	178 345	346 843	531 263
Juste valeur	6 104	173 783	326 297	506 184
Taux moyen nominal <sup>(3)</sup>	1,91 %	1,98 %	2,14 %	2,08 %
Taux moyen effectif	2,00 %	2,05 %	2,28 %	2,20 %

(1) Les instruments de marché monétaire sont composés de dépôts à terme, de bons du Trésor et d'obligations à coupons détachés d'une échéance originale inférieure à un an.

(2) Les contrats de change pour vendre un notionnel de 53,1 M\$ US (76,1 M\$ US au 31 décembre 2017) et un notionnel de 3,6 M€ (aucun au 31 décembre 2017) ont une échéance de trois mois.

(3) La quasi-totalité des obligations portent intérêt à taux fixe.

Les autres investissements incluent des investissements qui sont exposés aux monnaies étrangères pour une juste valeur de 137,4 M\$ (140,0 M\$ au 31 décembre 2017).

Au 31 décembre 2018, les autres investissements n'ont aucun fonds engagés mais non déboursés.

## Capital régional et coopératif Desjardins

### Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

#### 9 Juste valeur des instruments financiers

Niveaux hiérarchiques des instruments financiers évalués à la juste valeur

CRCD a catégorisé ses instruments financiers selon les trois niveaux hiérarchiques suivants :

- Niveau 1 : évaluation basée sur les cours (non ajustés) observés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;
- Niveau 2 : les données concernant l'actif ou le passif utilisées dans l'évaluation, autres que les cours du marché inclus dans les données d'entrée de niveau 1, sont observables directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des données dérivées de prix);
- Niveau 3 : les données relatives à l'actif ou au passif utilisées dans l'évaluation ne sont pas fondées sur des données observables de marché (à savoir des données non observables).

Les tableaux qui suivent présentent la répartition des évaluations à la juste valeur des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur aux bilans selon ces trois niveaux :

	<b>Au 31 décembre 2018</b>			
	<b>Niveau 1</b>	<b>Niveau 2</b>	<b>Niveau 3</b>	<b>Total</b>
	<b>\$</b>	<b>\$</b>	<b>\$</b>	<b>\$</b>
<b>Actifs financiers</b>				
Investissements à impact économique québécois	331	18 070	1 061 668	1 080 069
Autres investissements	758 973	173 567	96 428	1 028 968
Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	-	-	36 925	36 925
<b>Total des actifs financiers</b>	<b>759 304</b>	<b>191 637</b>	<b>1 195 021</b>	<b>2 145 962</b>
<b>Passifs financiers</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>4 726</b>	<b>4 726</b>

# Capital régional et coopératif Desjardins

## Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Au 31 décembre 2017			
	Niveau 1 \$	Niveau 2 \$	Niveau 3 \$	Total \$
<b>Actifs financiers</b>				
Investissements à impact économique québécois	264	-	1 033 687	1 033 951
Autres investissements	615 182	174 455	88 845	878 482
Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	-	-	14 943	14 943
<b>Total des actifs financiers</b>	<b>615 446</b>	<b>174 455</b>	<b>1 137 475</b>	<b>1 927 376</b>
<b>Passifs financiers</b>				
Billets à payer et passifs financiers	-	-	23 413	23 413

Les transferts entre les niveaux hiérarchiques des instruments financiers évalués à la juste valeur se font à la date de clôture de la période visée. Il y a eu un transfert entre les niveaux au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2018 (aucun au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2017)

### Instruments financiers classés dans le niveau 3

Les tableaux suivants présentent le rapprochement entre les soldes de début et de fin des instruments financiers classés dans le niveau 3 :

	Au 31 décembre 2018			
	Investissements à impact économique québécois \$	Autres investissements \$	Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois \$	Billets à payer et passifs financiers \$
<b>Juste valeur au 31 décembre 2017</b>	1 033 687	88 845	14 943	(23 413)
Gains (pertes) réalisés	131 086	3 126	7 395	(8 323)
Gains (pertes) non réalisés	41 303	63	-	7 270
Acquisitions/émission	175 636	48 894	16 564	-
Cessions/remboursements	(305 334)	(44 500)	(1 977)	19 740
Transfert de niveau	(14 710)	-	-	-
<b>Juste valeur au 31 décembre 2018</b>	<b>1 061 668</b>	<b>96 428</b>	<b>36 925</b>	<b>(4 726)</b>
Gains (pertes) non réalisés du résultat global sur les investissements et les passifs financiers détenus au 31 décembre 2018	82 642	1 516	-	(1 536)

# Capital régional et coopératif Desjardins

## Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Au 31 décembre 2017			
	Investissements à impact économique québécois \$	Autres investissements \$	Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois \$	Billets à payer et passifs financiers \$
<b>Juste valeur au 31 décembre 2016</b>	920 942	64 118	27 469	(25 233)
Gains (pertes) réalisés	18 432	-	291	(119)
Gains (pertes) non réalisés	61 064	1 495	-	(333)
Acquisitions/émission	176 154	23 232	179	-
Cessions/remboursements	(142 905)	-	(12 996)	2 272
<b>Juste valeur au 31 décembre 2017</b>	<b>1 033 687</b>	<b>88 845</b>	<b>14 943</b>	<b>(23 413)</b>
Gains (pertes) non réalisés du résultat global sur les investissements et les billets à payer et passifs financiers détenus au 31 décembre 2017	74 816	1 495	-	(256)

## Capital régional et coopératif Desjardins

### Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Les tableaux suivants présentent les principales techniques et les données utilisées pour évaluer la juste valeur des instruments financiers classés dans le niveau 3 :

	<b>Au 31 décembre 2018</b>			
	<b>Juste valeur \$</b>	<b>Principales techniques d'évaluation</b>	<b>Données non observables</b>	<b>Intervalles de valeurs des données (moyenne pondérée)</b>
<b>Investissements à impact économique québécois</b>				
Prêts et avances	35 025	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	De 6,7 % à 16,0 % (9,0 %)
Actions non participantes	172 649	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	De 4,5 % à 13,0 % (6,1 %)
Actions participantes majoritaires	147 662	Capitalisation des flux monétaires	Taux de capitalisation	De 8,7 % à 12,5 % (9,3 %)
			% du flux caractéristique <sup>(1)</sup>	De 7,9 % à 27,8 % (11,1 %)
	52 821	Transactions récentes et offres d'achat	Prix payé/de l'offre	-
			Actif net redressé	(2)
Actions participantes minoritaires	174 067	Capitalisation des flux monétaires	Taux de capitalisation	De 7,9 % à 21,6 % (11,1 %)
			% du flux caractéristique <sup>(1)</sup>	De 6,6 % à 49,3 % (15,9 %)
	96 912	Transactions récentes et offres d'achat	Prix payé/de l'offre	-
			Actif net redressé	(2)
	6 201	Autres <sup>(3)</sup>	-	-
Billet	1 696	Actif net redressé	Actif net du fonds	(4)
Parts de fonds	<u>273 842</u>	Actif net redressé	Actif net du fonds	(2)
	<u>1 061 668</u>			
<b>Autres investissements – Fonds immobilier</b>	96 428	Actif net redressé	Actif net du fonds	(2)
<b>Montant à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois</b>	36 925	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	De 0,5 % à 9,0 % (5,7 %)
<b>Passifs financiers</b>	(4 726)	Diverses	-	

# Capital régional et coopératif Desjardins

## Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	<b>Au 31 décembre 2017</b>			
	<b>Juste valeur \$</b>	<b>Principales techniques d'évaluation</b>	<b>Données non observables</b>	<b>Intervalles de valeurs des données (moyenne pondérée)</b>
<b>Investissements à impact économique québécois</b>				
Prêts et avances	32 201	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	De 6,8 % à 17,1 % (8,8 %)
Actions non participantes	155 232	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	De 4,4 % à 12,1 % (5,2 %)
Actions participantes majoritaires	201 031	Capitalisation des flux monétaires	Taux de capitalisation	De 7,7 % à 9,6 % (8,6%)
			% du flux caractéristique <sup>(1)</sup>	De 7,5 % à 26,2 % (14,9%)
	13 150	Transactions récentes et offres d'achat	Prix payé/ de l'offre	-
			Actif net redressé	- (2)
Actions participantes minoritaires	139 426	Capitalisation des flux monétaires	Taux de capitalisation	De 7,1 % à 20,5 % (10,2%)
			% du flux caractéristique <sup>(1)</sup>	De 3,1 % à 38,7 % (15,5%)
	186 685	Transactions récentes et offres d'achat	Prix payé/ de l'offre	-
			Actif net redressé	- (2)
	6 316	Autres <sup>(3)</sup>	-	-
Billet	1 020	Actif net redressé	Actif net du fonds	- (4)
Parts de fonds	<u>240 543</u>	Actif net redressé	Actif net du fonds	- (2)
	<u>1 033 687</u>			
<b>Autres investissements – Fonds immobilier</b>	88 845	Actif net redressé	Actif net du fonds	- (2)
<b>Montant à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois</b>	14 943	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	De 0,5 % à 10,0 % (7,9 %)
<b>Billets à payer et passifs financiers</b>	(23 413)	Diverses	-	-

(1) En raison des tailles très variées des entités composant le portefeuille, le flux caractéristique est présenté en pourcentage des ventes.

(2) En raison des tailles très variées des entités et des fonds composant le portefeuille, aucun intervalle de valeur des données n'est présenté pour l'actif net de l'entité ou du fonds.

(3) Les autres techniques d'évaluation regroupent notamment les méthodes de la valeur de transaction escomptée, de la valeur de rachat et de la valeur de liquidation.

(4) Le billet à recevoir est lié à un investissement à impact économique québécois effectué dans un fonds.

## Capital régional et coopératif Desjardins

### Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Les principales techniques d'évaluation utilisées pour les actions participantes tiennent compte des investissements faits dans une même entité sous forme de prêts et avances ainsi que d'actions non participantes. Conséquemment, la juste valeur des actions participantes inclut ces investissements mixtes.

#### *Sensibilité de la juste valeur aux données non observables*

Bien que CRCD considère que les estimations de la juste valeur retenues aux fins des états financiers individuels sont appropriées, l'utilisation d'hypothèses différentes liées aux données non observables pourrait amener des résultats différents.

#### *Prêts et avances, actions non participantes – Actualisation des flux monétaires*

De façon générale, une augmentation (diminution) du taux de rendement exigé prise de façon isolée entraîne une diminution (augmentation) de la juste valeur. CRCD juge que l'effet de la substitution d'une ou de plusieurs hypothèses raisonnablement possibles pourrait entraîner une variation du taux de rendement exigé de l'ordre de 0,5 %. Une telle variation du taux de rendement exigé n'aurait toutefois aucune incidence directe significative sur la juste valeur des prêts et avances et des actions non participantes.

#### *Actions participantes – Capitalisation des flux monétaires*

Dans le cadre de l'évaluation d'un investissement donné, le recours à des hypothèses différentes liées aux deux données non observables, soit le flux monétaire caractéristique et le taux de capitalisation, pourrait entraîner une augmentation ou une diminution de la juste valeur de cet investissement. Toutefois, il existe des interrelations entre ces deux données non observables. En effet, l'utilisation d'hypothèses différentes liées à l'une de ces données entraîne généralement une révision des hypothèses sous-jacentes à l'autre donnée, limitant ainsi l'incidence sur la juste valeur.

En pratique, CRCD détermine un intervalle des justes valeurs acceptables pour chacun des investissements évalués, et le milieu de celui-ci est généralement retenu aux fins de présentation aux états financiers. En additionnant chacun de ces intervalles, l'écart cumulatif entre le haut ou le bas de l'intervalle des justes valeurs acceptables et la juste valeur retenue de l'investissement exprimé en pourcentage de l'actif net de CRCD est de l'ordre de :

	Au 31 décembre 2018 \$	Au 31 décembre 2017 \$
Actions participantes majoritaires	+/- 0,2 %	+/- 0,3 %
Actions participantes minoritaires	+/- 0,3 %	+/- 0,3 %

CRCD est d'avis que le fait de modifier les deux données non observables pour refléter d'autres hypothèses raisonnablement possibles pour chacun des investissements évalués pris individuellement devrait avoir une incidence plus limitée que ce pourcentage sur l'actif net de CRCD.

#### *Actions participantes – Transactions récentes et offres d'achat*

Selon ces techniques, la juste valeur des actions participantes est fondée sur une donnée observable, soit le prix d'une transaction récente négociée entre des parties non liées ou le prix d'une offre d'achat reçue. CRCD doit porter un jugement pour déterminer si cette transaction récente est encore représentative de la juste valeur à la date d'évaluation ou si cette offre est sérieuse et crédible. Il peut



## Capital régional et coopératif Desjardins

### Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

aussi, au besoin, apporter certains ajustements jugés nécessaires, introduisant ainsi des données non observables dans l'établissement de la juste valeur. Le montant des ajustements est généralement peu significatif comparativement au prix de la transaction retenue ou de l'offre d'achat auquel ils se rapportent. CRCD considère que la juste valeur qu'il aurait pu obtenir en utilisant des hypothèses différentes et raisonnablement possibles dans l'établissement des données non observables n'aurait pas été significativement différente de celle retenue.

#### *Parts de fonds – Actif net redressé*

Selon cette technique, la juste valeur des parts de fonds est fondée sur une donnée observable, soit l'actif net présenté aux plus récents états financiers audités de chaque fonds détenu et ajusté au besoin pour tenir compte des acquisitions ou des cessions de parts que CRCD a effectuées entre la date des états financiers de chacun de ces fonds et la date d'évaluation. Dans certaines circonstances, CRCD doit apporter certains autres ajustements qui font davantage appel au jugement. CRCD considère que la juste valeur qu'il aurait pu obtenir en utilisant des hypothèses différentes et raisonnablement possibles dans l'établissement des données non observables n'aurait pas été significativement différente de celle retenue.

#### *Autres techniques d'évaluation*

La juste valeur des actifs évalués selon d'autres techniques étant limitée, CRCD considère que la juste valeur qu'il aurait pu obtenir en utilisant des hypothèses différentes et raisonnablement possibles dans l'établissement des données non observables n'aurait pas été significativement différente de celle retenue.

## 10 Immobilisations incorporelles

	<u>Développement informatique</u>	
	<u>Au 31 décembre</u>	<u>Au 31 décembre</u>
	<u>2018</u>	<u>2017</u>
	<u>\$</u>	<u>\$</u>
Coût	1 096	-
Cumul des amortissements	(73)	-
Valeur comptable nette	<u>1 023</u>	<u>-</u>
<b>Variation de l'exercice</b>		
Valeur comptable nette au début	-	-
Acquisition	1 096	-
Amortissement	(73)	-
Valeur comptable nette à la fin	<u>1 023</u>	<u>-</u>

## Capital régional et coopératif Desjardins

### Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

#### 11 Comptes débiteurs

	Au 31 décembre 2018 \$	Au 31 décembre 2017 \$
Intérêts, dividendes et distributions à recevoir sur les investissements	8 033	20 240
Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	36 925	14 943
Autres	1 023	886
	45 981	36 069

La variation de la juste valeur des montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois n'est pas imputable aux changements du risque de crédit. Ces montants à recevoir incluent des montants libellés en dollars américains pour une somme de 30,5 M\$ (13,6 M\$ au 31 décembre 2017).

Selon les informations disponibles à la date de clôture et les hypothèses posées sur le moment du recouvrement, CRCDD s'attend à recouvrer des comptes débiteurs d'une valeur de 26,2 M\$ (32,6 M\$ au 31 décembre 2017) au plus tard dans les 12 mois suivant la date de clôture.

#### 12 Trésorerie et équivalents de trésorerie

	Au 31 décembre 2018 \$	Au 31 décembre 2017 \$
Encaisse	12 428	12 305
Instruments de marché monétaire	28 825	17 133
	41 253	29 438

#### 13 Billets à payer et passifs financiers

Le 30 novembre 2010, CRCDD a acquis de Desjardins Capital de risque, S.E.C. (DCR), une filiale de la Fédération des caisses Desjardins du Québec (FCDQ), des investissements à impact économique québécois d'une juste valeur de 17,6 M\$ en contrepartie de billets ayant une valeur initiale équivalente. Chaque billet à payer était lié à un des investissements acquis et contenait une clause selon laquelle le montant à payer est ajusté en fonction des sommes encaissées par CRCDD lors de la cession de l'investissement lié. Au cours de l'exercice, un billet a été payé pour un montant de 1,2 M\$ suite à la disposition de l'investissement sous-jacent. Par la suite, une

## Capital régional et coopératif Desjardins

### Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Convention relative au règlement final des titres sous-jacents aux billets à payer entre CRCD et DCR a été signée le 30 mai 2018. Le solde des billets a donc été payé pour un montant total de 18,5 M\$. Au 31 décembre 2018, il n'y a plus de billets à payer.

Les passifs financiers sont des montants que CRCD aurait à verser en vertu d'ententes contractuelles et dont la juste valeur est déterminée en fonction de l'évolution de la juste valeur de certains investissements à impact économique québécois sous-jacents.

Au 31 décembre 2018, CRCD détenait des passifs financiers d'une juste valeur de 4,7 M\$ qui sont liés à des investissements à impact économique québécois évalués en dollars américains (21,2 M\$ au 31 décembre 2017 incluant les billets à payer ainsi que les passifs financiers).

Le paiement des passifs financiers est directement lié à l'encaissement de sommes relatives à la cession de certains investissements à impact économique québécois. Étant donné que le moment de l'encaissement de ces sommes dépend d'événements futurs ou de la réalisation de certaines conditions, CRCD n'est pas en mesure de déterminer la période à laquelle il payera ses passifs financiers. Par contre, puisque le paiement de ceux-ci se fait généralement à la suite de l'encaissement des sommes, le risque de liquidité est faible.

#### 14 Comptes créditeurs

	Au 31 décembre 2018 \$	Au 31 décembre 2017 \$
Comptes fournisseurs et charges à payer	6 282	6 269
Autres	37	5 175
	<hr/>	<hr/>
	6 319	11 444

CRCD s'attend à payer les comptes créditeurs au plus tard dans les 12 mois suivant la date de clôture.

#### 15 Marge de crédit

CRCD dispose d'une marge de crédit autorisée de 50 M\$ auprès de la FCDQ. Ce crédit bancaire porte intérêt au taux de crédit d'exploitation de la FCDQ majoré de 0,5 %. Cette marge est garantie par des instruments de marché monétaire et des titres obligataires présentés dans les autres investissements et est renouvelable annuellement. Aux 31 décembre 2018 et 2017, aucun montant n'était prélevé sur cette marge de crédit. De plus, cette marge de crédit n'a pas été utilisée au cours des exercices 2018 et 2017.

## Capital régional et coopératif Desjardins

### Notes afférentes aux états financiers individuels

---

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

#### 16 Capital-actions

##### Autorisé

CRCD est autorisé à émettre des actions ordinaires et des fractions d'action ordinaire, sans valeur nominale, participantes, avec droit de vote et droit d'élire deux représentants au conseil d'administration, rachetables sous réserve de certaines conditions prévues par la Loi, de façon à ce que le capital s'accroisse d'au plus 150 M\$ par année.

La Loi prévoit qu'à compter de la période de capitalisation qui suivra celle à la fin de laquelle CRCD aura atteint, pour la première fois, une capitalisation d'au moins 1,25 milliard de dollars, CRCD pourra recueillir, par période de capitalisation, le moins élevé des montants de 150 M\$ et de celui correspondant à la réduction du capital versé attribuable à l'ensemble des actions et des fractions d'actions qui auront été rachetées ou achetées de gré à gré par CRCD au cours de la période de capitalisation précédente.

Chaque période de capitalisation, d'une durée de 12 mois, débute le 1<sup>er</sup> mars de chaque année. Un impôt spécial est payable par CRCD en cas de non-respect de ces limites et des mécanismes de contrôle ont été mis en place afin d'en assurer le respect.

Au 28 février 2014, CRCD a atteint son plafond de capitalisation. Malgré les dispositions de sa loi constitutive, le ministre des Finances du Québec, a autorisé CRCD à recueillir un montant maximal de 135 M\$ pour chacune des périodes de capitalisation s'échelonnant du 1<sup>er</sup> mars 2016 au 28 février 2017 et du 1<sup>er</sup> mars 2017 au 28 février 2018. Dans son Discours sur le budget prononcé le 27 mars 2018, un montant maximal de 140 M\$ a été autorisé pour chacune des périodes de capitalisation commençant les 1<sup>er</sup> mars 2018, 2019 et 2020. Le taux du crédit d'impôt provincial octroyé par le gouvernement du Québec pour l'acquisition d'actions est fixé à 40 % jusqu'au 28 février 2018 et à 35 % à compter du 1<sup>er</sup> mars 2018.

Afin de permettre au plus grand nombre d'actionnaires possible d'acquérir des actions de CRCD, le montant maximal alloué par investisseur pour chacune des émissions 2017 et 2018 a été fixé à 3 000 \$.

CRCD est tenu de payer des frais d'émission d'actions. Ceux-ci sont présentés en diminution du capital-actions, déduction faite des impôts. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018, les frais d'émission d'actions s'élèvent à 2,5 M\$ (2,4 M\$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017).

## Capital régional et coopératif Desjardins

### Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

#### Émis

L'actif net de CRCD au 31 décembre 2018 s'élève à 2 168,8 M\$ et se répartit par émission comme suit :

Émission	Solde* M\$	Rachat possible à compter de
2001	29,2	2008
2002	80,4	2009
2003	40,7	2010
2004	50,6	2011
2005	56,0	2012
2006	54,4	2013
2007	75,5	2014
2008	123,6	2015
2009	159,0	2016
2010	175,4	2017
2011	194,9	2018
2012	205,7	2019
2013	198,3	2020
2014	80,4	2021
2015	189,4	2022
2016	199,5	2024
2017	149,9	2024
2018	145,9	2025
<b>L'actif net</b>	<b>2 168,8</b>	

\* Calculé à la valeur de l'actif net par action au 31 décembre 2018. La section grise représente le solde des actions admissibles au rachat au 31 décembre 2018, soit 1 039,7 M\$.

## Capital régional et coopératif Desjardins

### Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

#### Modalités de rachat

Une action ordinaire ou une fraction d'action ordinaire n'est rachetable par CRCD que dans les cas suivants :

- À la demande de la personne qui l'a acquise de CRCD depuis au moins sept ans;
- À la demande d'une personne à qui une telle action ou fraction d'action a été dévolue par succession;
- À la demande de la personne qui l'a acquise de CRCD si elle lui en fait la demande par écrit dans les 30 jours suivant la date de souscription;
- À la demande d'une personne qui l'a acquise de CRCD si elle est déclarée atteinte d'une invalidité mentale ou physique grave et permanente, qui la rend inapte à poursuivre son travail.

De plus, CRCD pourra acheter de gré à gré une action ordinaire ou une fraction d'action ordinaire dans les cas où la mesure est prévue par une politique adoptée par le conseil d'administration et approuvée par le ministre des Finances du Québec.

Le prix de rachat des actions ordinaires est fixé deux fois l'an, à des dates distantes de six mois, par le conseil d'administration de CRCD, sur la base de la valeur de CRCD déterminée selon les états financiers audités.

#### Crédit d'impôt

L'achat d'actions de CRCD donne droit à l'investisseur de recevoir un crédit d'impôt non remboursable, applicable à l'impôt du Québec seulement, qui est établi comme suit :

- Pour les achats avant le 24 mars 2006 : crédit d'impôt de 50 %;
- Pour les achats du 24 mars 2006 au 9 novembre 2007 : crédit d'impôt de 35 %;
- Pour les achats du 10 novembre 2007 au 28 février 2014 : crédit d'impôt de 50 %;
- Pour les achats du 1<sup>er</sup> mars 2014 au 29 février 2016 : crédit d'impôt de 45 %;
- Pour les achats du 1<sup>er</sup> mars 2016 au 28 février 2018 : crédit d'impôt de 40 %;
- Pour les achats à compter du 1<sup>er</sup> mars 2018 : crédit d'impôt de 35 %.

Un investisseur qui retire une partie ou la totalité de ses actions dans le cadre d'un rachat après sept ans de détention ne pourra plus se prévaloir du crédit d'impôt pour toute souscription dont le crédit d'impôt serait applicable à l'année d'imposition en cours ou à une année d'imposition subséquente.

Dans son budget du 27 mars 2018, le gouvernement provincial a annoncé de nouvelles dispositions concernant la possibilité de profiter d'un nouveau crédit d'impôt pour un actionnaire qui repousserait de sept ans le rachat de ses actions admissibles. En effet, le gouvernement du Québec a autorisé CRCD, pour trois ans seulement, à procéder à l'échange ses actions actuelles vers de nouvelles actions pour une valeur maximale annuelle de 100 M\$. Ces nouvelles dispositions permettent aux actionnaires de CRCD n'ayant jamais

## Capital régional et coopératif Desjardins

### Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

procédé à un rachat d'échanger leurs actions actuelles, jusqu'à une valeur de 15 000 \$ annuellement, vers une nouvelle catégorie d'actions qu'ils devront également détenir pendant sept ans, et ce, en contrepartie d'un crédit d'impôt provincial de 10 % des sommes échangées. Ces dispositions ont été mises en place à l'automne 2018 et l'acceptation des demandes d'échange pour l'année d'imposition 2018 a eu lieu en février 2019.

#### 17 Information concernant le capital

L'objectif de CRCDD dans la gestion du capital est d'assurer la disponibilité de liquidités suffisantes pour effectuer des investissements conformément à sa mission et faire face aux demandes de rachat d'actions par les actionnaires. Le capital de CRCDD est composé de l'actif net.

CRCDD n'est pas assujéti à des exigences externes concernant son capital autres que celles régissant l'émission et le rachat de ses actions, tel qu'il est mentionné à la note 16.

CRCDD a comme politique de réinvestir les bénéfices générés par ses opérations et de ne pas verser de dividendes à ses actionnaires, afin d'augmenter son capital disponible à l'investissement et de créer une plus-value pour les actions.

#### 18 Charges

	2018 \$	2017 \$
<b>Autres frais d'exploitation</b>		
Frais informatiques	2 205	2 991
Honoraires pour services professionnels	420	446
Rémunération des membres du conseil d'administration et de ses comités	618	673
Honoraires d'audit	186	187
Frais de garde et rémunération du fiduciaire	110	109
Marketing	890	182
Autres charges	303	458
	4 732	5 046
<b>Services aux actionnaires</b>		
Frais de fiduciaire (registrariat)	2 112	1 827
Communication de l'information aux actionnaires	442	583
Honoraires de distributions	393	783
Frais informatiques	2 950	-
Autres charges	408	170
	6 305	3 363

# Capital régional et coopératif Desjardins

## Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

### 19 Impôts sur le bénéfice

#### Charge d'impôts sur le bénéfice

Les impôts sur le bénéfice se détaillent comme suit :

	2018		2017	
	États individuels du résultat global \$	États individuels des variations de l'actif net \$	États individuels du résultat global \$	États individuels des variations de l'actif net \$
Exigibles	1 101	(1 185)	1 722	(1 087)
Différés	2 977	(472)	1 180	(491)
	4 078	(1 657)	2 902	(1 578)

#### Rapprochement du taux d'imposition

Le taux réel d'imposition sur le bénéfice diffère du taux de base pour les raisons suivantes :

	2018 \$	2017 \$
Impôts selon le taux d'imposition de base combiné de 39,7 % (39,8% en 2017)	71 052	46 032
Écarts permanents entre le bénéfice avant impôts et le revenu imposable et autres éléments		
Pertes (gains) réalisés et non réalisés sur investissements	(54 906)	(35 416)
Dividendes non imposables	(11 515)	(7 576)
Autres	(553)	(138)
	4 078	2 902



## Capital régional et coopératif Desjardins

### Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

#### Solde d'impôts sur le bénéfice

Les impôts sur le bénéfice comptabilisés aux bilans se détaillent comme suit :

	Au 31 décembre 2018 \$	Au 31 décembre 2017 \$
<b>Actif</b>		
Impôts en main remboursables	26 477	14 277
Impôts sur le bénéfice à recouvrer	-	5 347
	<u>26 477</u>	<u>19 624</u>
<b>Passif</b>		
Impôts différés – frais d'émission	2 902	2 430
Impôts différés – autres	(5 639)	(2 662)
Impôts sur le bénéfice à payer	(12 360)	-
	<u>(15 097)</u>	<u>(232)</u>

CRCD s'attend à recouvrer 3,5 M\$ (8,3 M\$ au 31 décembre 2017) d'impôts sur le bénéfice au plus tard dans les 12 mois suivant la date de clôture.

## 20 Informations relatives aux parties liées

Les parties liées à CRCD comprennent Gestion Desjardins Capital inc. (DC), son gestionnaire qui est une filiale de la FCDQ et qui fait partie du Mouvement des caisses Desjardins. CRCD est donc indirectement lié au Mouvement des caisses Desjardins. Les parties liées incluent également les principaux dirigeants de CRCD.

- CRCD a retenu les services de DC et l'a mandaté pour qu'il assure la gestion et l'exploitation complète de CRCD, conformément aux stratégies et aux objectifs approuvés par le conseil d'administration. La convention de gestion actuelle d'une durée de trois ans est en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018. En vertu de cette convention et celle effective pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017, les frais de gestion sont équivalant à un taux maximum de 1,95 % de la valeur moyenne annuelle des actifs de CRCD, déduction faite de tout passif relatif aux investissements à impact économique québécois et aux autres investissements. Un ajustement aux frais de gestion de CRCD est apporté afin d'éviter la double facturation liée à la participation de CRCD dans certains fonds. DC et CRCD ont convenu que, pour un exercice donné, un ajustement pourrait également être apporté afin de permettre à CRCD de bénéficier d'économies d'échelle réalisées par DC liées à la croissance des actifs de CRCD ainsi qu'à l'augmentation, au cours des dernières années, du solde des actions de CRCD admissibles au rachat. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018, un tel ajustement à la baisse de 14,3 M\$ (6,6 M\$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017) a été apporté. Les honoraires de négociation provenant des entreprises en portefeuille sont gagnés par DC, et les frais de gestion que CRCD doit payer sont diminués d'un montant équivalent.

## Capital régional et coopératif Desjardins

### Notes afférentes aux états financiers individuels

---

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

- CRCD a confié à Fiducie Desjardins inc. le mandat de tenir ses registres d'actionnaires et de transferts des actions. Celle-ci agit aussi comme intermédiaire pour divers services de soutien aux actionnaires et représente, depuis le début des activités de CRCD, la principale composante de la charge à l'égard des services rendus aux actionnaires. Cette convention est en vigueur du 1<sup>er</sup> juillet 2016 jusqu'au 31 décembre 2020.
- CRCD a confié la garde de valeur de ses actifs à Fiducie Desjardins inc. Le contrat de garde et d'administration est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 2009 et se termine le 31 décembre 2020.
- CRCD a confié à la FCDQ l'encadrement des activités relatives à la distribution de ses actions dans le réseau des caisses Desjardins. Cette convention est en vigueur du 1<sup>er</sup> juillet 2016 jusqu'au 31 décembre 2020. Également, CRCD s'est engagé à verser, si requis, des honoraires de projets afin de réaliser les travaux pour faire évoluer les outils et les applications supportant le processus de distribution des actions de CRCD.
- CRCD a confié au réseau des caisses Desjardins des activités relatives à la distribution de ses actions.
- CRCD a confié à la FCDQ, ses opérations bancaires liées à ses activités quotidiennes et le rôle de contrepartiste pour les contrats de change.
- CRCD a confié à Valeurs mobilières Desjardins le rôle de courtier de plein exercice. Son travail consiste à être intermédiaire pour les ventes et les achats des actions transigées sur des marchés publics.
- CRCD a confié à Groupe Technologies Desjardins sa stratégie de développement des technologies de l'information (plan directeur TI), notamment avec l'évolution de son logiciel de gestion des investissements.
- Dans son portefeuille des autres investissements, CRCD détient des titres émis par la FCDQ.



## **Capital régional et coopératif Desjardins**

Relevé audité du coût des investissements  
à impact économique québécois  
**Au 31 décembre 2018**



## Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de Capital régional et coopératif Desjardins

### Notre opinion

À notre avis, le relevé du coût des investissements à impact économique québécois (« Relevé du Coût ») ci-joint de Capital régional et coopératif Desjardins (« CRCO ») au 31 décembre 2018 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de l'article 18 du *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement*.

### Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit du Relevé du Coût » du présent rapport.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

### Indépendance

Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit du Relevé du Coût au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

### Observations – Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la note afférente au Relevé du Coût, qui décrit la méthode de comptabilité appliquée. Le Relevé du Coût a été préparé afin de se conformer aux dispositions de l'article 18 du *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement*. En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

### Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard du Relevé du Coût.

La direction est responsable de la préparation du Relevé du Coût conformément aux dispositions de l'article 18 du *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement*, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation du Relevé du Coût, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.  
1250, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 2500, Montréal (Québec) Canada H3B 4Y1  
Tél. : +1 514 205-5000, Téléc. : +1 514 876-1502, [www.pwc.com/ca/fr](http://www.pwc.com/ca/fr)



---

### *Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit du Relevé du Coût*

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que le Relevé du Coût pris dans son ensemble est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs du Relevé du Coût prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que le Relevé du Coût comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans le Relevé du Coût au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;



Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes, s'il y a lieu.

*PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.<sup>1</sup>*

Montréal (Québec)  
Le 14 février 2019

---

<sup>1</sup> CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A111799

# Capital régional et coopératif Desjardins

## Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois

### Au 31 décembre 2018

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts, avances et billets \$	Prêts, avances et billets \$	
<b>Abitibi-Témiscamingue</b>						
Norbell Électrique inc.	2010	S	-	28	-	28
Trim Line de l'Abitibi inc.	2009	S	125	-	-	125
<b>Total Abitibi-Témiscamingue</b>			125	28	-	153
<b>Bas-Saint-Laurent</b>						
2862-2272 Québec inc. (Quincaillerie Home Hardware Rimouski)	2018	S	-	181	-	181
Domaine Élie-Raphaël inc.	2018	S	-	550	-	550
<b>Total Bas-Saint-Laurent</b>			-	731	-	731
<b>Capitale-Nationale</b>						
Boutique Le Pentagone inc.	2008	S	2 951	-	-	2 951
Groupe conseil NOVO SST inc.	2013	S	750	983	-	1 733
Groupe Gecko Alliance inc.	2016	M	14 772	4 412	-	19 184
Jobillico inc.	2015	S	1 020	5 980	-	7 000
<b>Total Capitale-Nationale</b>			19 493	11 375	-	30 868
<b>Centre-du-Québec</b>						
Avjet Holding inc.	2009	S	3 732	583	-	4 315
CBR Laser inc.	2012	M	-	11 796	-	11 796
Citadelle, Coopérative de producteurs de sirop d'érable	2016	M	7 500	-	-	7 500
Farinart inc.	2010	M	250	-	-	250
Fruit d'or inc.	2018	M	20 000	-	-	20 000
Groupe Anderson inc.	2007	M	3 740	-	-	3 740
<b>Total Centre-du-Québec</b>			35 222	12 379	-	47 601
<b>Chaudière - Appalaches</b>						
C.I.F. Métal Itée	2005	M	1 008	-	-	1 008
Cycles Lambert inc.	2018	S	-	-	3 800	3 800
Groupe Filgo inc.	2012	S	11 988	-	-	11 988
Groupe Industries Fournier inc.	2013	M	17 000	2 492	-	19 492
Hortau inc.	2010	M	2 168	-	-	2 168
Industries Amisco Itée (Les)	2018	M	17 220	20 000	-	37 220
Marquis Imprimeur inc.	2007	M	2 850	850	-	3 700
<b>Total Chaudière - Appalaches</b>			52 234	23 342	3 800	79 376



# Capital régional et coopératif Desjardins

## Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois

### Au 31 décembre 2018

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts, avances et billets \$	Prêts, avances et billets \$	
<b>Estrie</b>						
Coopérative funéraire de l'Estrie	2006	S	-	350	-	350
Engrenages Sherbrooke inc. (Les)	2013	M	-	163	-	163
Exo-s-inc.	2012	M	20 572	2 688	-	23 260
FilSpec inc.	2004	M	1 291	-	-	1 291
Forages Technic-Eau inc.	2017	M	12 561	4 417	-	16 978
Imprimerie Préci-Grafik inc.	2009	M	1 500	526	-	2 026
Kemestrie inc.	2010	IT	528	-	-	528
<b>Total Estrie</b>			<b>36 452</b>	<b>8 144</b>	<b>-</b>	<b>44 596</b>
<b>Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine</b>						
Les Entreprises Leblanc 3 inc.	2018	S	-	500	-	500
<b>Total Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine</b>			<b>-</b>	<b>500</b>	<b>-</b>	<b>500</b>
<b>Hors Canada</b>						
Pharmaxis Itée	2010	IT	2 360	-	-	2 360
<b>Total Hors Canada</b>			<b>2 360</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2 360</b>
<b>Lanaudière</b>						
Groupe Composites VCI inc.	2007	M	2 250	-	-	2 250
Technologies Xpertdoc inc.	2018	S	3 000	1 000	-	4 000
<b>Total Lanaudière</b>			<b>5 250</b>	<b>1 000</b>	<b>-</b>	<b>6 250</b>
<b>Mauricie</b>						
Classement Luc Beaudoin inc. (9289-8907 Qc inc.)	2013	S	-	329	-	329
Innovations Voltflex inc.	2006	M	17	-	-	17
<b>Total Mauricie</b>			<b>17</b>	<b>329</b>	<b>-</b>	<b>346</b>
<b>Montérégie</b>						
9523383 Canada inc. (C.A.T.)	2016	S	8 224	-	-	8 224
A. & D. Prévost inc.	2011	M	10 880	6 042	-	16 922
A.T.L.A.S. Aéronautique inc.	2010	M	6 000	-	-	6 000
Agropur Coopérative	2014	M	74 947	-	-	74 947
Câbles Ben-Mor inc. (Les)	2009	M	-	1 582	-	1 582
Groupe Atis inc.	2015	M	34 231	1 741	-	35 972
Groupe Norbec inc.	2017	M	7 450	1 600	-	9 050
Groupe Nutri inc.	2018	M	-	5 000	-	5 000
Industries Spectra Premium inc. (Les)	2006	M	1 793	-	-	1 793
Investissements Brasco inc.	2009	M	-	674	-	674
Mirazed inc.	2007	M	-	-	1 259	1 259
NSE Automatech inc.	2013	M	2 640	-	-	2 640
Systèmes Architecturaux Unicel	2017	M	6 000	2 263	-	8 263
Valtech Fabrication inc.	2017	M	15 300	6 000	-	21 300
Volaille Novo inc.	2017	M	1 700	-	500	2 200
<b>Total Montérégie</b>			<b>169 165</b>	<b>24 902</b>	<b>1 759</b>	<b>195 826</b>

# Capital régional et coopératif Desjardins

## Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois

### Au 31 décembre 2018

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts, avances et billets \$	Prêts, avances et billets \$	
<b>Montréal</b>						
9381-4077 Québec inc.	2018	M	-	-	3 732	3 732
Agence 360 inc.	2016	S	9 950	-	-	9 950
Agriculture Concentric inc.	2018	M	2 468	-	-	2 468
Arbell Electronics inc.	2008	S	1 250	153	20	1 423
Courchesne, Larose ltée	2015	M	-	6 948	-	6 948
Emballages Deltapac inc. (Les)	2005	M	42	-	-	42
Emovi inc.	2018	IT	-	-	520	520
Entreprise Nexmoov inc.	2018	IT	-	518	-	518
Groupe Alithya inc.	2015	S	22 217	-	-	22 217
Groupe API inc.	2009	S	-	4	-	4
Groupe Solotech inc.	2013	S	26 812	-	-	26 812
Keatext inc.	2018	IT	-	1 028	-	1 028
La Coop fédérée	2005	M	80 000	-	-	80 000
Motorleaf (9337-4791 Québec inc.)	2018	IT	866	-	-	866
Mylo Financial Technologies inc.	2017	IT	1 000	1 000	-	2 000
nGUVU Technologies inc.	2018	IT	-	251	-	251
Ni2 inc.	2017	IT	5 000	-	-	5 000
Optina Diagnostiques inc.	2018	IT	868	-	-	868
Phildan inc.	2015	M	8 250	-	-	8 250
Potloc inc.	2018	IT	-	791	-	791
Rekruti Solutions inc.	2018	IT	-	314	-	314
SPB Solutions inc.	2016	M	-	-	1 000	1 000
Systèmes Médicaux Thoraciques Thorasys inc.	2018	IT	-	526	-	526
Télécon inc.	2011	S	30 791	-	-	30 791
<b>Total Montréal</b>			<b>189 514</b>	<b>11 533</b>	<b>5 272</b>	<b>206 319</b>
<b>Nord-du-Québec</b>						
Maple Gold Mines Ltd.	2018	M	150	-	-	150
<b>Total Nord-du-Québec</b>			<b>150</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>150</b>
<b>Outaouais</b>						
Agrisoma Biosciences inc.	2018	IT	-	-	2 008	2 008
<b>Total Outaouais</b>			<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2 008</b>	<b>2 008</b>
<b>Saguenay-Lac-Saint-Jean</b>						
9366-5099 Québec inc. (La Voie maltée - Laurier)	2018	S	-	-	525	525
Groupe Canmec inc.	2004	M	7 014	-	-	7 014
Nokamic inc.	2010	M	-	-	356	356
Produits sanitaires Lépine inc. (Les)	2010	M	1 431	-	-	1 431
Senneco inc.	2013	S	-	371	-	371
<b>Total Saguenay-Lac-Saint-Jean</b>			<b>8 445</b>	<b>371</b>	<b>881</b>	<b>9 697</b>

## Capital régional et coopératif Desjardins

### Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois

#### Au 31 décembre 2018

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds	Prêts, avances et billets	Prêts, avances et billets	
<b>Fonds</b>						
Capital croissance PME s.e.c. II	2014	F	85 398	-	-	85 398
Desjardins - Innovatech S.E.C.	2005	F	42 704	1 787	-	44 491
Desjardins Capital PME s.e.c.	2018	F	30 400	-	-	30 400
Desjardins Capital Transatlantique S.E.C.	2018	F	5 084	-	-	5 084
FIER Partenaires, s.e.c.	2005	F	4 412	-	-	4 412
Fonds de transfert d'entreprise du Québec, s.e.c.	2011	F	1 954	-	-	1 954
Fonds d'investissement Luge I, S.E.C.	2018	F	100	-	-	100
Fonds d'investissement MSBI, s.e.c.	2004	F	5 035	-	-	5 035
Fonds d'investissement pour la relève agricole (FIRA)	2011	F	9 393	-	-	9 393
Fonds Ecofuel I S.E.C.	2018	F	363	-	-	363
Siparex Transatlantique - Fonds Professionnel de Capital Investissement	2018	F	1 116	-	-	1 116
Société en commandite Essor et Coopération	2013	F	22 743	-	-	22 743
Société en commandite RVOMTL17	2017	F	988	-	-	988
<b>Total Fonds</b>			<b>209 690</b>	<b>1 787</b>	<b>-</b>	<b>211 477</b>
<b>Total au coût</b>			<b>728 117</b>	<b>96 421</b>	<b>13 720</b>	<b>838 258</b>

**Légende par secteur d'activité**

M: Manufacturier

S: Services

IT: Innovations technologiques

F: Fonds

Le relevé du coût des investissements à impact économique québécois est préparé conformément aux dispositions de l'article 18 du règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement. Ce relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois fournit le détail par entreprise partenaire des sommes investies par Capital régional et coopératif Desjardins. Ce montant apparaît à la note 7 des états financiers de CRCD au 31 décembre 2018.

## **Capital régional et coopératif Desjardins**

Relevé des autres investissements  
**Au 31 décembre 2018**

# Capital régional et coopératif Desjardins

## Relevé des autres investissements (non audité)

### Au 31 décembre 2018

(en milliers de dollars)

Description		Valeur nominale \$	Coût \$	Juste Valeur \$
<b>Obligations (62,4 %)</b>				
<b>Obligations fédérales et garanties (28,0 %)</b>				
Fiducie du Canada pour l'habitation	2025-12-15, 1,95 %	22 387	21 704	21 725
	2025-12-15, 2,25 %	10 000	10 198	9 895
	2026-09-15, 1,90 %	30 400	29 300	29 234
	2027-06-15, 2,35 %	27 535	27 008	27 281
	2028-03-15, 2,35 %	10 450	10 131	10 315
Gouvernement du Canada	2024-03-01, 2,25 %	16 040	16 149	16 314
	2024-06-01, 2,50 %	75 986	77 832	78 303
	2025-06-01, 2,25 %	1 600	1 625	1 632
	2027-06-01, 1,00 %	59 134	54 325	54 807
	2028-06-01, 2,00 %	24 711	24 289	24 784
LNH Merrill Lynch Canada <sup>1</sup>	2022-09-01, 1,89 %	13 899	13 695	13 699
<b>Total obligations fédérales et garanties</b>		<b>292 142</b>	<b>286 256</b>	<b>287 989</b>
<b>Obligations provinciales, municipales ou garanties (21,5 %)</b>				
Municipal Finance Authority of British Columbia	2025-10-02, 2,65 %	3 000	3 006	2 986
OPB Finance Trust	2026-10-25, 2,98 %	4 330	4 333	4 335
Province de la Colombie-Britannique	2027-06-18, 2,55 %	1 500	1 486	1 484
	2028-12-18, 2,95 %	3 300	3 310	3 362
Province de la Nouvelle-Écosse	2027-06-01, 2,10 %	3 500	3 382	3 319
Province de la Saskatchewan	2024-06-03, 3,20 %	6 500	6 684	6 708
	2026-06-02, 2,55 %	2 985	2 899	2 946
	2028-12-02, 3,05 %	4 000	3 967	4 057
Province de l'Alberta	2024-06-01, 3,10 %	4 100	4 191	4 203
	2025-06-01, 2,35 %	8 100	7 912	7 939
	2027-06-01, 2,55 %	2 500	2 449	2 444
	2028-12-01, 2,90 %	1 000	1 000	998
Province de l'Ontario	2025-06-02, 2,60 %	22 900	22 537	22 850
	2026-06-02, 2,40 %	30 315	29 632	29 675
	2027-06-02, 2,60 %	9 750	9 622	9 613
	2028-06-02, 2,90 %	5 000	4 958	5 031
Province de Québec	2025-09-01, 2,75 %	44 520	44 270	44 900
	2026-09-01, 2,50 %	16 900	16 619	16 689
	2027-09-01, 2,75 %	12 700	12 600	12 713
	2028-09-01, 2,75 %	1 000	995	998
Province de Terre-Neuve-et-Labrador	2025-06-02, 2,30 %	4 500	4 357	4 380
Province du Manitoba	2024-06-02, 3,30 %	3 100	3 200	3 212
	2025-06-02, 2,45 %	6 000	5 864	5 920
	2027-06-02, 2,60 %	8 000	7 751	7 849
	2028-06-02, 3,00 %	10 400	10 244	10 478
Province du Nouveau-Brunswick	2027-08-14, 2,35 %	2 500	2 401	2 394
<b>Total obligations provinciales, municipales ou garanties</b>		<b>222 400</b>	<b>219 669</b>	<b>221 483</b>
<b>Obligations d'institutions financières (8,0 %)</b>				
Banque Canadienne Impériale de Commerce	2025-05-26, 3,30 %	6 530	6 595	6 615
Banque de Montréal	2024-09-11, 2,70 %	900	900	886
	2026-12-09, 2,70 %	7 300	7 062	7 090
	2028-03-01, 3,19 %	4 900	4 873	4 901

<sup>1</sup> Ce titre est garanti par la Société canadienne d'hypothèques et de logement.

# Capital régional et coopératif Desjardins

## Relevé des autres investissements (non audité)

Au 31 décembre 2018

(en milliers de dollars)

Description		Valeur nominale \$	Coût \$	Juste Valeur \$
<b>Obligations d'institutions financières (suite)</b>				
Banque Royale du Canada	2019-06-19, 2,37 %	3 500	3 500	3 501
	2023-05-01, 2,95 %	9 700	9 685	9 715
	2023-12-05, 2,33 %	3 700	3 680	3 597
	2025-07-16, 4,93 %	1 500	1 654	1 668
Banque Scotia	2024-06-28, 2,29 %	4 800	4 566	4 628
	2026-12-02, 2,62 %	900	865	868
	2028-02-02, 3,10 %	6 000	5 967	5 956
Banque Toronto-Dominion	2024-07-24, 3,23 %	9 100	9 102	9 223
	2024-07-25, 3,22 %	3 150	3 119	3 064
bclMC Realty	2026-12-31, 3,00 %	600	600	592
Chartwell Résidences pour Retraités	2025-02-28, 4,21 %	200	200	202
CI Financial	2021-10-25, 2,78 %	700	700	691
	2027-06-27, 3,90 %	350	339	343
Fairfax Financial Holdings	2027-09-06, 4,25 %	1 900	1 870	1 857
Fiducie de placement immobilier Canadian Tire	2026-03-01, 3,29 %	1 750	1 727	1 664
	2027-09-07, 3,87 %	750	750	726
Fiducie de placement immobilier Propriétés de Choix	2027-12-08, 4,18 %	2 600	2 589	2 570
Financière Manuvie	2024-08-20, 3,05 %	750	723	731
First Capital Realty	2027-04-12, 3,75 %	800	800	770
Fonds de placement immobilier RioCan	2024-02-12, 3,29 %	551	535	540
Fonds de placement immobilier SmartCentres	2027-09-21, 3,83 %	1 500	1 463	1 440
Great-West Lifeco	2027-11-28, 3,34 %	500	495	502
Groupe TMX	2024-10-11, 3,00 %	250	250	246
Honda Canada Finance	2025-05-23, 3,44 %	845	842	852
Industrielle Alliance, Assurance et services financiers	2022-02-23, 2,64 %	300	300	295
Intact Corporation financière	2027-03-07, 2,85 %	1 600	1 600	1 522
OMERS Realty	2024-01-23, 2,86 %	1 000	986	996
	2027-07-04, 3,24 %	2 500	2 486	2 507
Société financière IGM	2026-10-26, 3,44 %	600	590	593
VW Credit Canada	2022-11-14, 3,70 %	900	899	906
<b>Total obligations d'institutions financières</b>		<b>82 926</b>	<b>82 312</b>	<b>82 257</b>
<b>Obligations de sociétés (4,9 %)</b>				
407 International	2027-02-04, 2,43 %	1 650	1 550	1 572
Alectra	2027-02-17, 2,49 %	1 000	947	957
Algonquin Power & Utilities	2026-11-17, 4,09 %	400	392	398
Alimentation Couche-Tard	2024-05-26, 3,06 %	1 675	1 610	1 618
AltaGas	2024-10-15, 3,84 %	1 000	1 033	984
AltaLink	2026-02-28, 2,75 %	1 360	1 340	1 337
Bell Canada	2026-05-12, 2,90 %	3 931	3 700	3 713
	2027-06-29, 3,60 %	2 000	1 943	1 963
Brookfield Asset Management	2026-12-16, 3,80 %	2 950	2 811	2 839
Brookfield Infrastructure Partners	2023-12-22, 3,32 %	800	779	780
	2028-06-11, 4,19 %	750	731	740
Brookfield Renewable Energy Partners	2025-03-02, 3,75 %	750	750	741
Bruce Power	2024-04-21, 3,00 %	500	481	489
Compagnies Loblaw	2024-05-10, 3,92 %	180	181	183
	2028-09-11, 4,49 %	1 100	1 122	1 131

## Capital régional et coopératif Desjardins

### Relevé des autres investissements (non audité)

Au 31 décembre 2018

(en milliers de dollars)

Description		Valeur nominale \$	Coût \$	Juste Valeur \$
<b>Obligations de sociétés (suite)</b>				
Enbridge	2019-09-02, 4,77 %	60	61	61
	2024-08-19, 3,95 %	750	759	764
	2025-06-29, 3,45 %	250	248	250
	2026-05-10, 3,00 %	1 000	965	964
	2027-03-08, 3,20 %	1 000	966	950
	2027-09-27, 5,38 %	1 700	1 700	1 567
	2028-04-12, 6,63 %	750	750	752
Enbridge Gas Distribution	2025-06-11, 3,31 %	2 000	2 005	2 017
EnerCare Solutions	2023-12-21, 3,99 %	600	600	595
FortisAlberta	2024-06-30, 3,30 %	250	250	255
FortisBC Energy	2026-01-08, 2,58 %	975	950	947
Hydro One	2025-11-26, 2,77 %	1 150	1 110	1 118
Inter Pipeline	2024-02-18, 2,73 %	1 000	1 000	952
	2024-12-24, 3,17 %	1 000	1 000	962
Lower Mattagami Energy	2026-10-21, 2,31 %	300	281	283
Metro	2027-09-06, 3,39 %	470	470	449
North West Redwater Partnership	2024-04-23, 3,20 %	1 500	1 486	1 494
	2027-03-01, 2,80 %	1 543	1 444	1 459
Pembina Pipeline	2026-05-11, 3,71 %	1 150	1 173	1 133
	2027-03-15, 4,24 %	2 600	2 649	2 640
Reliance	2025-01-15, 3,84 %	1 110	1 101	1 089
Saputo	2025-06-14, 3,60 %	550	542	547
Shaw Communications	2026-12-01, 3,80 %	500	490	489
TELUS	2024-01-02, 3,35 %	300	303	298
	2024-10-17, 3,75 %	1 500	1 500	1 514
	2025-12-10, 3,75 %	1 900	1 886	1 906
Toromont Industries	2027-07-27, 3,84 %	750	751	753
TransCanada PipeLines	2025-04-17, 3,30 %	1 500	1 487	1 491
Transcanada Trust	2027-05-18, 4,65 %	1 000	897	894
Union Gas	2025-06-17, 3,19 %	1 000	997	1 003
Westcoast Energy	2025-09-08, 3,77 %	1 160	1 162	1 185
<b>Total obligations de sociétés</b>		<b>51 364</b>	<b>50 353</b>	<b>50 226</b>
<b>Total obligations</b>		<b>648 832</b>	<b>638 590</b>	<b>641 955</b>
<b>Instruments de marché monétaire (5,0 %)</b>				
AltaLink	2019-01-02, 2,14 %	800	800	800
	2019-03-01, 2,28 %	3 000	2 989	2 989
Autorité aéroportuaire du Grand Toronto	2019-01-10, 2,15 %	3 500	3 498	3 498
	2019-03-13, 2,20 %	300	299	299
Banque Canadienne Impériale de Commerce	2019-01-08, 1,96 %	700	700	700
	2019-03-25, 2,10 %	3 000	2 985	2 985
Banque de Montréal	2019-01-10, 1,97 %	2 500	2 499	2 499
	2019-03-07, 2,15 %	500	498	498
Banque Nationale du Canada	2019-01-10, 1,97 %	1 000	999	999
	2019-01-25, 2,23 %	1 000	998	998
	2019-03-22, 2,08 %	1 600	1 593	1 593
Banque Scotia	2019-01-03, 1,96 %	287	287	287
	2019-01-21, 2,16 %	1 000	999	999
	2019-01-28, 2,23 %	2 600	2 595	2 595
Banque Toronto-Dominion	2019-01-10, 1,97 %	1 800	1 799	1 799
	2019-01-11, 2,15 %	1 750	1 749	1 749
Énergir	2019-02-20, 2,16 %	4 000	3 988	3 988
Fédération des caisses populaires du Québec	2019-01-07, 2,08 %	13 000	13 000	13 000
Groupe TMX	2019-01-28, 2,13 %	3 750	3 744	3 744

## Capital régional et coopératif Desjardins

### Relevé des autres investissements (non audité)

Au 31 décembre 2018

(en milliers de dollars)

Description	Valeur nominale \$	Coût \$	Juste Valeur \$
<b>Instruments de marché monétaire (suite)</b>			
Honda Canada Finance	2019-01-04, 1,96 %	1 000	1 000
Province de l'Ontario	2019-10-02, 2,28 %	1 400	1 376
Province de Québec	2019-02-15, 1,85 %	1 500	1 497
	2019-04-05, 1,82 %	1 280	1 274
<b>Total instruments de marché monétaire</b>		<b>51 267</b>	<b>51 166</b>
<b>Contrats de change (0,0 %)</b>			
Fédération des caisses Desjardins du Québec	2019-03-29, 1.56845 \$CA/EUR	3 649	0
	2019-03-29, 1.36145 \$CA/\$US	53 100	0
<b>Total contrats de change</b>		<b>0</b>	<b>-67</b>
	<b>Nombre de parts</b>		
<b>Fonds d'actions canadiennes (8,7 %)</b>			
Fiducie institutionnelle Fidelity Actions canadiennes à faible volatilité		3 748	46 466
FNB BMO d'actions canadiennes à faible volatilité		2 102	46 722
<b>Total fonds d'actions canadiennes</b>			<b>93 188</b>
<b>Fonds d'actions mondiales (14,5 %)</b>			
Fonds Desjardins IBrix Actions mondiales à faible volatilité		6 539	76 228
Fonds Desjardins Mondial de dividendes		3 856	75 702
<b>Total fonds d'actions mondiales</b>			<b>151 930</b>
<b>Fonds immobilier (9,4 %)</b>			
Fonds CORE Fiera Immobilier		41	45 499
Fonds immobilier canadien de prestige de Bentall Kennedy		5 998	47 827
<b>Total fonds immobilier</b>			<b>93 326</b>
<b>Total autres investissements (100,0 %)</b>		<b>1 028 200</b>	<b>1 028 968</b>



## **Capital régional et coopératif Desjardins**

Répertoire de la quote-part des investissements au coût  
effectués par des fonds spécialisés et partenaires  
**Au 31 décembre 2018**

# Capital régional et coopératif Desjardins

## Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 31 décembre 2018

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2018	<b>50,00</b>				
<b>Capital croissance PME s.e.c.</b>					
<b>Abitibi-Témiscamingue</b>					
2637-1914 Québec inc. (Télévision J. R.)		-	-	11	11
9265-0381 Québec inc. (Barbin Sport)		-	21	-	21
Abitibi Géophysique inc.		-	151	-	151
Hôtel Forestel Val d'Or inc.		-	651	-	651
Ressources Cartier inc.		44	-	-	44
<b>Total Abitibi-Témiscamingue</b>		<b>44</b>	<b>823</b>	<b>11</b>	<b>878</b>
<b>Bas-Saint-Laurent</b>					
9048-3538 Québec inc. (Matane Honda) (9244-9396 Qc inc.)		-	74	-	74
Gestion Rima 2013 inc. (Sani-Manic inc.)		-	-	216	216
<b>Total Bas-Saint-Laurent</b>		<b>-</b>	<b>74</b>	<b>216</b>	<b>290</b>
<b>Canada Hors Québec et Ontario</b>					
Eldorado Gold Corporation		57	-	-	57
<b>Total Canada Hors Québec et Ontario</b>		<b>57</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>57</b>
<b>Capitale-Nationale</b>					
9101-2492 Québec inc. (Centre médical Le Mesnil)		-	13	-	13
Planifika inc.		-	-	119	119
Radio-Onde inc.		750	-	-	750
<b>Total Capitale-Nationale</b>		<b>750</b>	<b>13</b>	<b>119</b>	<b>882</b>
<b>Centre-du-Québec</b>					
2543-6205 Québec inc. (Groupe MBI)		-	-	190	190
2681871 Canada inc. (Voyages Escapades Victoriaville)		-	78	-	78
Fromagerie L'Ancêtre inc.		-	89	-	89
<b>Total Centre-du-Québec</b>		<b>-</b>	<b>167</b>	<b>190</b>	<b>357</b>

## Capital régional et coopératif Desjardins

### Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 31 décembre 2018

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds	Prêts et avances	Prêts et avances	
		\$	\$	\$	
31-12-2018	<b>Capital croissance PME s.e.c. (suite)</b>	<b>50,00</b>			
	<b>Chaudière - Appalaches</b>				
	Autobus Fleur de Lys inc.	-	-	8	8
	Entreprises de services BCE Pharma inc. (Les)	-	-	77	77
	Fenêtres Sélection inc.	-	36	-	36
	Gesdix inc.	-	87	-	87
	Humaco Acoustique inc.	-	82	-	82
	Investissements Mika inc. (Les)	-	-	216	216
	Productions Horticoles Demers (Les)	250	-	-	250
	Serres Demers inc. (Les)	-	-	350	350
	Umamo Médical inc.	-	57	-	57
	<b>Total Chaudière - Appalaches</b>	<b>250</b>	<b>262</b>	<b>651</b>	<b>1 163</b>
	<b>Côte-Nord</b>				
	9160-7671 Qc inc. (Pétroles MB)	600	-	-	600
	Carrosserie Baie-Comeau inc.	-	-	58	58
	Construction Leclerc et Pelletier inc.	-	-	10	10
	Entreprises G.M. Mallet inc. (les)	-	-	86	86
	Hôtel Motel Le Q'Artier des Îles inc.	-	-	155	155
	Sécurgence inc.	-	-	114	114
	<b>Total Côte-Nord</b>	<b>600</b>	<b>-</b>	<b>423</b>	<b>1 023</b>
	<b>Estrie</b>				
	6358331 Canada inc. (Groupe OEM)	458	-	-	458
	Innotex inc.	-	121	-	121
	Pieux Vistech - Postech inc.	-	459	-	459
	S.E.2 inc.	125	-	-	125
	<b>Total Estrie</b>	<b>583</b>	<b>580</b>	<b>-</b>	<b>1 163</b>
	<b>Fonds</b>				
	Fonds Prêt à Entreprendre, s.e.c.	408	-	-	408
	<b>Total Fonds</b>	<b>408</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>408</b>

## Capital régional et coopératif Desjardins

### Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 31 décembre 2018

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2018	<b>Capital croissance PME s.e.c. (suite)</b>	<b>50,00</b>			
	<b>Laval</b>				
	8376905 Canada inc. (Paramédic)	-	202	-	202
	<b>Total Laval</b>	-	202	-	202
	<b>Mauricie</b>				
	Ateliers de l'électro-ménager R. Vallée inc.	75	-	71	146
	Investissements Bédard-Hallé inc.	-	-	539	539
	<b>Total Mauricie</b>	75	-	610	685
	<b>Montérégie</b>				
	9120-6094 Québec inc. (Lanla)	-	20	-	20
	9223-5845 Québec inc. (Autobus Dufresne)	-	-	225	225
	Câbles Ben-Mor inc. (Les)	-	-	676	676
	Comax, coopérative agricole	900	-	-	900
	Hygie Canada inc.	-	-	348	348
	Industries M.R. inc. (Les)	-	-	63	63
	Plomberie St-Luc inc.	-	180	-	180
	<b>Total Montérégie</b>	900	200	1 312	2 412
	<b>Montréal</b>				
	9106-7645 Québec inc. (Vidéo MTL)	-	1 339	-	1 339
	9228-6384 Québec inc. (Sid Lee Technologies)	-	-	300	300
	Alta Précision inc.	1 500	-	510	2 010
	Balcon Idéal inc.	-	147	-	147
	CTA de Negotium	-	585	-	585
	DEK Canada inc.	518	163	-	681
	Ge-ber Transport inc.	-	-	69	69
	LVL Studio inc.	625	-	878	1 503
	<b>Total Montréal</b>	2 643	2 234	1 757	6 634

## Capital régional et coopératif Desjardins

### Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 31 décembre 2018

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2018	<b>Capital croissance PME s.e.c. (suite)</b>	<b>50,00</b>			
	<b>Nord-du-Québec</b>				
	9223-3196 Québec inc. (Rona)	-	72	-	72
	Exploration Midland inc.	71	-	-	71
	Némaska Lithium inc.	9	-	-	9
	Ressources GéoMégA inc.	18	-	-	18
	<b>Total Nord-du-Québec</b>	<b>98</b>	<b>72</b>	<b>-</b>	<b>170</b>
	<b>Outaouais</b>				
	Gestion S. Kelly (Métro Kelly)	300	-	500	800
	<b>Total Outaouais</b>	<b>300</b>	<b>-</b>	<b>500</b>	<b>800</b>
	<b>Saguenay-Lac-Saint-Jean</b>				
	2737-2895 Québec inc. (Distribution Fromagerie Boivin)	-	-	41	41
	4145275 Canada inc. (Chlorophylle)	200	-	145	345
	8439117 Canada inc. (RSI Environnement)	-	195	-	195
	9244-7770 Québec inc. (La Voie Maltée)	-	-	59	59
	Cuisines G.B.M. inc. (Les)	-	6	-	6
	Denis Lavoie & fils ltée	-	-	188	188
	Garage Georges Beaudoin inc.	-	-	28	28
	Location A.L.R. inc.	-	-	231	231
	Messagerie du Fjord inc.	-	-	296	296
	Métatube (1993) inc.	-	79	-	79
	Sécuor inc.	-	63	-	63
	Sports Guy Dumas inc.	36	-	-	36
	Théka Industries inc.	-	170	-	170
	<b>Total Saguenay-Lac-Saint-Jean</b>	<b>236</b>	<b>513</b>	<b>988</b>	<b>1 737</b>
		<b>6 944</b>	<b>5 140</b>	<b>6 777</b>	<b>18 861</b>
	Fonds engagés mais non déboursés				134
	<b>Total Capital croissance PME, s.e.c.</b>				<b>18 995</b>

# Capital régional et coopératif Desjardins

## Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 31 décembre 2018

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2018	<b>Capital croissance PME s.e.c. II</b>	<b>50,00</b>			
	<b>Abitibi-Témiscamingue</b>				
	9063-7547 Québec inc. (Usinage Laquerre)	800	600	-	1 400
	9207-6553 Québec inc. (Pizzeria Noranda)	-	-	5	5
	9222-0201 Québec inc. (Location Dumco)	-	105	-	105
	Abitibi Géophysique inc.	-	69	-	69
	Ace services mécaniques inc.	-	57	-	57
	Autobus Maheux ltée (Les)	-	975	-	975
	Centre de camping et propane d'Amos	-	296	-	296
	Construction Gaston Proulx et Frères inc.	-	54	123	177
	Corporation aurifère Monarques	158	-	-	158
	Gestion Martin Dandurand inc.	-	50	-	50
	Groupe Minier CMAC - Thyssen Mining Group	-	66	-	66
	Hôtel des Eskers inc.	-	185	-	185
	Maison des Viandes inc.	-	248	-	248
	Menuiserie Jalbert inc.	-	101	-	101
	Minière Osisko inc.	52	-	-	52
	Probe Metals inc.	88	-	-	88
	Ressources Cartier inc.	87	-	-	87
	Ressources Falco ltée	142	-	-	142
	Ressources minières Radisson inc.	155	-	-	155
	Ressources Yorbeau inc. (Les)	53	-	-	53
	<b>Total Abitibi-Témiscamingue</b>	<b>1 535</b>	<b>2 806</b>	<b>128</b>	<b>4 469</b>
	<b>Bas-Saint-Laurent</b>				
	9091-4532 Québec inc. (Cotech)	-	365	-	365
	9164-1134 Québec inc. (Kia Matane)	-	-	110	110
	9188-1441 Québec inc. (Caravane Rimouski)	-	101	-	101
	Bouffard Sanitaire inc.	-	-	327	327
	Gestion AFM-Séma inc.	978	226	-	1 204
	Gestion Brasa inc.	-	190	1 166	1 356
	Gestion Rima 2013 inc. (Sani-Manic inc.)	-	-	70	70
	Groupe PVP inc.	250	-	-	250
	Les Finesses d'Alsace inc.	-	84	-	84
	Location Jesna inc.	-	-	175	175
	Produits métalliques Pouliot Machinerie inc.	-	-	492	492
	Service Diron inc.	-	141	-	141
	<b>Total Bas-Saint-Laurent</b>	<b>1 228</b>	<b>1 107</b>	<b>2 340</b>	<b>4 675</b>

## Capital régional et coopératif Desjardins

### Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 31 décembre 2018

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2018	<b>Capital croissance PME s.e.c. II (suite)</b>	<b>50,00</b>			
	<b>Capitale-Nationale</b>				
	9166-4789 Québec inc. (Re/max Référence 2000)	-	-	300	300
	9265-1934 Québec inc. (Centurion Fondation)	-	-	174	174
	9295-4874 Québec inc. (Maison de l'homéopathie de Québec)	-	141	-	141
	9348-0648 Québec inc. (Gestion CC Blouin inc.)	-	-	174	174
	Capilex-Beauté ltée	-	-	462	462
	DMB Distribution alimentaire inc.	1 312	221	-	1 533
	Entreprises Pol R inc.	2 713	-	-	2 713
	Groupe Restos Plaisirs inc. (Le)	-	1 438	-	1 438
	Lasertech industries inc.	-	280	-	280
	Matériaux Blanchet inc.	-	-	767	767
	Multi Options Nursing inc.	-	115	-	115
	Panthera Dental inc.	188	-	-	188
	R. Bouffard & Fils inc.	-	-	416	416
	Ruchers Promiel inc. (Les)	-	316	-	316
	Ventilation CDR inc.	-	196	-	196
	Vitrierie Lepage (1995) inc.	205	-	-	205
	<b>Total Capitale-Nationale</b>	<b>4 418</b>	<b>2 707</b>	<b>2 293</b>	<b>9 418</b>
	<b>Centre-du-Québec</b>				
	9138-4529 Québec inc. (GG Telecom)	1 800	-	-	1 800
	9324-9605 Québec inc. (Préscolaire Vision)	84	-	-	84
	Advantag Canada inc.	-	93	242	335
	Davinci Compass inc.	-	-	369	369
	Distribution Pro-Excellence	-	350	-	350
	Fromagerie L'Ancêtre inc.	-	107	-	107
	Lacal Technologie inc.	-	320	-	320
	NMédia Solutions inc.	-	53	-	53
	Produits Mobilicab Canada inc.	-	-	1 474	1 474
	Réflec inc.	-	187	-	187
	Remorques Leblanc (2010) (Bec-Chine inc.)	103	-	-	103
	Sipromac II inc.	-	-	266	266
	<b>Total Centre-du-Québec</b>	<b>1 987</b>	<b>1 110</b>	<b>2 351</b>	<b>5 448</b>

# Capital régional et coopératif Desjardins

## Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 31 décembre 2018

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2018	<b>Capital croissance PME s.e.c. II (suite)</b>	50,00			
	<b>Chaudière - Appalaches</b>				
	Acriart inc.	-	-	5	5
	Emballages E.B. ltée (Les)	-	344	-	344
	F. Charest ltée	-	-	658	658
	Gestion Maître C inc.	1 695	-	-	1 695
	Groupe Audaz inc.	-	150	-	150
	Groupe Lou-Tec inc.	-	288	-	288
	Humaco Acoustique inc.	-	333	-	333
	I. Thibault inc.	-	37	-	37
	Industries et équipements Laliberté (Les)	-	432	-	432
	Productions Horticoles Demers (Les)	188	768	-	956
	Résidence intermédiaire Fortier inc.	-	105	-	105
	Techno-Moules P.L.C. inc.	-	-	46	46
	Transport St-Agapit inc.	-	-	391	391
	<b>Total Chaudière - Appalaches</b>	<b>1 883</b>	<b>2 457</b>	<b>1 100</b>	<b>5 440</b>
	<b>Côte-Nord</b>				
	9074-9664 Québec inc. (Portes et fenêtres Vaillancourt)	-	-	64	64
	9160-7671 Qc inc. (Pétroles MB)	-	132	-	132
	Caroline Tremblay, CPA inc.	-	-	107	107
	Construction Leclerc et Pelletier inc.	-	-	125	125
	<b>Total Côte-Nord</b>	<b>-</b>	<b>132</b>	<b>296</b>	<b>428</b>
	<b>Estrie</b>				
	6358331 Canada inc. (Groupe OEM)	-	120	-	120
	Attraction inc.	-	338	-	338
	Avizo Experts-Conseils inc.	-	300	-	300
	Éco-Pak inc. (9316-3251 Québec inc.)	-	-	406	406
	Fruits et légumes de l'Estrée (Les)	-	76	-	76
	Innotex inc.	-	156	-	156
	Khrome Produit - Transport (KPT) inc.	-	330	-	330
	Nautic & Art inc.	-	-	423	423
	Pieux Vistech inc.	375	488	-	863
	S.E.2 inc.	125	-	-	125
	Sherlic inc.	350	-	-	350
	Spécialités industrielles Sherbrooke inc.	-	25	-	25
	<b>Total Estrie</b>	<b>850</b>	<b>1 833</b>	<b>829</b>	<b>3 512</b>



# Capital régional et coopératif Desjardins

## Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 31 décembre 2018

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis		Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$		
31-12-2018	<b>Capital croissance PME s.e.c. II (suite)</b>	50,00				
	<b>Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine</b>					
	9088-6086 Québec inc. (Subaru New Richmond)	-	-	170	-	170
	9144-3036 Québec inc. (Navigue.com)	-	296	-	-	296
	Construction L.F.G. inc.	-	-	1 271	-	1 271
	Entreprises Larebel inc. (Les)	-	188	-	-	188
	Hôtel Baker ltée	125	-	-	-	125
	<b>Total Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine</b>	125	484	1 441	-	2 050
	<b>Lanaudière</b>					
	Artotech Intégration inc.	-	-	38	-	38
	Centre Nouvelle-Vie	-	-	286	-	286
	Cryos Technologies inc.	812	537	-	-	1 349
	La Fromagerie Champêtre inc.	911	-	-	-	911
	Nouveau Monde Graphite inc.	193	-	-	-	193
	Produits de Métal Pointech inc.	-	-	243	-	243
	<b>Total Lanaudière</b>	1 916	537	567	-	3 020
	<b>Laurentides</b>					
	9317-5602 Québec inc. (Marché Leblanc inc.)	-	236	-	-	236
	Alimenteurs Orientech inc.	-	132	-	-	132
	Distribution Multi Online inc.	-	658	-	-	658
	Jean-Jacques Campeau inc.	2 000	480	-	-	2 480
	Technoflex International inc.	350	278	-	-	628
	<b>Total Laurentides</b>	2 350	1 784	-	-	4 134
	<b>Laval</b>					
	8376905 Canada inc. (Paramédie)	-	236	-	-	236
	Aliments Marina Del Rey inc.	-	167	-	-	167
	Groupe Lumain inc.	-	-	1 780	-	1 780
	Norseco inc.	-	360	-	-	360
	Numesh inc.	-	1 500	-	-	1 500
	<b>Total Laval</b>	-	2 263	1 780	-	4 043
	<b>Mauricie</b>					
	Aliments Prémont inc.	-	277	-	-	277
	Ateliers de l'électro-ménager R. Vallée inc.	-	-	57	-	57
	Maison Isabelle inc.	-	160	-	-	160
	Maison Jamy inc.	-	22	91	-	113
	Placements Le Belvédère inc.	-	720	3 125	-	3 845
	Somnus Société de gestion inc.	-	-	216	-	216
	<b>Total Mauricie</b>	-	1 179	3 489	-	4 668

## Capital régional et coopératif Desjardins

### Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 31 décembre 2018

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2018	<b>Capital croissance PME s.e.c. II (suite)</b>	<b>50,00</b>			
	<b>Montérégie</b>				
	3087-9894 Québec inc. (Habitations Trigone)	-	-	225	225
	9008-7826 Québec inc. (Habitations Trigone)	-	-	225	225
	9020-5758 Québec inc. (AVRIL)	-	1 450	-	1 450
	9120-6094 Québec inc. (Lanla)	1 571	-	250	1 821
	9223-5845 Québec inc. (Autobus Dufresne)	-	112	-	112
	9286-9890 Québec inc. (Groupe Surmesure)	-	480	-	480
	9361-4857 Québec inc. (Acam Transport inc.)	-	-	1 500	1 500
	Acema Importations inc.	-	66	-	66
	Alarme S.P.P. inc.	-	-	109	109
	Autobus Bibeau inc.	-	169	-	169
	Brosses Lacasse inc. (Les)	-	-	86	86
	Cloisons Corflex inc. (Les)	-	788	-	788
	Constructions 3P inc.	-	372	-	372
	Éclairages Électroniques C.B.M. inc. (Les)	-	176	-	176
	Groupe Bertrand Éditeurs inc.	-	-	278	278
	Groupe Grégor inc.	-	-	1 136	1 136
	Groupe Helios inc.	1 500	696	-	2 196
	Groupe Thomas Marine inc.	-	-	550	550
	Habitations Deschênes et Pépin inc. (Les)	-	1 767	-	1 767
	Industries B. Rainville inc.	-	-	210	210
	Logimed inc.	-	-	338	338
	Mométal Structures inc.	-	1 000	-	1 000
	MTL Technologies inc.	-	365	-	365
	Placements F.I. inc.	-	516	-	516
	Pro Action Diesel inc.	-	-	195	195
	Rotoplast inc.	-	515	-	515
	W. Côté & fils ltée	-	750	-	750
	<b>Total Montérégie</b>		<b>3 071</b>	<b>9 222</b>	<b>5 102</b>
					<b>17 395</b>

## Capital régional et coopératif Desjardins

### Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 31 décembre 2018

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis		Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds		Prêts et avances		
		\$	\$	\$	\$	
31-12-2018	<b>Capital croissance PME s.e.c. II (suite)</b>	<b>50,00</b>				
	<b>Montréal</b>					
	3236013 Canada inc. (Planète Mobile)	-	-	400	-	400
	9041-9680 Québec inc. (Alco Transport)	-	125	-	-	125
	9168-5909 Québec inc. (Piknic Électronik inc.)	-	-	167	-	167
	9272-6751 Québec inc. (Studio de Yoga Wanderlust)	-	90	-	-	90
	9303-6408 Québec inc. (Atelier d'usinage de précision Innova)	-	-	138	-	138
	Alta Précision inc.	200	-	-	-	200
	C.R.H. Oral Design inc.	-	207	-	-	207
	Corporation Ressources Pershimex (anc. Exploration Khalkos inc.)	50	-	-	-	50
	Datsit sphère inc.	1 000	1 402	-	-	2 402
	Éditions Info Presse inc.	-	262	-	-	262
	Exploration Azimut inc.	158	-	-	-	158
	Faspac Plastiks inc.	-	475	-	-	475
	G. & S. Fer-Aluminium inc.	-	338	-	-	338
	Groupe Bugatti inc. (Le)	-	1 488	-	-	1 488
	Centre du rasoir (Groupe CDREM inc.)	-	400	-	-	400
	Groupe Gorski ltée	-	686	-	-	686
	Groupe Shemie inc.	-	-	858	-	858
	JSS Recherche Médicale inc.	2 000	367	-	-	2 367
	M.C. Crystal inc.	-	-	250	-	250
	Masdel inc.	725	1 004	-	-	1 729
	Multiforme Métal inc.	-	-	500	-	500
	Oboxmedia inc.	-	322	-	-	322
	Reftech international inc.	-	-	206	-	206
	<b>Total Montréal</b>	<b>4 133</b>	<b>7 166</b>	<b>2 519</b>	<b>-</b>	<b>13 818</b>
	<b>Nord-du-Québec</b>					
	9223-3196 Québec inc. (Rona)	-	-	200	-	200
	9249-2206 Québec inc. (Construction Baie-James)	-	112	-	-	112
	Exploration Dios inc.	62	-	-	-	62
	Exploration Kintavar inc.	156	-	-	-	156
	Exploration Midland inc.	76	-	-	-	76
	Harfang Exploration inc.	107	-	-	-	107
	Ressources GéoMégA inc.	164	-	-	-	164
	Ressources Sirios inc.	144	-	-	-	144
	Ressources Sphinx ltée	50	-	-	-	50
	Ressources Tarku ltée	50	-	-	-	50
	Ressources X-Terra inc.	112	-	-	-	112
	Société d'exploration minière Vior inc.	63	-	-	-	63
	Stelmine Canada ltée	101	-	-	-	101
	<b>Total Nord-du-Québec</b>	<b>1 085</b>	<b>112</b>	<b>200</b>	<b>-</b>	<b>1 397</b>

# Capital régional et coopératif Desjardins

## Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 31 décembre 2018

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2018	<b>Capital croissance PME s.e.c. II (suite)</b>	<b>50,00</b>			
	<b>Saguenay-Lac-Saint-Jean</b>				
	130395 Canada inc. (Nordex inc.)	1 875	-	-	1 875
	2526-0100 Québec inc. (Terrassement J. Fortin)	-	-	379	379
	2737-2895 Québec inc. (Distribution Fromagerie Boivin)	-	-	69	69
	2956-7062 Québec inc. (NAPA La Baie)	-	49	-	49
	9165-8021 Québec inc. (Transport R.C.I.)	-	200	-	200
	9182-6032 Québec inc. (La Bonne Patate)	-	-	103	103
	9216-3146 Québec inc. (Voie Maltée Brasserie)	-	-	73	73
	9244-7770 Québec inc. (Voie Maltée)	-	-	7	7
	9280-3162 Québec inc. (Transport Réal Villeneuve inc.)	-	250	-	250
	9328-9486 Québec inc. (Dém.et Exc. Démex inc. et Centrem)	390	198	-	588
	9348-0739 Québec inc. (Voie Maltée Usine)	-	-	150	150
	9365-4606 Québec inc. (Voie Maltée Holding)	825	-	-	825
	Cervo-Polygaz inc.	-	-	169	169
	Chlorophylle (4145275 Canada inc.)	-	75	-	75
	Clinique médicale privée Opti-Soins inc.	-	473	-	473
	Communications Télésignal inc.	337	-	-	337
	Constructions Fabmec inc.	-	-	319	319
	Déménagement Tremblay Express ltée (Les)	250	-	175	425
	Déry Télécom inc.	-	-	1 785	1 785
	Équipements industriels Barsatech inc.	-	-	218	218
	Équipements Villeneuve inc.	-	496	-	496
	Fenêtres Réjean Tremblay inc. (Les)	-	320	-	320
	Flash Néon inc.	-	-	128	128
	Foresco Holding inc.	-	209	-	209
	Gestion R. et G.G. inc.	2 000	-	-	2 000
	Groupe E.D.S. inc.	-	107	-	107
	Imprimeurs Associés ICLT-Commerciale inc. (Les)	-	128	-	128
	Industries G.R.C. inc. (Les)	-	100	-	100
	Mermax inc.	-	-	120	120
	Messagerie du Fjord inc.	-	34	-	34
	Métatube (1993) inc.	-	150	-	150
	Pavillon des Mille Fleurs inc.	-	-	2 250	2 250
	Restaurant La Cuisine inc.	-	128	-	128
	Sécuor inc.	-	150	90	240
	Taimi R & D inc.	-	154	-	154
	Télénet Informatique inc.	500	96	-	596
	<b>Total Saguenay-Lac-Saint-Jean</b>	<b>6 177</b>	<b>3 317</b>	<b>6 035</b>	<b>15 528</b>
		<b>30 758</b>	<b>38 216</b>	<b>30 470</b>	<b>99 443</b>
	Fonds engagés mais non déboursés				140
	<b>Total Capital croissance PME s.e.c. II</b>				<b>99 583</b>

# Capital régional et coopératif Desjardins

## Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 31 décembre 2018

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2018	<b>Desjardins Capital PME, S.E.C.</b>	<b>40,00</b>			
	<b>Abitibi-Témiscamingue</b>				
	2732-2304 Québec inc. (Location Dion)	-	720	-	720
	Groupe Minier CMAC - Thyssen Mining Group	-	1 600	-	1 600
	Perseus Services-Conseils inc.	-	80	-	80
	<b>Total Abitibi-Témiscamingue</b>	-	2 400	-	2 400
	<b>Bas-Saint-Laurent</b>				
	9024-0177 Québec inc. (Transport Stéphane Ross)	-	192	-	192
	Bouffard Sanitaire inc.	-	120	240	360
	La Maison du Lac Témiscouata inc.	-	120	-	120
	Les Conteneurs Verts inc.	-	-	280	280
	Les Finesses d'Alsace inc.	-	49	-	49
	Transport Gérard Hallé inc.	-	190	-	190
	<b>Total Bas-Saint-Laurent</b>	-	671	520	1 191
	<b>Capitale-Nationale</b>				
	Oricom internet inc.	310	297	-	607
	Produits Pâtisserie Michaud inc.	-	140	-	140
	<b>Total Capitale-Nationale</b>	310	437	-	747
	<b>Centre-du-Québec</b>				
	Ferblanterie Gilles Laliberté	-	354	-	354
	<b>Total Centre-du-Québec</b>	-	354	-	354
	<b>Chaudière - Appalaches</b>				
	Ancia Personnel inc.	-	238	-	238
	<b>Total Chaudière - Appalaches</b>	-	238	-	238
	<b>Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine</b>				
	9368-8828 Québec inc. (Danis Renaud Pêcheur Homard)	-	252	-	252
	<b>Total Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine</b>	-	252	-	252
	<b>Lanaudière</b>				
	EEGT inc.	-	-	300	300
	Les Meubles PEL International ltée	-	300	-	300
	Paul Arbec inc.	-	3 600	-	3 600
	<b>Total Lanaudière</b>	-	3 900	300	4 200

# Capital régional et coopératif Desjardins

## Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 31 décembre 2018

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2018	<b>Desjardins Capital PME, S.E.C. (suite)</b>	<b>40,00</b>			
	<b>Laval</b>				
	L. Nardella Associés ltée	640	1 400	-	2 040
	<b>Total Laval</b>	640	1 400	-	2 040
	<b>Montérégie</b>				
	3894207 Canada inc.(Barbies TM)	-	200	-	200
	9341-3292 Québec inc. (Keg Management)	-	400	-	400
	Asselin Mécanique Industrielle inc.	-	715	-	715
	Bigo inc.	-	201	-	201
	Éveil des Sens inc.	-	200	-	200
	<b>Total Montérégie</b>	-	1 716	-	1 716
	<b>Montréal</b>				
	3236013 Canada inc. (Planète Mobile)	-	-	480	480
	9115-7115 Québec inc. (Résidence des Bâisseurs, Sept-Îles)	-	-	800	800
	DEK Canada inc.	-	100	-	100
	Disrotech inc.	-	-	280	280
	Groupe Azur inc.	600	-	-	600
	Groupe Shemie inc.	-	-	1 800	1 800
	IP4B inc.	-	300	-	300
	Maintenance Reftech International inc.	-	-	400	400
	Multiforme Métal inc.	-	-	94	94
	Résidences pour aînés Immo 1ere inc.	3 800	-	-	3 800
	<b>Total Montréal</b>	4 400	400	3 854	8 654
	<b>Saguenay-Lac-Saint-Jean</b>				
	2724600 Canada ltée (Industries Soudex)	-	80	-	80
	2331-8884 Québec inc. (Groupe Avantage Logistique)	240	-	-	240
	Câble-Axion Digital inc.	-	-	1 950	1 950
	Clinique médicale privée Opti-Soins inc.	-	268	-	268
	Groupe ATCO inc.	-	180	-	180
	Société en commandite Lokia Trois-Rivières	-	-	2 043	2 043
	STC Manufacturier inc.	-	120	-	120
	<b>Total Saguenay-Lac-Saint-Jean</b>	240	648	3 993	4 881
		5 590	12 416	8 667	26 673
	Fonds engagés mais non déboursés				4 232
	<b>Total Desjardins Capital PME, S.E.C.</b>				<b>30 905</b>

## Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 31 décembre 2018

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2018	<b>Desjardins Capital Transatlantique s.e.c</b>	<b>60,67</b>			
	<b>Hors Canada</b>				
	Apside Advance	1 430	374	-	1 804
	Texelis Fintex	779	-	-	779
	Texelis Mobilitex	-	1 529	-	1 529
	<b>Total Hors Canada</b>	<b>2 209</b>	<b>1 903</b>	<b>-</b>	<b>4 112</b>
	Fonds engagés mais non déboursés				-
	<b>Total Desjardins Capital Transatlantique s.e.c</b>				<b>4 112</b>

## Capital régional et coopératif Desjardins

### Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 31 décembre 2018

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2018	<b>Desjardins – Innovatech S.E.C.</b>	<b>54,49</b>			
	7525443 Canada inc. (Inflotrolix)	400	-	-	400
	9088-9148 Qc inc. (Usinage SM)	-	153	-	153
	9310-3760 Québec inc. (Rhéabrio Interface Corporelle)	-	72	-	72
	9324-2568 Québec inc. (Manutech)	-	141	-	141
	9360-4742 Qc inc. (LONGPREBP Béton Préfabriqué)	-	69	-	69
	9813063 Canada inc. (Mes Machines Intelligentes)	-	143	-	143
	A3 Surfaces inc.	-	82	-	82
	Agriculture Concentric inc.	2 866	-	-	2 866
	Airex Énergie inc.	1 448	-	-	1 448
	Alaya Soins inc.	136	-	-	136
	Albert Perron inc.	470	-	-	470
	Ananda Devices	-	148	-	148
	AppMed inc.	-	74	-	74
	AxesNetwork Solutions inc.	1 933	721	-	2 654
	Biocéan Canada inc.	272	54	-	326
	Biomomentum inc.	-	151	-	151
	CmLabs Simulations inc.	817	-	272	1 089
	Delve Labs inc.	664	180	-	844
	Dymedso inc.	-	142	-	142
	E2Metrix inc.	348	545	-	893
	Emovi inc.	-	152	-	152
	Énergie Solutions Air (ESA)	-	136	-	136
	FjordAl Aluminium inc.	163	-	-	163
	Fonds Entrepia Nord, s.e.c. (Le)	305	-	-	305
	Fonds Innovexport s.e.c.	974	-	-	974
	Fond-vers inc.	-	52	-	52
	Groupe Icible inc.	-	136	-	136
	Groupe Minier CMAC - Thyssen Mining Group	-	72	-	72
	Gullivert Technologies inc.	109	-	-	109
	Hortau inc.	368	-	-	368
	Imagia Cybernetics inc.	1 333	-	-	1 333
	Imeka Solutions inc.	-	205	-	205
	Inno-3B inc.	-	288	-	288
	Innomalt inc.	-	250	-	250
	Innovative Imaging Technologies inc. (IIT)	1 090	-	-	1 090
	Ionodes inc.	316	-	-	316
	Kinesiq inc.	-	145	-	145
	Kube Innovation inc.	-	72	-	72
	Laboratoire M2 inc.	817	-	164	981
	Laserax inc.	1 880	-	-	1 880
	LeddarTech inc.	714	1 047	-	1 761
	LVL Global inc.	191	-	-	191
	Mobilus Technologies inc.	-	96	-	96
	nGUVU Technologies inc.	817	-	-	817
	o3d inc.	-	74	-	74
	Optina Diagnostiques inc.	148	-	-	148
	OYO Fab inc.	-	145	-	145
	OxyNov inc.	611	-	-	611
	Prevtec Microbia inc.	2 094	-	-	2 094
	Produits forestiers LAMCO inc.	311	-	-	311
	Rekruti Solutions inc.	-	272	-	272
	Ressources Nippon Dragon inc.	178	-	-	178
	Société de gestion de projets Ecotierra inc.	296	-	-	296



## Capital régional et coopératif Desjardins

### Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 31 décembre 2018

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2018	<b>Desjardins – Innovatech S.E.C. (suite)</b>	<b>54,49</b>			
	Solutions Greybox inc.	-	72	-	72
	Solutions Interactives de validation 88 inc.	1 143	-	-	1 143
	Systèmes Médicaux Thoraciques Thorasys inc.	-	301	-	301
	Technologie leadfox inc.	-	210	-	210
	Technologies Intelia inc.	235	288	-	523
	TSO3 inc.	773	-	-	773
	Umanx inc.	-	594	-	594
	VIMAC Early Stage Fund L.P.	611	-	-	611
	Voltra Technologie - Réseau Synapse inc.	-	44	-	44
		24 831	7 326	436	32 593
	Fonds engagés mais non déboursés				2 598
	<b>Total Desjardins - Innovatech S.E.C.</b>				<b>35 191</b>

## Capital régional et coopératif Desjardins

### Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 31 décembre 2018

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2018	<b>Société en commandite Essor et Coopération</b>	<b>94,55</b>			
	Agropur Coopérative	4 728	-	-	4 728
	Café Cambio, coopérative de travail	174	-	-	174
	Camping co-op des Érables de Montmagny	236	-	-	236
	Central Café - Coop de solidarité	189	-	-	189
	Citadelle, Coopérative de producteurs de sirop d'érable	4 728	-	-	4 728
	Club coopératif de consommation d'Amos	946	-	-	946
	Coopérative Actionnaire Les Paramédics d'Urgence Bois-Francis	-	619	-	619
	Coopérative de travailleurs actionnaires de Xpertdoc Technologies	473	519	-	992
	Coopérative forestière de Petit Paris	-	757	-	757
	Coopérative forestière Ferland-Boilleau	-	709	-	709
	Coopérative Vision-Éducation	756	-	-	756
	École Plein Soleil (Association coopérative)	946	-	-	946
	Fédération des coopératives funéraires du Québec	615	-	-	615
	Fédération québécoise des coopératives forestières	284	-	-	284
	Journal de Lévis, coopérative de solidarité (Le)	-	285	-	285
	La Coop Avantis	1 417	-	-	1 417
	La Coop fédérée	4 727	-	-	4 727
	La Coop Unifrontières	905	-	-	905
		<b>21 124</b>	<b>2 889</b>	<b>-</b>	<b>24 013</b>
	Fonds engagés mais non déboursés				<b>4 855</b>
	<b>Total Société en commandite Essor et Coopération</b>				<b>28 868</b>

Ce répertoire non audité détaille la quote-part des investissements effectués par des fonds spécialisés dans lesquels Capital régional et coopératif Desjardins détient un investissement d'une valeur supérieure à 10 M\$ et par des fonds partenaires où elle détient un pourcentage de participation égal ou supérieur à 50 % et qui respectent les critères prévus par le *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement*.





2, complexe Desjardins  
C.P. 760, succ. Desjardins  
Montréal (Québec) H5B 1B8

Relations avec les investisseurs :  
1 888 522-3222

[capitalregional.com](http://capitalregional.com)